



Assemblée générale

Distr. générale
15 janvier 2018
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session
Point 149 de l'ordre du jour
Aspects administratifs et budgétaires
du financement des opérations de maintien
de la paix des Nations Unies

Exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017

Rapport du Secrétaire général

Additif

Le présent additif, qui complète la section II du document [A/72/701](#), porte sur les produits prévus et exécutés.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (14 mars 2018).



Table des matières

	<i>Page</i>
II. Cadre de budgétisation axée sur les résultats	5
A. Département des opérations de maintien de la paix	5
B. Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine	26
C. Département de l'appui aux missions	31
D. Département de la gestion	50
E. Bureau des services de contrôle interne	71
F. Cabinet du Secrétaire général.	73
G. Administration de la justice	74
H. Bureau de la déontologie	76
I. Bureau des affaires juridiques	77
J. Département de l'information	80
K. Département de la sûreté et de la sécurité.	82
L. Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	86
M. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	86

Abréviations

AMISOM	Mission de l'Union africaine en Somalie
BANUS	Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie
BNUUA	Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine
BSCI	Bureau des services de contrôle interne
BSLB	Base de soutien logistique des Nations Unies
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FISNUA	Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement
FORPRONU	Force de protection des Nations Unies
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
IPSAS	Normes comptables internationales pour le secteur public
MANUA	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
MANUL	Mission d'appui des Nations Unies en Libye
MINUAD	Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
MINUJUSTH	Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINURCAT	Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MINUSS	Mission des Nations Unies au Soudan du Sud
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MINUT	Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste
MISNUS	Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne

MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
UNMOGIP	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan

II. Cadre de budgétisation axée sur les résultats*

A. Département des opérations de maintien de la paix

a) Bureau du Secrétaire général adjoint

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents, d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
85 activités de communication, dont conférences, expositions et séances d'information publiques et produits informatifs (brochures, fiches documentaires et vidéos, notamment) sur l'œuvre de maintien de la paix de l'Organisation	101	Activités de sensibilisation ont été menées. Le résultat a été supérieur aux prévisions du fait des demandes supplémentaires de courtes vidéos et de graphiques d'information sur les missions de maintien de la paix, destinés à être diffusés sur les réseaux sociaux.
1 000 messages sur le thème du maintien de la paix publiés sur les plateformes de médias sociaux, dont Facebook, Twitter et Flickr	2 091	Messages traitant du maintien de la paix ont été publiés. Le nombre de messages a été supérieur aux prévisions en raison de l'utilisation accrue des plateformes Instagram et Tumblr et de la production de contenus supplémentaires à l'occasion de campagnes de sensibilisation spécifiques, telles que la Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies.
290 réunions et séances d'information sur tous les aspects du maintien de la paix à l'intention des États Membres, des organisations régionales et des groupes d'amis et groupes de contact	345	Réunions et séances d'information ont été organisées, dont 290 réunions ou séances dirigées par le Secrétaire général adjoint, 50 séances consacrées à l'évolution des opérations des missions de maintien de la paix, présentées par le Centre des Nations Unies pour les opérations et la gestion des crises en présence des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, et 5 séances présentées par le Bureau du partenariat stratégique pour le maintien de la paix à l'intention des partenaires régionaux et internationaux du maintien de la paix.
35 réunions d'information à l'intention du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et des organes délibérants sur les faits nouveaux survenus dans les opérations de maintien de la paix et sur les questions stratégiques et relatives aux politiques concernant tous les aspects du maintien de la paix	47	Réunions d'information ont été organisées. Le nombre de réunions a été plus élevé que prévu du fait des situations de crise en évolution constante dans de nombreuses zones d'opérations, telles que le Mali, la République centrafricaine et le Soudan du Sud, et des

* Pour les indicateurs de succès prévus et effectifs, voir [A/72/701](#).

<p>4 réunions d'information à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix sur les politiques et procédures récemment adoptées ou en cours d'élaboration, dont 1 consacrée aux questions relatives à la sûreté, à la sécurité et à la résilience de l'Organisation et 1 autre aux mesures prises pour renforcer encore l'efficacité du personnel en tenue des missions</p> <p>10 séances de coordination, consultation ou concertation avec les États Membres et pays fournisseurs de contingents et de personnel de police, sur les questions de vérification et d'évaluation de la performance du personnel en tenue et les services d'appui préalables aux évaluations des missions, 5 réunions organisées pour contribuer aux préparatifs de ces évaluations et 5 réunions de suivi</p> <p>200 manifestations couvertes par les médias, dont des entretiens et points de presse sur des thèmes particuliers liés aux missions, notamment les questions concernant la déontologie et la discipline, les militaires, la police et la sécurité</p> <p>Notification rapide aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police de toutes les pertes de personnel en tenue participant aux opérations de maintien de la paix</p>	<p>demandes supplémentaires de la part du Conseil de sécurité.</p> <p>4 Réunions d'information ont été organisées, dont 2 sur des questions générales et sur l'élaboration de politiques et de procédures, 1 sur des questions relatives à la sûreté, à la sécurité et à la résilience opérationnelle et 1 sur les mesures prises pour renforcer encore l'efficacité du personnel en tenue des missions de maintien de la paix.</p> <p>4 Réunions à l'appui des préparatifs des évaluations ou de leur suivi ont été tenues en présence d'États Membres et de pays fournisseurs de contingents et de personnel de police déployés à la MINUSCA et à la MINUSMA.</p> <p>Le nombre de réunions a été inférieur aux prévisions du fait des mouvements de personnel et des difficultés à fixer une date avec les missions, en conséquence de quoi le nombre d'évaluations réalisées et, partant, de réunions de préparation et de suivi des évaluations, a été inférieur aux prévisions.</p> <p>215 Manifestations ont été couvertes par les médias : conférences de presse, rencontres avec la presse, entretiens, exposés et présentations de fond à l'intention des journalistes.</p> <p>Le nombre de manifestations supérieur aux prévisions s'explique par l'intérêt persistant des médias pour les questions de déontologie et de discipline, l'attention qu'ils portent au budget du maintien de la paix et la réforme de l'architecture de paix et de sécurité engagée par le Secrétaire général.</p> <p>Oui 424 avis de perte de personnel ont été adressés aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police dès la réception de leur signalement par les opérations de maintien de la paix.</p>
---	---

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
1 inventaire des moyens d'information utiles au maintien de la paix, énumérant les bases de données et ressources essentielles avec les liens correspondants	1	Inventaire des moyens d'information utiles au maintien de la paix, énumérant les bases de données et ressources essentielles avec les liens correspondants, a été créé.

1 directive sur les modalités de gestion de l'information visant à faciliter la planification et le démarrage des missions

1 Document directif sur les modalités de gestion de l'information a été établi afin de faciliter la planification et le démarrage des missions.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
10 visites auprès des opérations de maintien de la paix pour examiner les progrès accomplis et fournir des orientations aux responsables des missions sur les questions relatives à l'exécution des activités prescrites	6	Visites ont été effectuées par le Secrétaire général adjoint auprès des opérations de maintien de la paix. Le nombre de visites a été inférieur aux prévisions en raison de la tenue de plusieurs manifestations de haut niveau à New York, qui ont empêché le Secrétaire général adjoint de voyager, et de la période de transition et de transfert de responsabilités entre le Secrétaire général adjoint sortant et son successeur.
Diffusion d'un cadre de gestion électronique des documents à toutes les missions de maintien de la paix	Oui	Un cadre de gestion électronique des documents, comprenant des orientations à jour, a été diffusé à toutes les missions de maintien de la paix et au BANUS.
17 évaluations de l'application des consignes de sécurité dans les opérations	17	Évaluations de l'application des consignes de sécurité ont été réalisées avec le Département de la sûreté et de la sécurité.
Évaluations de la gestion des risques concernant la sécurité du personnel des missions et de l'exécution des programmes de gestion de la résilience organisationnelle mis en place dans toutes les opérations de maintien de la paix	17	Évaluations des dispositifs de gestion des risques de sécurité auxquels le personnel des missions fait face et des programmes de gestion de la résilience organisationnelle ont été menées à bien grâce à une coopération continue avec toutes les opérations de maintien de la paix ; des rapports d'évaluation ont été demandés par télégramme chiffré et un appui a été fourni aux coordonnateurs de la sécurité du personnel des missions et de la résilience organisationnelle sur le terrain.
1 stage de formation à la sécurité sur le terrain et 1 stage de formation à la résilience organisationnelle organisés à l'intention du personnel du maintien de la paix	1 1	1 Stage de formation à la sécurité du personnel sur le terrain a été organisé. 1 Stage de formation à la résilience organisationnelle a été organisé.
1 atelier organisé à l'intention des chefs des centres d'opérations conjoints afin que, pour chaque mission, la gestion de ces centres soit conforme aux objectifs stratégiques de maintien de la paix, et pour renforcer la coopération entre les missions en cas de crise, et 2 sessions de formation à l'analyse des opérations et des données d'information organisées à l'intention du personnel des centres d'opérations conjoints et des cellules d'analyse conjointe	1 2	1 Atelier à l'intention des chefs des centres d'opérations conjoints. 2 Séances de formation organisées en partenariat avec le Norwegian Defence International Centre.

1 conférence annuelle rassemblant tous les représentants spéciaux du Secrétaire général et chefs de mission des opérations relevant du Département des opérations de maintien de la paix, et 1 conférence biennale des chefs d'état-major des missions

5 visites organisées auprès d'opérations de maintien de la paix pour apporter un soutien opérationnel et technique aux centres d'opérations conjoints et aux cellules d'analyse conjointe

4 évaluations techniques des besoins en matière d'information des opérations de maintien de la paix qui connaissent d'importants réaménagements ou des problèmes particuliers liés à l'information

5 rapports, établis à l'issue d'examens et de bilans effectués dans 5 opérations de maintien de la paix en vue d'accroître l'efficacité du personnel en tenue des missions, portant notamment sur l'exécution des tâches prescrites et le respect des règles, politiques, pratiques et normes de l'ONU, ainsi que les résultats opérationnels, et mesures de suivi le cas échéant

10 contributions concernant le volet maintien de la paix de toutes les politiques et procédures mises au point par le Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité

1 Conférence annuelle rassemblant les représentants spéciaux du Secrétaire général et les chefs de mission.

Non Aucune conférence biennale n'a été tenue. La cinquième conférence biennale rassemblant les chefs d'état-major des missions, censée se tenir au cours de la période considérée, a été repoussée dans l'attente de la publication des propositions de réforme en matière de paix et de sécurité du Secrétaire général.

4 Visites ont été organisées dans 4 missions pour évaluer les progrès accomplis, apporter un soutien et rendre compte de la mise en œuvre des centres d'opérations conjoints et des cellules d'analyse conjointe, et donner des orientations sur la mise en service de « Sage », le système de gestion de l'information et de suivi et d'analyse des incidents, permettant aux missions d'apprécier la situation et d'en rendre compte. En lieu et place de la cinquième visite sur le terrain, une série de visioconférences a été organisée par le Centre des Nations Unies pour les opérations et la gestion des crises.

0 Aucune évaluation technique n'a été menée en raison des mouvements de personnel et d'une réaffectation des ressources prévues au titre des voyages. Cependant, la Section des affaires publiques du Département des opérations de maintien de la paix s'est associée au Département de l'information pour mener des évaluations techniques à la MINUSTAH et à la MINUSS, et a collaboré avec les équipes opérationnelles intégrées et les missions pour prendre en compte les éléments de communication stratégique dans les examens stratégiques de la MONUSCO et la MINUSCA.

3 Examens ont été effectués, notamment à la MINUSCA, à la MINUSMA et au Siège, concernant les activités de planification militaire du Bureau des affaires militaires.

Le nombre d'examens effectués a été inférieur aux prévisions du fait des mouvements de personnel et des difficultés à fixer une date avec les missions de maintien de la paix.

10 Contributions ont été proposées, concernant : la gestion des problèmes de sûreté et de sécurité dans les opérations de maintien de la paix ; la prise en compte de la problématique femmes-hommes dans la gestion des mesures de

<p>Module de formation en ligne sur la confidentialité de l'information dans les opérations de maintien de la paix, en langue française</p>	<p>sécurité ; les dispositifs de sécurité dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques ; une politique relative aux mesures de sécurité applicables au domicile ; les budgets de sécurité fondés sur le partage des dépenses locales ; un dispositif de gouvernance ; une stratégie en matière de sécurité routière ; un programme de premiers intervenants ; la gestion des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires ; un groupe de travail sur la formation en matière de sécurité.</p> <p>Oui Un module de formation en ligne sur la confidentialité de l'information dans les opérations de maintien de la paix, en langue française, a été élaboré.</p>
<p>17 analyses des crises potentielles, naissantes ou présentes, effectuées en vue de renforcer la capacité d'appréciation des situations</p>	<p>37 Analyses ont été produites, dont 22 études et 15 résumés graphiques, montrant l'évolution de la situation dans les missions de maintien de la paix.</p>
<p>Conseils sur les communications numériques diffusés par l'intranet des opérations de paix à l'intention de toutes les missions, et 1 guide des cycles de démarrage, de transition et de fermeture des stations de radio des Nations Unies</p>	<p>Le nombre d'analyses produites a été plus élevé que prévu car le Centre des Nations Unies pour les opérations et la gestion des crises a reçu un nombre supérieur de demandes de rapports de la part des décideurs de l'ONU.</p> <p>1 Conseil sur les communications numériques a été diffusé sur l'intranet des opérations de paix.</p> <p>En raison des mouvements de personnel, le guide sur les stations de radio des Nations Unies n'a pas été produit.</p>
<p>Évaluation technique de l'application du système de gestion électronique des documents dans 5 missions, y compris en ce qui concerne la protection et le mode de gestion des informations confidentielles</p>	<p>Oui Des évaluations techniques de l'application du système de gestion électronique des documents, y compris en ce qui concerne la protection et le mode de gestion des informations confidentielles, ont été effectuées dans 5 missions (MONUSCO, UNFICYP, MINUSCA, MINUSTAH et MINUK).</p>
<p>Mise en place d'un système d'archivage numérique des télégrammes chiffrés propres aux opérations de maintien de la paix pour 3 missions et formation à son utilisation</p>	<p>Oui Un système d'archivage numérique des télégrammes chiffrés propres aux opérations de maintien de la paix a été mis en place dans 3 missions (MONUSCO, MINUSS et MINURSO), et une formation à son utilisation a été dispensée.</p>

b) Bureau des opérations

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
40 rapports de fond du Secrétaire général au Conseil de sécurité sur des questions multidimensionnelles	43	Rapports de fond sur des questions multidimensionnelles ont été établis. Ce nombre, supérieur aux prévisions, tient aux rapports supplémentaires demandés, notamment aux rapports spéciaux sur l'examen stratégique et l'évaluation de la MINUSTAH, de la MINUAD et de la FISNUA.
40 lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général	35	Lettres ont été adressées.
140 notes consultatives de fond destinées à être utilisées lors des réunions d'information et échanges avec les États Membres et les partenaires du maintien de la paix	206	Notes consultatives de fond ont été rédigées. Ce nombre est supérieur aux prévisions en raison de l'intensification des échanges avec les États Membres et les partenaires du maintien de la paix et de la multiplication des activités de la MINUSMA, de la MONUSCO et de la MINUSS.
40 consultations avec les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police pour les informer de l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans toutes les missions	40	Consultations ont été tenues, dont 17 formelles et 23 informelles.
60 exposés oraux et 51 notes d'information hebdomadaires à l'intention du Conseil de sécurité, portant sur des questions de maintien de la paix, y compris des mises à jour concernant l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans toutes les missions et le soutien à l'AMISOM, ainsi que le partenariat stratégique avec l'Union africaine	50	Exposés oraux ont été présentés. Le nombre d'exposés a été inférieur aux prévisions car le Conseil de sécurité en a demandé moins que prévu.
Exposés et consultations destinés à répondre à toutes les demandes de l'Assemblée générale, des missions permanentes, des organismes, des institutions de Bretton Woods, des organisations internationales et régionales s'occupant de sécurité et de gouvernance ainsi que des organisations non gouvernementales sur les problèmes de maintien de la paix, y compris des mises à jour sur l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans toutes les missions de maintien de la paix et en ce qui concerne l'appui à l'AMISOM	51	Notes d'information hebdomadaires ont été établies et présentées au Conseil de sécurité.
	Oui	Il a été donné suite à toutes les demandes d'exposés ou de consultations, notamment celles concernant l'évolution de la situation politique et opérationnelle dans toutes les missions de maintien de la paix.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
4 documents sur les concepts d'opérations ou concepts de mission intégrés, mis au point conformément aux mandats du Conseil de sécurité pour les nouvelles opérations de maintien de la paix ou les opérations en cours exigeant d'importants remaniements	3	Concepts de mission portant sur trois opérations de maintien de la paix (MINUSMA, MINUSS et MINUSCA) ont été révisés conformément aux modifications apportées aux mandats du Conseil de sécurité. En juin 2017, le concept portant sur la MINUJUSTH était en cours d'élaboration.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Directives intégrées à l'intention de toutes les missions sur les questions opérationnelles stratégiques, tactiques et politiques	Oui	Des directives ont été communiquées à toutes les missions, notamment par l'envoi de 565 communications officielles (télégrammes chiffrés) donnant des conseils pratiques, politiques, opérationnels et relatifs à la gestion des crises, ainsi que des orientations sur les opérations à mener et les procédures à suivre pour la conduite des fonctions officielles et des opérations des missions.
Études des progrès accomplis au regard des priorités définies dans les cadres stratégiques intégrés (exposé des problèmes et recommandations compris), menées à bien pour toutes les missions intégrées ou missions opérant dans un cadre intégré, en collaboration avec les entités présentes sur le terrain	Oui	9 groupes de travail intégrés ont mené des études des progrès accomplis au regard des priorités définies dans les cadres stratégiques intégrés, en collaboration avec les entités présentes sur le terrain.
4 évaluations stratégiques intégrées d'opérations de maintien de la paix visant à faire le point sur les stratégies appliquées, les difficultés rencontrées et les possibilités à saisir en ce qui concerne l'exécution des mandats, et à formuler des recommandations	6	Missions de maintien de la paix (MINUL, MINUSS, FISNUA, FINUL, MINUSTAH et MINUAD) ont fait l'objet de conseils et d'un appui en vue de la planification et de la réalisation des évaluations stratégiques. Le nombre d'évaluations a été supérieur aux prévisions en raison de l'évolution des environnements opérationnels de ces missions et de demandes spécifiques du Conseil de sécurité.
25 visites d'évaluation technique intégrée ou ciblée qui contribuent ou aboutissent à l'établissement de rapports visant à offrir des directives générales aux opérations de maintien de la paix et un appui à l'AMISOM sur les questions de planification et d'exécution des mandats	20	Visites d'évaluation technique intégrée ou ciblée ont été effectuées dans 13 missions et un appui a été apporté à l'AMISOM. Les visites ont été moins nombreuses que prévu car le nombre d'évaluations stratégiques a été plus élevé et les consultations par

Conseils et appui pour l'application de la politique d'évaluation et de planification intégrées, dans le cadre de 4 processus de planification des missions	visioconférence et téléphone plus fréquentes que prévu.
4 ateliers ou stages de formation sur l'évaluation et la planification organisés à l'intention du personnel du Siège et des missions	<p>4 Opérations de maintien de la paix (MINUSTAH, MINUSMA, MINUSS et MINUAD) ont fait l'objet de conseils et d'un appui à la planification.</p> <p>3 Ateliers ou stages de formation ont été organisés, dont 2 stages de formation à l'analyse des conflits et à l'évaluation stratégique et 1 atelier consacré à la planification stratégique et à l'intégration.</p>
1 atelier destiné aux responsables des affaires politiques de toutes les opérations de maintien de la paix	<p>Le nombre a été inférieur aux prévisions car, l'élaboration de la politique du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions sur la planification et l'examen des opérations de maintien de la paix ayant pris plus de temps que prévu, le quatrième stage a été reporté à l'exercice 2017/18.</p> <p>Non L'atelier a été reporté en raison du grand nombre d'évaluations stratégiques menées ainsi que des changements intervenus à la tête du Département des opérations de maintien de la paix et de l'ONU.</p>
5 notes consultatives sur la coopération stratégique ONU-Union africaine pour le maintien de la paix, y compris la mise en place de l'Architecture africaine de paix et de sécurité, et la coopération triangulaire ONU-Union africaine-Union européenne	5 Notes consultatives sur la coopération stratégique ONU-Union africaine, y compris la mise en place de l'Architecture africaine de paix et de sécurité, ont été établies.

c) Bureau des affaires militaires

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Présentation de 10 exposés, à l'intention d'États Membres, d'organisations régionales et d'instituts s'occupant du maintien de la paix, concernant les activités contribuant au maintien de la paix, le renforcement de l'efficacité des opérations de maintien de la paix, la protection des civils et l'évolution des besoins opérationnels, en vue de susciter un appui aux démarches stratégiques et	7	<p>Exposés ont été présentés, dont 6 à l'intention d'États Membres et 1 à l'intention de l'Union européenne.</p> <p>Ce nombre moins élevé que prévu s'explique par la tenue de conférences ministérielles de haut niveau à Londres et à Paris, ce qui a facilité les échanges avec les États Membres.</p>

opérationnelles des opérations de maintien de la paix

Tenue de 33 séances d'information à la demande du Conseil de sécurité en vue d'examiner des éléments nouveaux, des évolutions prévues, des situations de crise ou des modifications à apporter aux mandats de missions de maintien de la paix

Réalisation de 60 analyses stratégiques portant sur les aspects militaires des grands changements opérationnels survenant dans les missions de maintien de la paix ainsi que sur l'évolution de la situation dans les zones de conflit

Organisation de 26 séances d'information, à l'intention des pays qui fournissent des contingents, portant sur tous les aspects militaires des opérations de maintien de la paix ainsi que sur les aspects opérationnels de l'application des recommandations du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix et sur l'effet des mesures de prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles

35 Réunions d'information ont été organisées, dont 17 réunions avec le Comité d'état-major et 18 réunions d'information formelles avec les pays fournisseurs de contingents.

Ce nombre est plus élevé que prévu, les besoins opérationnels en ce qui concerne les capacités de la MINUSMA ayant dépassé les prévisions.

70 Rapports d'analyse stratégique ont été établis.

Les rapports d'analyse ont été plus nombreux que prévu du fait des conditions de sécurité régnant au Moyen-Orient ainsi que dans les régions du Sahel et des Grands Lacs.

26 Séances d'information ont été organisées à l'intention des pays fournisseurs de contingents.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Élaboration de 4 documents sur les concepts stratégiques d'opérations, l'état des besoins de la force et les règles d'engagement des nouvelles opérations de maintien de la paix et des opérations auxquelles d'importants changements ont été apportés	4	Plans militaires ont été élaborés, à savoir 2 plans de retrait des effectifs et des moyens de la force (ONUCI et MINUSTAH), 1 plan de reconfiguration de la force (MINUAD) et 1 plan de redéploiement de la force (FNUOD).
Réalisation de 6 évaluations militaires et exposés-conseils à l'intention des pays qui fournissent des contingents, qui s'apprêtent à le faire ou qui l'envisagent, concernant les besoins opérationnels particuliers des nouvelles opérations de maintien de la paix et des opérations auxquelles d'importants changements ont été apportés	10	Exposés-conseils ont été présentés à des pays qui fournissent des contingents. Le nombre d'exposés-conseils présentés a été supérieur aux prévisions pour satisfaire aux demandes présentées par les États Membres.
Déploiement d'un effectif restreint de militaires ou d'une équipe d'appui militaire dans les missions nouvelles et les missions en cours pour une période pouvant aller jusqu'à 90 jours	Non	Aucune demande pour ce type de déploiement dans les missions de maintien de la paix n'a été reçue.

Abandon du Système de forces et moyens en attente des Nations Unies en faveur du Système de préparation des moyens de maintien de la paix	Oui	Le Système de forces et moyens en attente des Nations Unies a été abandonné en faveur du Système de préparation des moyens de maintien de la paix.
---	-----	--

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Réalisation de 14 analyses stratégiques ou rapports de suivi concernant les composantes militaires d'opérations de maintien de la paix	11	Analyses stratégiques ou rapports de suivi ont été réalisés. Le nombre moins élevé que prévu s'explique par un nombre de demandes d'analyse stratégique d'opérations de maintien de la paix inférieur aux prévisions.
Réalisation de 8 évaluations des capacités de pays fournissant des contingents, y compris avant le déploiement	12	Évaluations ont été réalisées, y compris avant le déploiement. Le nombre d'évaluations réalisées a été supérieur aux prévisions, les capacités opérationnelles de la MINUSMA et de la MINUSS ayant dû être renforcées.
Réalisation de 14 évaluations actualisées des périls guettant les opérations militaires des missions de maintien de la paix	5	Évaluations ont été réalisées. Ce nombre inférieur aux prévisions s'explique par un changement de méthodologie et par l'adoption d'une stratégie consistant à aborder l'analyse et l'évaluation sous un angle régional.
Organisation d'une réunion regroupant les chefs des composantes militaires des opérations de maintien de la paix	1	Réunion regroupant les chefs des composantes militaires des opérations de maintien de la paix a été organisée en mai 2017 à New York.
Organisation d'un atelier à l'intention des conseillers militaires pour la problématique hommes-femmes	1	Atelier a été organisé à l'intention des conseillers militaires pour la problématique hommes-femmes en avril 2017 au Centre de services régional d'Entebbe.
Élaboration de 2 documents directifs concernant le Manuel à l'usage des bataillons d'infanterie des Nations Unies et la préparation des quartiers généraux des forces, et de 2 instructions permanentes sur la mesure de l'effet dans les opérations de maintien de la paix et l'évaluation, par le commandant de la force, des unités et sous-unités placées sous son commandement	Non	Les priorités ayant évolué, l'achèvement des 2 documents directifs a été reporté à l'exercice 2018/19. 2 Instructions permanentes sur la mesure de l'effet dans les opérations de maintien de la paix et l'évaluation, par le commandant de la Force, des unités et sous-unités placées sous son commandement ont été élaborées.
Organisation de 3 ateliers régionaux sur l'application des dispositions du Manuel à l'usage des unités militaires des Nations Unies ainsi que des principes de dissuasion et d'emploi de la force	7	Ateliers régionaux ont été organisés dans les pays suivants : Bangladesh, Bosnie-Herzégovine, Égypte, Ghana, Grèce, Népal et Philippines.

Organisation de 2 réunions regroupant des responsables militaires de l'ONU et de l'État-major de l'Union européenne	Ce nombre est supérieur aux prévisions, les demandes émanant d'États Membres ayant été plus nombreuses que prévu.
	2 Réunions ont été organisées : 1 au Siège de l'ONU, à New York, et 1 au Siège de l'Union européenne, à Bruxelles.

d) Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Présentation de 35 exposés destinés aux groupements d'États Membres, aux organes intergouvernementaux, aux groupes d'amis, aux groupes régionaux et aux institutions spécialisées, portant sur les moyens d'améliorer l'exécution, au sein des missions, des activités prescrites dans le cadre de la Cellule mondiale de coordination des activités policières, judiciaires et pénitentiaires de promotion de l'état de droit et des partenariats établis dans le domaine de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité	26	Exposés relatifs à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité ont été présentés, 10 portant sur des questions de justice et d'administration pénitentiaire et 16 sur le maintien de l'ordre. Ce nombre inférieur aux prévisions s'explique par la réaffectation de ressources au titre des voyages et d'autres tâches et activités internes importantes.
Contribution à l'établissement de 48 rapports du Secrétaire général et à d'autres documents publiés par le Conseil de sécurité et les organes délibérants sur les questions de police, notamment en ce qui concerne le rôle essentiel de la police dans le maintien de la paix et la consolidation de la paix après les conflits ; la justice et l'appareil pénitentiaire ; le processus de désarmement, démobilisation et réintégration ; la lutte antimines ; la gestion des armes et des munitions ; la neutralisation des engins explosifs improvisés ; et la réforme du secteur de la sécurité	55	Rapports ont été établis. Ce nombre est supérieur aux prévisions, une attention accrue ayant été portée aux activités relatives à l'état de droit et à celles des institutions chargées de la sécurité dans les mandats du Conseil de sécurité et les rapports du Secrétaire général.
Organisation de 74 séances d'information sur les opérations de maintien de la paix à l'intention des organes délibérants, des groupements d'États Membres, des organes intergouvernementaux, des groupes d'amis, des organisations régionales et des pays fournisseurs d'effectifs de police, portant sur les aspects suivants : police (34), justice et administration pénitentiaire (10), lutte antimines, gestion des armes et des munitions et neutralisation des engins explosifs improvisés (10), désarmement,	84	Séances d'information ont été organisées sur les aspects suivants : police (42), justice et administration pénitentiaire (10), lutte antimines, gestion des armes et des munitions et neutralisation des engins explosifs improvisés (10), désarmement, démobilisation et réintégration (11) et réforme du secteur de la sécurité (11).

démobilisation et réintégration (10) et réforme du secteur de la sécurité (10)	Ce nombre est supérieur aux prévisions du fait que les États Membres ont présenté plus de demandes d'exposé spécifiques que prévu.
Élaboration de 4 notes d'information sur l'évolution, au sein des missions, des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration	4 Notes d'information ont été élaborées.
Élaboration d'un rapport multidonateurs sur les activités de lutte antimines menées dans 10 opérations de maintien de la paix au maximum	1 Rapport (le rapport annuel de 2016 du Service de la lutte antimines de l'ONU, qui couvre les activités de 10 opérations de maintien de la paix) a été publié et distribué aux donateurs.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement, mise en place ou modification rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Organisation de 10 séances d'information à l'intention des États Membres, des institutions, fonds et programmes, des organisations régionales et sous-régionales et des institutions et organismes spécialisés, portant sur la mise en place de capacités permanentes, la mise à disposition de ressources, la répartition des tâches et la création de corps de spécialistes susceptibles d'être rapidement déployés en vue de la consolidation de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité	10	Séances d'information ont été organisées sur la mise en place de capacités permanentes dans les domaines de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité.
Élaboration de 15 rapports de fin d'affectation portant sur les enseignements tirés de l'expérience et les pratiques optimales, ainsi que sur l'appui permanent requis pour des opérations de maintien de la paix nouvellement créées, en cours ou en phase de transition (9 concernant la Police, 3 la justice, et 3 l'administration pénitentiaire)	18	Rapports de fin d'affectation concernant la police (9), la justice (5) et l'administration pénitentiaire (4) ont été élaborés. Ce nombre est supérieur aux prévisions compte tenu du nombre de demandes de soutien permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires soumises pendant la période considérée.
Lancement d'une campagne d'information visant à faire connaître le fichier d'experts de la réforme du secteur de la sécurité	1	Campagne d'information a été menée dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité en vue d'étoffer le fichier d'experts.
Lancement de 2 campagnes d'information visant la constitution d'équipes de police spécialisées et l'augmentation du nombre de femmes parmi les effectifs policiers des missions de maintien de la paix	2	Campagnes d'information ont été organisées dans le secteur de la police en vue d'augmenter le nombre de femmes parmi les effectifs policiers des missions de maintien de la paix.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Établissement ou mise à jour de 7 concepts généraux d'opérations relatifs à des plans opérationnels de police, ainsi que d'instructions permanentes pour les composantes police d'opérations de maintien de la paix	7	Concepts généraux d'opérations et instructions permanentes ont été établis, à savoir 5 concepts des opérations (MINUSCA, MONUSCO, MINUL, ONUCI et MINUSTAH), 1 plan opérationnel destiné à contribuer au plan de développement de la Police nationale d'Haïti et 1 plan opérationnel d'appui à la police et à la gendarmerie de la République centrafricaine.
Présentation de 49 exposés ou communications sur place, portant sur des questions relatives à la police dans les opérations de maintien de la paix (y compris le Système de préparation des moyens de maintien de la paix) ainsi que sur les procédures d'agrément aux fins du déploiement ou de la relève à l'issue des opérations de recrutement, de sélection, d'évaluation ou d'inspection du matériel	49	Exposés ou communications ont été présentés, dont 22 à l'intention d'individus, notamment des membres de la police, et 27 à l'intention d'unités de police constituées.
Élaboration de 2 documents directifs et supports de formation à l'intention des personnels des composantes judiciaires et pénitentiaires, et d'1 document directif sur la réforme du secteur de la sécurité	2	Documents directifs ont été élaborés, dont 1 examen de l'application et de l'efficacité des procédures opérationnelles provisoires relatives à la détention et 1 note de cadrage sur les activités entreprises par les composantes judiciaires des opérations de maintien de la paix pour prévenir et lutter contre l'extrémisme violent.
	2	Documents directifs sur la réforme du secteur de la sécurité ont été élaborés, à savoir 1 rapport sur les enseignements tirés de l'expérience dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité en Côte d'Ivoire et 1 plan d'appui conjoint ONU-Union européenne sur la réforme du secteur de la sécurité et l'état de droit en République centrafricaine.
Élaboration d'une consigne permanente, d'une étude des enseignements tirés de l'expérience ou d'une note d'orientation sur les aspects opérationnels fondamentaux des programmes de désarmement, démobilisation et réintégration	1	Consigne permanente sur la réinsertion en République démocratique du Congo a été élaborée.
	1	Étude de la situation en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration en Côte d'Ivoire a été réalisée.
Coprésidence de 10 visioconférences organisées avec le Groupe de travail interinstitutions sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration, ayant pour objet l'élaboration de directives et la	10	Visioconférences ont été organisées avec le Groupe de travail interinstitutions sur le désarmement, la démobilisation et la réinsertion (en tant que coprésident).

mise en commun des pratiques optimales et d'autres informations, et coprésidence de 6 réunions de l'Équipe spéciale interinstitutions pour la réforme du secteur de la sécurité, ayant pour objet l'élaboration de directives ainsi que de programmes communs pour les opérations de maintien de la paix

Organisation de 2 stages de formation, l'un à l'intention de 25 spécialistes de la planification des activités de police des opérations de maintien de la paix provenant d'organisations régionales et sous-régionales, et l'autre à l'intention de 25 personnes inscrites au fichier des hauts responsables de la police

Organisation de 2 missions d'évaluation technique visant à prêter aux opérations de maintien de la paix une assistance technique pour ce qui touche la sécurité physique et la gestion des équipements en mobilisation ainsi que la neutralisation des engins explosifs improvisés

Organisation de 3 conférences regroupant respectivement les chefs des composantes police des opérations de maintien de la paix, les chefs ou hauts responsables des composantes réforme du secteur de la sécurité, et les hauts responsables des composantes désarmement, démobilisation et réintégration, l'objet étant de prêter conseil, d'échanger des informations, de mettre en commun les pratiques optimales, de passer en revue les objectifs stratégiques et d'accentuer la coordination

Élaboration de 46 rapports d'évaluation de l'appui technique ou stratégique nécessaire à l'exécution des activités ou des mandats des opérations de maintien de la paix concernant la police (12), la justice (7), l'administration pénitentiaire (7), la lutte antimines, la gestion des armes et des munitions et la neutralisation des engins explosifs improvisés (5), les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (10) et la réforme du secteur de la sécurité (5)

Élaboration d'un rapport sur la suite donnée aux recommandations issues de l'étude sur la Force de police permanente

10 Réunions de l'Équipe spéciale interinstitutions pour la réforme du secteur de la sécurité ont été organisées (en tant que coprésident).

Le nombre de réunions a été supérieur aux prévisions, l'Équipe spéciale interinstitutions sur la réforme du secteur de la sécurité ayant décidé de se concentrer davantage sur la pérennisation de la paix ainsi que sur les études menées avec la Banque mondiale au sujet de l'examen des dépenses publiques.

2 Stages de formation et ateliers ont été organisés, à savoir 1 cours à l'intention de 10 spécialistes de la planification des activités de police et 1 atelier sur l'élaboration de programmes d'enseignement à l'intention d'agents inscrits au fichier des hauts responsables de la police, auquel ont participé 70 personnes.

2 Missions d'évaluation techniques ont été organisées, à la MINUAD et à la MINUSS.

3 Conférences et réunions ont été organisées, dont 1 conférence regroupant les chefs des composantes police, 1 réunion regroupant les chefs des composantes réforme du secteur de la sécurité et 1 conférence regroupant les hauts responsables des composantes désarmement, démobilisation et réintégration.

47 Rapports d'évaluation de l'appui technique ou stratégique ont été établis : 12 sur les activités de la police, 14 sur l'exécution des activités prescrites en matière de justice et d'administration pénitentiaire, 5 sur la lutte antimines, la gestion des armes et des munitions et la neutralisation des engins explosifs improvisés, 11 sur les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration et 5 sur la réforme du secteur de la sécurité.

1 La Division de la police a mis en œuvre les recommandations formulées par le BSCI lors de l'examen de la Force de police permanente et l'en a informé.

Organisation d'un séminaire ONU–Union africaine en vue d'accroître le nombre d'unités de la police ayant été dotées de matériels ou de membres de la police ayant suivi une instruction spécialisée	1	La deuxième Conférence du Groupe d'appui stratégique à la police de l'Union africaine s'est tenue en novembre et en décembre 2016.
Réalisation, par la Banque mondiale et l'ONU, d'une étude des dépenses publiques engagées aux fins du maintien de la paix	1	Étude des dépenses publiques engagées dans le secteur de la sécurité a été réalisée pour la République centrafricaine.

e) Division des politiques, de l'évaluation et de la formation

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Organisation de 2 séances d'information informelles à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et de 10 séances d'information bilatérales à l'intention des États Membres, portant sur les partenariats en matière de maintien de la paix et les questions connexes	2	Séances d'information informelles ont été organisées à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix sur les partenariats conclus avec des organisations régionales ainsi que sur les partenariats en matière de maintien et de consolidation de la paix.
	10	Séances d'information bilatérales ont été organisées à l'intention des États Membres au sujet des partenariats de maintien de la paix et les questions connexes, notamment l'égalité des sexes et les femmes, la paix et la sécurité, et la constitution des forces stratégiques.
Présentation d'un rapport au Comité spécial des opérations de maintien de la paix sur la suite donnée à ses recommandations	1	Rapport a été présenté (A/71/587).
Organisation de 7 séances d'information à l'intention des États Membres, 12 à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et 4 à l'intention du Conseil de sécurité ou du Groupe de travail plénier sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, portant sur des questions thématiques transversales, l'élaboration des politiques, l'exécution des activités et les nouvelles questions d'ordre stratégique ayant une incidence sur les opérations de maintien de la paix	7	Séances d'information ont été organisées sur les thèmes suivants : consolidation de l'autorité de l'État, mobilisation de la population, protection des civils dans les missions de maintien de la paix, examen de la politique de protection de l'enfance, protection des civils au Soudan du Sud, constitution des forces stratégiques, femmes et paix et sécurité, et VIH/sida.
	12	Séances d'information ont été organisées à l'intention du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, sur notamment les thèmes suivants : le renseignement dans le contexte du maintien de la paix, les prestations sociales, les pratiques exemplaires, les femmes et paix et sécurité, les affaires civiles, la protection des

civils, déontologie et discipline, le personnel en tenue, la réforme du secteur de la sécurité, la santé, le Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix et la protection de l'enfance.

4 Exposés portant sur la protection des civils et les stratégies politiques, le renseignement dans le contexte du maintien de la paix, le Portail de ressources sur le maintien de la paix et les difficultés liées à la protection des civils ont été présentés au Conseil de sécurité et au Groupe de travail plénier sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Présentation de 4 exposés introductifs par le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix et le Secrétaire général adjoint à l'appui aux missions au cours des débats de la Quatrième Commission et du Comité spécial des opérations de maintien de la paix

4 Exposés introductifs ont été présentés à la Quatrième Commission et au Comité spécial des opérations de maintien de la paix.

Tenue de 5 ateliers ou séances d'information à l'intention des experts techniques envoyés par les États Membres et les partenaires, portant sur les directives nouvelles ou actualisées, la formation et les orientations concernant les questions thématiques transversales, l'élaboration des politiques et l'exécution des activités, et les nouvelles questions d'ordre stratégique ayant une incidence sur les opérations de maintien de la paix

5 Séances d'information ont été organisées à l'intention : du Groupe de travail de la Commission de consolidation de la paix (périodes de transition) ; du Comité d'état-major (protection des civils) ; de conseillers militaires français (Portail de ressources sur le maintien de la paix) ; des participants au lancement ministériel officiel de la Cellule stratégique de constitution des forces, organisé à Vancouver ; des participants à une réunion sur la protection de l'enfance tenue en Suède.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Mise en place d'un mécanisme permettant à l'Union européenne de déterminer comment elle pourrait apporter un appui à la planification et au déploiement rapide des opérations de maintien de la paix	Oui	Les mécanismes de coordination entre le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions d'une part, et l'Union européenne, d'autre part, ont été renforcés afin de permettre à cette dernière de déterminer comment elle pourrait aider à la planification et au déploiement rapide des opérations de maintien de la paix. En juin 2017 a été organisé un atelier conjoint sur les modalités de la coordination entre l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies pendant la période de planification et de déploiement des forces de réaction rapide de

l'Union européenne chargées d'appuyer les opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Présentation de 10 exposés à l'intention d'organismes nationaux et régionaux de formation au maintien de la paix, de centres de réflexion et d'instituts spécialisés dans les politiques relatives au maintien de la paix, portant sur des questions thématiques transversales, l'élaboration des politiques et l'exécution des activités, ainsi que sur les nouvelles questions stratégiques ayant trait au maintien de la paix	7	Exposés ont été présentés sur les thèmes suivants : protection des civils (2) ; protection de l'enfance et violences sexistes dans les situations d'urgence ; réduction des violences sexuelles liées aux conflits ; femmes et paix et sécurité ; capacités de déploiement rapide ; égalité des sexes. Ce nombre est inférieur aux prévisions, les ressources ayant été réaffectées à d'autres domaines prioritaires.
Élaboration de 6 documents de synthèse et discours sur les nouveaux enjeux transversaux de l'action en faveur du maintien de la paix	6	Documents ont été élaborés, à savoir : 1 document sur la mesure des performances dans les opérations de maintien de la paix ; 1 document sur la participation du Département de l'appui aux missions aux mécanismes d'examen des missions ; 1 note sur le maintien de la paix et la lutte contre le terrorisme ; 1 note sur la protection des civils ; 1 discours prononcé à l'Institut international pour la paix ; 1 document portant sur un examen de la coordination des directives relatives au maintien de la paix.
Élaboration de 6 rapports sur les enseignements tirés de l'expérience des missions de maintien de la paix, axés sur les grandes orientations, la réforme et les problèmes opérationnels au regard des priorités du Département	6	Rapports sur les enseignements tirés de l'expérience ont été élaborés, à savoir : 1 rapport sur le regroupement et la fermeture des bureaux locaux de la MINUSTAH ; 1 analyse du retour d'expérience relative aux mesures de vérification du respect des droits de l'homme à Sri Lanka et au Burundi ; 1 analyse du retour d'expérience concernant l'appréciation de la situation en matière de protection des civils ; 2 analyses de rapports de fin d'affectation ; 1 rapport sur les enseignements tirés de l'expérience concernant la Force régionale d'intervention rapide (initiative de l'ONUCI).
Constitution de 3 nouveaux réseaux de spécialistes des opérations de maintien de la paix ou consolidation des réseaux existants	3	Réseaux de spécialistes ont été constitués : un réseau consacré à la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme ; un réseau consacré aux affaires civiles ; un réseau de spécialistes des politiques et meilleures pratiques et de personnes référentes.

Élaboration d'un document directif d'ordre technique sur des questions transversales liées au maintien de la paix, telles que les femmes et la paix et la sécurité, la protection des civils et la protection de l'enfance

Élaboration de 15 rapports techniques sur l'application des directives et des enseignements tirés de l'expérience dans les opérations de maintien de la paix, en ce qui concerne notamment les femmes et la paix et la sécurité, les affaires civiles, la protection des civils, la protection de l'enfance, la phase de transition et le VIH/sida

Élaboration de 6 rapports d'évaluation (4 sur des missions et 2 sur des thèmes donnés)

Organisation de 3 ateliers à l'intention des conseillers et coordonnateurs spécialisés des

1 Directive générale sur les procédures spéciales et les mesures de protection relatives aux enfants privés de liberté par des membres du personnel en uniforme de l'ONU a été élaborée.

11 Rapports ont été élaborés, à savoir une note sur l'examen des orientations concernant les structures des missions ; une enquête sur les pratiques relatives à la prise en compte de la problématique femmes-hommes dans les missions de maintien de la paix ; une analyse du retour d'expérience concernant les élections à la MINUSCA ; un rapport sur les enseignements tirés de l'expérience et la publication d'informations relatives aux droits de l'homme ; un examen sur dossier concernant l'appui aux cours et tribunaux mixtes ; une note sur la conduite d'évaluations des menaces en matière de protection des civils ; une enquête sur les pratiques relatives aux structures des bureaux extérieurs ; une étude sur la portée du manuel de protection de l'enfance et son utilisation dans les opérations de paix ; un rapport sur les bonnes pratiques relatives à la prise en compte de la problématique femmes-hommes dans les opérations de maintien de la paix ; une analyse du retour d'expérience concernant le manuel de liquidation de l'ONUCI ; un rapport sur les périodes de transition dans la MINUL.

Le nombre de rapports élaborés est inférieur aux prévisions du fait d'une réorientation des activités et de la réaffectation de ressources au titre des voyages.

4 Rapports d'évaluation ont été établis au sujet des unités de police constituées, de la préparation à la gestion des crises, de la communication stratégique et des accords de partage des coûts avec l'équipe de pays des Nations Unies.

Le nombre inférieur aux prévisions s'explique par le report de la cinquième évaluation des systèmes d'évacuation sanitaire secondaire et primaire, le Département de l'appui aux missions travaillant à l'élaboration d'une politique en la matière qui apporterait une réponse à plusieurs des problèmes sur lesquels devait porter l'évaluation.

3 Ateliers ont été organisés, à savoir : un atelier à l'intention des spécialistes des meilleures pratiques ; une conférence à l'intention des conseillers principaux pour la protection des

missions aux fins du partage des connaissances et de la formation

Présentation de 12 bulletins d'information électroniques à l'intention des opérations de maintien de la paix, portant sur les nouveaux rapports relatifs à la gestion des connaissances

Organisation de 10 séances d'information à l'intention des institutions de financement internationales, des organisations internationales et régionales et des organisations non gouvernementales, portant sur les partenariats en matière de maintien de la paix et des questions connexes

Lancement de 2 initiatives menées conjointement avec la Banque mondiale dans deux opérations de maintien de la paix

civils ; un atelier semestriel à l'intention des responsables des affaires civiles.

12 Bulletins d'information électroniques ont été diffusés.

10 Séances d'information ont été organisées sur les sujets suivants : une doctrine de maintien de la paix des Nations Unies (à l'intention de l'Union africaine) ; la constitution des forces stratégiques (à la Réunion des ministres de la défense sur le maintien de la paix des Nations Unies) ; les partenariats (deux séances, respectivement tenues lors de la réunion de haut-niveau ONU-Banque mondiale et au séminaire sur la performance organisé à l'Institut norvégien des affaires internationales) ; le VIH/sida (à la réunion principale de la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit) ; la protection des enfants contre la violence extrême (à la Conférence de Wilton Park portant sur la protection des enfants contre la violence extrême et la recherche d'une approche plus globale de prévention et d'intervention) ; la protection des civils (à la conférence de planification de l'exercice Viking 18) ; une formation intégrée sur les violences sexuelles liées au conflit (à une manifestation sur la protection des civils organisée à Vienne) ; le programme d'accélération régionale sur les femmes et la paix et la sécurité (à l'intention de l'OTAN et de l'Union européenne) ; la question des femmes et de la paix et de la sécurité et de l'intensification, au niveau régional, de la mise en œuvre de la résolution [1325 \(2000\)](#) (à l'intention de l'OSCE, de l'OTAN et de l'Union européenne).

2 L'ONU et la Banque mondiale ont aidé la République centrafricaine (MINUSCA) à élaborer un plan national de relèvement et de consolidation de la paix faisant fond sur une évaluation des mesures prises en la matière, dans le cadre d'un partenariat bénéficiant du soutien de l'Union européenne, de l'Organisation des Nations Unies et de la Banque mondiale. Une évaluation des besoins intersectoriels financée par le Fonds d'affectation spéciale de la Banque mondiale et de l'ONU a par ailleurs été menée par ces deux entités dans certains sites du Darfour accueillant des déplacés.

Établissement de 2 normes relatives à la formation préalable au déploiement dans une mission de maintien de la paix et communication de ces normes à l'ensemble des États Membres

Élaboration de 2 documents directifs ou de normes en matière de développement, de conception, d'exécution et d'évaluation de programmes de formation

Réalisation d'une évaluation des besoins en matière de formation du personnel des missions

Organisation de 2 sessions de formation des formateurs à l'intention de 48 formateurs au maintien de la paix issus des États Membres

Exécution par les équipes mobiles de formation de 6 activités à l'appui de la formation préalable au déploiement assurée par les États Membres à l'intention des militaires et des policiers déployés dans des opérations de maintien de la paix

Exécution de 5 activités de formation à l'appui des opérations de maintien de la paix : 1 stage de formation à l'intention des formateurs du Centre intégré de formation du personnel des missions, 3 stages de formation destinés aux missions et 1 initiative d'appui aux équipes mobiles de formation à l'intention du personnel des missions

Validation de 8 programmes de formation à l'intention des États Membres

Organisation de 23 stages de préparation au déploiement à l'intention de 350 membres du personnel civil des missions

2 Normes relatives à la formation préalable au déploiement dans une mission de maintien de la paix ont été établies, concernant notamment le matériel didactique réservé aux unités militaires de l'ONU et des modules de formation préalable au déploiement.

2 Documents ont été élaborés, à savoir un aide-mémoire concernant les visites d'évaluation et de consultation préalables au déploiement et des supports de formation spécialisée consacrés aux violences sexuelles liées aux conflits.

1 Évaluation des besoins en matière de formation à la protection des civils a été menée.

2 Sessions de formation des formateurs ont été organisées à l'intention de 63 formateurs au maintien de la paix originaires d'États Membres : 1 session en Égypte, organisée à l'intention de participants anglophones, et 1 session en France, organisée à l'intention de participants francophones.

6 Activités itinérantes d'appui à la formation et programmes de formation complémentaires à l'instruction préalable au déploiement ont eu lieu en Colombie, au Maroc, en Roumanie, en Sierra Leone, en Tchèque et au Viet Nam.

5 Activités de formation ont été exécutées, à savoir : 3 stages de formation destinés aux missions, organisés à la FINUL, à la MINUSCA et au Centre de services régional d'Entebbe ; 1 initiative d'appui aux équipes mobiles de formation à l'intention du personnel de la MINUSS ; 1 session de formation de formateurs portant sur l'élaboration et à la mise en pratique d'exercices destinés aux formateurs de terrain, organisée au Centre de services régional d'Entebbe.

4 Visites de validation des programmes de formation ont été menées au Bangladesh, au Kenya, au Pakistan et en Serbie. Des demandes reçues du Cameroun, de la Malaisie, du Paraguay et du Pérou n'ont pu être honorées, en raison de la réaffectation de ressources au titre des voyages.

20 Stages de préparation au déploiement ont été organisés à l'intention de 236 membres du personnel civil des missions.

3 stages ont dû être annulés, l'équipe de formation ayant été transférée de Brindisi (Italie)

Tenue d'un atelier à l'intention des agents du Centre intégré de formation du personnel des opérations de maintien de la paix

Organisation de stages de formation spécialisée en matière de direction, de gestion et d'administration des opérations de maintien de la paix, à l'intention de 110 membres du personnel chargé du maintien de la paix, dont 1 stage de formation à la direction des missions, 2 stages de formation aux fonctions de direction, 1 programme de formation des cadres des missions à l'administration et à la gestion des ressources, 1 stage pilote de formation approfondie des cadres des missions à l'administration et à la gestion des ressources et 2 journées d'orientation intensive à l'intention des chefs des composantes militaires

Exécution de 3 activités d'ordre technique et méthodologique destinées à aider les services du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions et d'autres entités partenaires à mettre au point et à proposer au personnel de maintien de la paix des programmes et supports pédagogiques, l'objectif étant d'améliorer la planification, la gestion et la conduite des opérations de maintien de la paix, ainsi que l'appui qu'elles reçoivent

à Entebbe (Ouganda), conformément à la résolution 70/287 de l'Assemblée générale.

- 1 Atelier a été organisé à l'intention des agents du Centre intégré de formation du personnel des opérations de maintien de la paix.
 - 1 Stage de formation à la direction des missions a été organisé à l'intention de 24 participants venus des États Membres, de missions de maintien de la paix et du Secrétariat de l'ONU.
 - 2 Stages de formation aux fonctions de direction ont été organisés à l'intention de 20 participants venus de missions de maintien de la paix et de missions politiques spéciales.
 - 1 Programme de formation des cadres des missions à l'administration et à la gestion des ressources a été proposé à 40 participants venus de 20 missions de maintien de la paix, de missions politiques spéciales et du Secrétariat de l'ONU.
 - 1 Stage pilote de formation approfondie du personnel des missions a été organisé à l'intention de 16 participants venus de 13 missions de maintien de la paix et missions politiques spéciales et du personnel du Secrétariat de l'ONU.
 - 2 journées d'orientation intensive ont été organisées à l'intention de 10 chefs de composantes militaires.
- 4 Initiatives ont été lancées, à savoir le programme de formation initiale du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions ; une initiative d'appui au système de gestion de l'apprentissage Inspira pour les missions ; un projet visant l'élaboration d'un programme renforcé de formation à la protection des civils destiné aux membres de bataillons ; un exercice de simulation destiné à renforcer la protection des civils à la MINUL.

B. Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Participation du Secrétaire général et du Vice-Secrétaire général à 1 sommet de l'Union africaine chacun	2	Le Secrétaire général a participé à deux sommets de l'Union africaine, en juillet 2016 et janvier 2017.
Organisation de 1 réunion entre le Conseil de sécurité de l'ONU et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine	Non	Les réunions annuelles des deux organes se sont tenues en dehors de l'exercice considéré : celle de 2016 en mars et celle de 2017 en septembre.
Organisation de 2 réunions de l'Équipe spéciale conjointe chargée des questions de paix et de sécurité	Non	En raison de difficultés à fixer une date, de l'élection de la nouvelle Commission de l'Union africaine en janvier 2017 et de changements dans l'administration du Secrétariat de l'ONU, les réunions n'ont pu être organisées qu'après l'exercice considéré.
Présentation de 18 exposés à l'intention du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine sur des questions relatives à la paix et à la sécurité	27	Exposés ont été présentés. Durant l'exercice considéré, le BNUUA a fait 27 déclarations devant le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine.
Organisation de 1 réunion et de 6 visioconférences entre les bureaux du Secrétariat et ceux de la Commission de l'Union africaine	Oui	Les bureaux du BNUUA ont participé à 8 visioconférences sur les conflits en cours dans lesquels l'ONU et l'Union africaine jouent un rôle actif, notamment ceux au Burundi, en Somalie et dans le bassin du lac Tchad, et ont échangé des informations sur les dynamiques sous-régionales dans la Corne de l'Afrique, l'Afrique australe, l'Afrique centrale et l'Afrique occidentale.
Conduite de 1 examen conjoint Bureau-Union africaine afin d'évaluer les progrès accomplis dans l'application du Cadre commun ONU-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité	Non	Le Cadre commun ONU-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité a été signé en avril 2017. Lors de la conférence tenue par le Secrétaire général et le Président de la Commission de l'Union africaine, il a été convenu de faire le point des progrès du partenariat après une année (en avril 2018), lorsqu'une évaluation complète de l'application du Cadre aura été réalisée.
Établissement de 12 rapports mensuels sur la coopération entre l'ONU et l'Union africaine dans le cadre des opérations de paix et de 52 rapports hebdomadaires sur les faits nouveaux survenus dans les opérations de paix de l'Union africaine ; et envoi	12	Rapports analytiques mensuels ou télégrammes chiffrés
	48	Rapports hebdomadaires ont été établis.

de 40 télégrammes ou notes d'information chiffrés sur les sommets de l'Union africaine, les séances de son Conseil de paix et de sécurité et d'autres réunions de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, y compris des analyses d'opérations de paix stratégiques

Envoi de contributions à l'établissement de 5 rapports du Secrétaire général sur diverses questions liées à la paix et à la sécurité

Organisation de 10 réunions du Groupe des partenaires de l'Union africaine et de 2 réunions du Groupe thématique paix et sécurité du Mécanisme de coordination régionale sur le nouveau partenariat entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine pour le programme d'intégration et de développement de l'Afrique

Organisation de 1 réunion avec les attachés de presse et les journalistes de l'Union africaine et des États Membres sur le Partenariat entre l'Union africaine et l'ONU

Création et tenue d'un site Web consacré au Bureau afin de renforcer le partenariat stratégique entre l'ONU et l'Union africaine

48 Télégrammes ou notes d'information chiffrés ont été envoyés, dont 18 télégrammes thématiques chiffrés et 30 notes d'information.

6 Le BNUAA a contribué à 6 rapports du Secrétaire général : 1 sur le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, 1 sur la situation dans le bassin du lac Tchad et 4 sur la situation en Somalie.

11 Réunions ont été organisées avec le Groupe des partenaires de l'Union africaine.

3 Réunions du Groupe thématique paix et sécurité du Mécanisme de coordination régionale ont été organisées.

Le Groupe thématique paix et sécurité a été dissous en février 2016 et le Groupe thématique gouvernance, paix et sécurité a été créé en février 2017.

1 Conférence de presse a été organisée avec le Secrétaire général le 30 janvier 2017, durant le vingt-huitième sommet de l'Union africaine.

Oui Le site Web consacré au Bureau (<http://unoau.unmissions.org/>) a été géré afin de renforcer le partenariat stratégique.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i> <i>oui, non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Établissement de 5 rapports annuels sur les progrès accomplis dans le cadre des piliers de l'Architecture africaine de paix et de sécurité	Oui	Le BNUUA a rendu compte dans des télégrammes chiffrés mensuels ou thématiques des progrès accomplis dans le cadre des piliers de l'Architecture africaine de paix et de sécurité.
Réalisation de 4 évaluations des moyens régionaux de la Force africaine en attente et adaptation du concept de la base logistique continentale, qui est rendue opérationnelle	Oui	Le BNUUA a contribué aux 4 évaluations des moyens régionaux de la Force africaine en attente et à la mise en service des bases logistiques continentales de la Force, notamment en appuyant l'élaboration du concept de base logistique continentale et de la liste du matériel et des équipements dont elle a besoin.
Élaboration, à l'appui des mécanismes de paix et de sécurité de l'Union africaine, de 9 politiques ou ensembles de directives concernant le Centre	4	Documents de politique générale ont été élaborés : a) le cadre d'analyse de la relation entre la base logistique continentale et le dépôt

d'opérations conjoint, la Section mixte de la logistique, la Cellule d'analyse conjointe de la mission et le matériel appartenant aux contingents

Participation de l'Union africaine, des communautés économiques régionales ou des mécanismes régionaux à 18 stages ou ateliers visant à appuyer les opérations liées au maintien de la paix

Participation à 24 réunions de planification ou missions techniques de l'Union africaine, des communautés économiques régionales ou des mécanismes régionaux pour appuyer les opérations de maintien de la paix

logistique régional ; b) un mémorandum d'accord entre l'ONU et l'Union africaine au sujet de l'AMISOM ; c) une lettre d'attribution en vue du déploiement d'hélicoptères éthiopiens auprès de l'AMISOM ; d) une lettre d'attribution en vue du déploiement d'hélicoptères kényans auprès de l'AMISOM.

Le nombre de documents élaborés a été inférieur aux prévisions en raison de modifications des priorités du programme de l'Union africaine.

- 9 Sessions de formation ou ateliers ont été organisés : a) des réunions consultatives avec les États Membres sur l'application de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction et de la Convention sur les armes à sous-munitions ; b) un atelier visant à améliorer la maîtrise des armes légères et de petit calibre et la sécurité physique et gestion des stocks ; c) un atelier sur le réexamen du concept des opérations de l'Initiative de coopération régionale pour l'élimination de l'Armée de résistance du Seigneur dirigée par l'Union africaine ; d) un atelier d'experts du Mécanisme conjoint de coordination de l'Initiative de coopération régionale pour l'élimination de l'Armée de résistance du Seigneur dirigée par l'Union africaine ; e) un atelier d'initiation des responsables de la Force multinationale mixte, de la Division des opérations d'appui à la paix de l'Union africaine et des partenaires stratégiques internationaux ; f) un atelier sur la validation du projet de plan de travail de Maputo (2016-2020) ; g) la conférence du Groupe d'appui stratégique à la police de l'Union africaine ; h) la première réunion de consultation et de coordination des pays qui fournissent du personnel de police à l'AMISOM ; i) le huitième atelier de formation organisé à l'intention de la Force africaine en attente.

Le nombre d'activités a été inférieur aux prévisions en raison de modifications des priorités du programme de l'Union africaine.

- 13 Réunions de planification ou missions techniques ont été organisées : a) une mission d'évaluation technique dans le nord du Mali ; b) une mission conjointe d'évaluation technique sur l'Initiative de coopération régionale pour l'élimination de l'Armée de résistance du

Seigneur ; c) une réunion de planification du réexamen de la doctrine de la Force africaine en attente ; d) une réunion de planification du projet conjoint de l'Agence allemande de coopération internationale et de la police de l'Union africaine ; e) la réunion de planification des cadres institutionnels de la police de l'Union africaine ; f) un atelier de la cellule de suivi, d'analyse et d'intervention concernant les victimes civiles de l'AMISOM ; g) des réunions de planification du Comité de coordination des opérations militaires de l'AMISOM ; h) une réunion du groupe de travail conjoint ONU-Union africaine sur la situation en Somalie ; i) une évaluation des orientations stratégiques fournies à l'AMISOM par la Division des opérations d'appui à la paix de l'Union africaine ; j) le Symposium sur la technologie de la sécurité en Afrique ; k) une réunion de planification du Comité technique mixte sur la délimitation de la frontière entre le Soudan du Sud et l'Ouganda ; l) une réunion de planification concernant l'application de l'article 5 de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction et de l'article 4 de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination ; m) la première réunion de planification du groupe de travail technique sur la sécurité physique et la gestion des stocks.

Le nombre de réunions a été inférieur aux prévisions en raison des modifications des priorités du programme de l'Union africaine.

Organisation de 2 missions en vue d'appuyer la planification, le déploiement et la gestion des opérations de l'AMISOM et des forces nationales somaliennes

2 Missions ont été organisées. Le BNUUA a participé à l'examen conjoint ONU-Union africaine de l'AMISOM et au bilan des enseignements tirés par l'AMISOM, et fourni des conseils techniques à cette occasion.

Participation à 10 missions techniques de l'Union africaine, des communautés économiques régionales ou des mécanismes régionaux en vue du renforcement de la Force africaine en attente

5 Missions techniques ont été organisées : a) l'inspection technique de la base logistique continentale, avec le comité conjoint de coordination ; b) l'appui technique à l'évaluation des capacités de transport stratégique de la Force en attente de l'Afrique de l'Est ; c) la mission de vérification de la Force africaine en attente dans la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et la Communauté de

	développement de l'Afrique australe ; d) un atelier sur la validation du projet de plan de travail de Maputo (2016-2020).
	Le nombre de missions a été inférieur aux prévisions en raison des modifications des priorités du programme de l'Union africaine.
Organisation de 1 séance annuelle de formation conjointe ONU-Union africaine sur l'analyse des conflits et la médiation	Non La séance annuelle de formation conjointe ONU-Union africaine sur l'analyse des conflits et la médiation n'a pas été organisée, mais le BNUUA a facilité la participation du personnel de la Commission de l'Union africaine à la formation de l'ONU sur la médiation.
Application de 1 stratégie de renforcement des capacités du Groupe de la médiation de l'Union africaine	Non La Commission de l'Union africaine n'a pas recruté de personnel pour le Groupe de la médiation durant l'exercice considéré.
Application de 1 stratégie de renforcement des capacités du secrétariat du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine	Oui Le Comité d'experts du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a participé à une session de formation d'une semaine organisée par le BNUUA et la Division des affaires du Conseil de sécurité.
Élaboration de 1 cadre et plan de travail annuel ONU-Autorité intergouvernementale pour le développement	Non Le BNUUA a mis l'accent sur la réalisation d'un examen stratégique de ses travaux dans la Corne de l'Afrique. L'une des recommandations issues de cet examen portait sur l'intérêt de créer des moyens de renforcer le partenariat ONU-Autorité intergouvernementale pour le développement. La mise en œuvre du cadre commencera une fois que cette recommandation aura été appliquée. Néanmoins, des réunions trimestrielles entre l'Autorité et l'ONU ont été organisées durant l'exercice considéré.
Élaboration de 2 politiques ou ensembles de directives visant à appuyer les efforts de la Division des opérations d'appui à la paix de l'Union africaine en matière de renforcement des capacités d'information	Non La Division des opérations d'appui à la paix de l'Union africaine n'a pas eu besoin d'un appui dans le domaine de l'information.
Organisation de 2 missions visant à appuyer les activités de communication liées au renforcement de la Force africaine en attente	Non L'Union africaine n'a pas prévu de mission de ce type, qui aurait permis aux fonctionnaires de l'information du BNUUA d'exécuter les produits prévus.

C. Département de l'appui aux missions

a) Bureau du Secrétaire général adjoint

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Organisation de 90 séances d'information sur des questions relatives à la gestion des ressources et à l'appui aux missions à l'intention de l'Assemblée générale et de ses organes législatifs subsidiaires, du Conseil de sécurité et des organisations régionales	90	Séances d'information ont été organisées
Présentation de 10 exposés sur des questions liées à la gestion des ressources et à l'appui aux missions lors de conférences, de séminaires et d'autres forums publics	5	Exposés ont été présentés, à la réunion d'information annuelle du secteur de l'aviation, au Royal College of Defence Studies, au séminaire sur l'appui aux missions de l'Institut international pour la paix, au séminaire sur les opérations de paix organisé par l'Université Laval, et à la conférence sur la constitution des forces de la MINUSMA Le produit a été inférieur aux prévisions car les invitations à prendre la parole lors de manifestations publiques ont été moins nombreuses que prévu, alors que les réunions avec les États Membres ont été plus nombreuses
Organisation de 8 visites auprès d'États Membres pour débattre de questions liées à la gestion des ressources et à l'appui aux missions	8	Visites ont été organisées, en Afghanistan, au Canada, en Chine, en Éthiopie, en Italie, au Népal, au Pakistan et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Établissement de 52 réponses récapitulatives aux rapports des organes de contrôle des Nations Unies et de 49 rapports de synthèse sur l'état de mise en œuvre des 1 140 recommandations formulées par ces organes	55 94	Réponses récapitulatives ont été établies Rapports de synthèse sur l'état de mise en œuvre de 1 368 recommandations formulées par les organes de contrôle ont été établis Le produit a été supérieur aux prévisions car les organes de contrôle ont formulé plus de recommandations que prévu et il a fallu établir des rapports plus fréquents
Rédaction de 4 rapports sur les conclusions et recommandations formulées par les commissions d'enquête	Non	Les rapports n'ont pas été rédigés en raison du fort taux de renouvellement du personnel du Groupe des commissions d'enquête et de la forte augmentation du nombre d'enquêtes au Siège, qui a nécessité de réorienter les ressources vers la création de commissions d'enquête

Organisation de 24 séances d'information à l'intention des États Membres et des organisations non gouvernementales à propos de la stratégie globale visant à éliminer l'exploitation et les atteintes sexuelles ainsi que les autres types de fautes commises par le personnel des opérations de maintien de la paix

36 Séances ont été organisées, avec l'Argentine (1), le Bhoutan (1), le Canada (3), l'Équateur (1), les États-Unis d'Amérique (6), l'Éthiopie (1), la France (1), le Gabon (1), le Guatemala (1), l'Indonésie (1), le Japon (5), le Nigéria (2), la République-Unie de Tanzanie (3), le Royaume-Uni (3), le Sénégal (1), Sri Lanka (1), l'Uruguay (1), le Vanuatu (1) et le Comité international de secours (2)

Le produit a été supérieur aux prévisions car un suivi plus étroit de la gestion des affaires disciplinaires a été assuré avec les États Membres et une suite a été donnée aux propositions formulées dans les rapports du Secrétaire général sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles (A/70/729 et A/71/818)

1 plateforme d'appui au contrôle de la performance et à la prise de décisions en matière d'appui aux missions

1 Plateforme (outil d'analyse dans les missions) a été mise en place, il y a eu 260 utilisateurs inscrits

1 site Web et le matériel connexe pour appuyer la définition d'orientations stratégiques et la gestion du changement

Non La structure du site Web est prête mais le contenu était encore en cours d'élaboration au 30 juin 2017.

Des supports de communication sur les initiatives essentielles du Département de l'appui aux missions ont été conçus, notamment en ce qui concerne le cadre de résultats, la mission, la vision et les priorités. Des rapports semestriels sur les principaux faits nouveaux et les principales initiatives touchant l'appui aux missions ont été diffusés, notamment en ce qui concerne la gestion de la performance

Organisation de 2 réunions du Groupe de travail du Comité permanent interorganisations pour la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles

4 Réunions ont été organisées

Deux réunions supplémentaires ont été organisées : une réunion avec le coordonnateur sortant du Groupe de travail, aux fins de la transition, et une réunion pour présenter le nouveau coordonnateur

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Élaboration de 2 plans d'ensemble pour l'appui aux missions	1	Un plan de soutien logistique a été élaboré pour la (MINUJUSTH) Le produit a été inférieur aux prévisions car aucune mission n'a été créée et il a fallu

Organisation de 12 séances d'information sur les services d'appui à l'intention des missions permanentes	<p>élaborer des plans de soutien logistique non prévus pour la MANUL, la Mission des Nations Unies en Colombie et le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen</p> <p>15 Séances d'information ont été organisées</p> <p>Le produit a été supérieur aux prévisions en raison d'un intérêt accru des missions permanentes pour les questions touchant l'appui aux missions</p>
--	--

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Participation à 4 évaluations stratégiques	3	<p>Évaluations stratégiques ont été menées : 2 sur la Somalie (1 évaluation sur la présence des Nations Unies et 1 examen conjoint ONU-Union africaine de l'AMISOM) et 1 sur la FINUL.</p> <p>Le produit a été inférieur aux prévisions en raison de la nécessité imprévue de participer aux évaluations stratégiques de la MANUL.</p>
Réalisation de 1 enquête mondiale auprès des clients et organisation d'au moins 2 réunions du comité consultatif de clients de l'appui aux missions	1 2	<p>1 Enquête a été réalisée auprès des clients et ses résultats ont été communiqués à toutes les parties prenantes.</p> <p>2 Réunions du comité consultatif de clients du Département de l'appui aux missions ont été organisées.</p>
Organisation de 2 visites d'évaluation technique sur les sites d'opérations en vue d'aider à l'élaboration de plans d'appui à la mission	2	Visites à la MINUSTAH et à l'ONUCI ont été organisées pour appuyer la planification de la transition.
Organisation de 9 visites afin de donner aux hauts responsables des opérations de maintien de la paix des orientations concernant les questions de gestion des ressources et d'appui liées à l'exécution du mandat des missions	9	Visites ont été effectuées par le Secrétaire général adjoint et le Sous-Secrétaire général : 7 dans des missions (MINUSCA, MANUA, MONUSCO, ONUCI, MINUL, MINUSMA et MINUSS), une au Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) et une à la BSLB.
Organisation de 2 visites pour aider les missions à élaborer et mettre en œuvre des cadres de surveillance de la performance	Non	En lieu et place de ces visites, de nombreuses visioconférences ont été organisées avec toutes les missions afin de présenter et de mettre en œuvre le cadre de surveillance de la performance.
Tenue de 24 séances de consultation avec les chefs de mission sur des questions de gestion des ressources et d'appui aux missions relatives à l'exécution du mandat des missions	62	Consultations (en personne et par téléphone) ont eu lieu entre le Secrétaire général adjoint et les chefs de mission, ainsi qu'avec tous les chefs de mission lors de la réunion des représentants spéciaux du Secrétaire général.

Tenue de 28 séances de consultation avec les chefs et directeurs des opérations d'appui aux missions pour examiner et évaluer leurs réalisations	Le produit a été supérieur aux prévisions car les représentants spéciaux du Secrétaire général se sont systématiquement entretenus avec le Secrétaire général adjoint de questions de gestion des ressources et d'appui aux missions lors de leurs visites officielles à New York.
Organisation de 3 visites d'information visant à élargir le réservoir de candidats pour des postes à responsabilité au sein des missions et à atteindre les objectifs de l'Organisation en matière de répartition géographique et de représentation hommes-femmes	28 Le Secrétaire général adjoint a tenu 27 réunions ou conversations téléphoniques avec les chefs et directeurs des opérations d'appui aux missions et les a rencontrés tous à l'occasion de leur conférence.
Fourniture d'orientations en matière de gestion stratégique des risques, fondées sur l'analyse des conclusions et des recommandations formulées dans 102 rapports des organes de contrôle	3 Visites d'information ciblées ont été organisées, en Inde, en Suisse et aux États-Unis.
Saisie de 1 155 recommandations formulées par les organes de contrôle et de 258 recommandations présentées par des commissions d'enquête dans leurs systèmes informatisés de suivi	Oui Des orientations en matière de gestion stratégique des risques, fondées sur l'analyse des conclusions et des recommandations formulées dans au moins 102 rapports des organes de contrôle, ont été fournies aux opérations hors Siège.
Mise en place au Siège de 2 commissions d'enquête chargées d'enquêter sur les incidents graves survenus dans les lieux d'affectation	1 368 Recommandations formulées par les organes de contrôle ont été saisies dans leurs systèmes. Le produit a été supérieur aux prévisions car les organes de contrôle ont formulé plus de recommandations que prévu.
Organisation de 2 ateliers à l'intention des responsables des audits et des membres des commissions d'enquête des missions sur les moyens d'améliorer la suite donnée aux recommandations formulées par les organes de contrôle et les commissions d'enquête	437 Recommandations formulées par des commissions d'enquête ont été saisies dans leurs systèmes de suivi. Le produit a été supérieur aux prévisions car les commissions d'enquête ont formulé plus de recommandations que prévu.
Réalisation de 4 examens des dispositifs de contrôle interne et de 3 examens des procédures des commissions d'enquête dans les missions	2 Commissions d'enquête ont été mises en place au Siège.
	2 Ateliers ont été organisés à l'intention de 49 responsables des audits et de 24 membres des commissions d'enquête de 13 opérations de maintien de la paix.
	4 Examens des dispositifs de contrôle interne ont été réalisés, pour la MINUSCA, la MONUSCO, la MINUAD et la FISNUA, afin de préparer les visites du Comité des commissaires aux comptes, d'assurer le suivi des

- recommandations du Comité des commissaires aux comptes et du BSCI restant à appliquer, et de faciliter la mise à jour de l'inventaire des risques de la MONUSCO.
- 2 Examens des procédures des commissions d'enquête dans les missions ont été réalisés.
- Le produit a été inférieur aux prévisions en raison de l'augmentation continue du nombre d'affaires traitées par la commission d'enquête au Siège.
- 3 Visites ont été organisées, à la MINUSCA, à la MONUSCO et à la MINUSMA.
- 151 Rapports d'enquête ont été examinés et transmis aux États Membres, au Bureau des affaires juridiques, au Bureau de la gestion des ressources humaines ou au Programme des Nations Unies pour le développement aux fins de suites disciplinaires et pénales.
- Le produit a été inférieur aux prévisions car les rapports reçus pour examen ont été moins nombreux que prévu.
- 180 Fautes présumées de catégorie I ont été saisies dans le système (dont 65 cas présumés d'exploitation et d'atteintes sexuelles).
- 459 Fautes présumées de catégorie II ont été saisies dans le système.
- Le produit a été inférieur aux prévisions car les allégations reçues ont été moins nombreuses que prévu.
- 22 Dossiers par jour ont été traités en moyenne, en plus de l'examen sur demande des dossiers de candidats à des postes de hauts fonctionnaires. Le Bureau a également appuyé environ 6 000 demandes supplémentaires de vérification par mois (dont 3 399 demandes traitées par ordinateur et 2 601 vérifications manuelles de dossiers), pour des membres du personnel militaire et de police et du personnel judiciaire et pénitentiaire recrutés individuellement, et des membres des contingents militaires et des unités de police constituées déployés dans les missions.
- Organisation de 3 visites sur le site d'opérations de maintien de la paix en vue de fournir aux responsables et au personnel chargé de la déontologie et de la discipline une aide et des conseils techniques en matière d'application de la stratégie de lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles et les autres formes de comportement répréhensible
- Examen de 175 rapports d'enquête établissant le bien-fondé d'allégations faisant état de comportements répréhensibles dans les opérations de maintien de la paix et transmission à l'ONU ou aux États Membres pour adoption des mesures disciplinaires qui s'imposent
- Saisie dans le Système de suivi des fautes professionnelles de 200 fautes présumées de catégorie I et de 500 fautes présumées de catégorie II, suivi des enquêtes et prise de mesures de responsabilisation
- Examen de 20 dossiers par jour en moyenne de membres du personnel, de Volontaires des Nations Unies et de policiers ou observateurs militaires déployés à titre individuel afin de vérifier leurs antécédents préalablement à leur recrutement ou leur déploiement dans une opération de maintien de la paix

Suivi de l'usage fait d'environ 200 délégations de pouvoir en matière d'achats au personnel sur le terrain, y compris aux directeurs et chefs des opérations d'appui aux missions

Organisation de 2 visites à des opérations de maintien de la paix afin de procéder avec le Département de la gestion à des examens conjoints du système de délégation de pouvoir en matière d'achats et du fonctionnement des comités locaux de passation des marchés

Fourniture aux missions d'orientations stratégiques en matière de planification des acquisitions, sur la base de la révision en cours des plans annuels des missions et des mises à jour périodiques de ces plans

Organisation de 1 atelier à l'intention des responsables des achats dans les missions, portant sur la délégation de pouvoir en matière d'achats, la planification des acquisitions et d'autres questions liées à l'examen réalisé par le Comité des marchés

Examen de 30 lettres d'affirmation, pour l'ensemble des domaines de l'appui aux missions, afin de garantir leur conformité aux mesures de responsabilisation applicables

Suivi et appui de 7 nouveaux chefs et chefs adjoints de mission entrant en fonctions

269 Délégations de pouvoir ont fait l'objet d'un suivi sur le terrain.

Le produit a été supérieur aux prévisions car le Département de l'appui aux missions a adopté une nouvelle méthode qui lui permet de comptabiliser plus précisément le nombre réel de délégations de pouvoir en tenant compte des délégations de pouvoir délivrées aux entités et non aux personnes, puisqu'une délégation de pouvoir délivrée à une personne peut concerner plus d'une entité.

2 Examens conjoints ont été effectués avec le Département de la gestion.

Oui Des orientations en matière de planification des acquisitions ont été fournies à toutes les missions. Les plans d'acquisition annuels ont été examinés au Département de l'appui aux missions et à la BSLB, et transmis à la Division des achats du Département de la gestion. Des mises à jour périodiques de ces plans ont été communiquées aux divisions du Département de l'appui aux missions pour examen et formulation d'orientations stratégiques destinées aux missions.

1 Conférence des chefs des services des achats a été organisée en collaboration avec la Division des achats du Département de la gestion.

32 Lettres d'affirmation ont été examinées.

Le produit a été supérieur aux prévisions en raison de demandes reçues de la BSLB et du Centre de services régional d'Entebbe.

7 Chefs et chefs adjoints de mission ont bénéficié d'un encadrement et d'un appui.

b) Division du budget et des finances des missions

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace, au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents, d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Évaluation et calcul de l'ensemble des demandes de remboursement des dépenses afférentes au matériel appartenant aux contingents ainsi que des demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité pour toutes les missions concernées	3 083	Demands de remboursement au titre du matériel appartenant aux contingents ont été traitées.
	335	Demands de remboursement au titre des lettres d'attribution ont été traitées.
	134	Demands d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité ont été traitées.
Évaluation et calcul des sommes à déduire du remboursement des dépenses afférentes au personnel lorsque du matériel lourd appartenant aux contingents fait défaut ou lorsqu'il est défectueux, pour toutes les missions	4	Évaluations et calculs trimestriels du pourcentage correspondant au matériel lourd hors service ou manquant pour chaque contingent ont été effectués et transmis à la Division du financement des opérations de maintien de la paix du Département de la gestion aux fins du calcul des sommes à déduire du remboursement au titre des contingents.
Finalisation des négociations concernant jusqu'à 15 mémorandums d'accord relatifs au déploiement de nouveaux contingents dans les missions, et modification d'au maximum 20 mémorandums existants	21	Mémorandums d'accord ont été négociés, mais pas pour la MINUSCA (traitée à part ci-dessous, dans la partie sur les produits concernant les nouvelles missions). Le produit a été supérieur aux prévisions car les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police se sont conformés plus rapidement que prévu aux exigences.
	186	Modifications ont été apportées à des mémorandums d'accord. Le produit supérieur aux prévisions tient à des demandes supplémentaires de pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police, à des modifications des facteurs applicables aux missions et aux recommandations du Comité de contrôle de la gestion du matériel appartenant aux contingents et des mémorandums d'accord.
	28	Exposés sur les mémorandums d'accord et le matériel appartenant aux contingents ont été effectués, 20 réunions d'information sur le Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents de 2017 ont été tenues et des exposés généraux ont été présentés à plusieurs

contingents, y compris 4 visites effectuées préalablement au déploiement auprès de pays fournissant des contingents et du personnel de police

États Membres au Norwegian Defence University College.

Le produit a été supérieur aux prévisions en raison de la tenue de la réunion triennale du Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents.

Communications ou rapports trimestriels à l'intention des pays fournisseurs de contingents et de personnel de police sur les éléments manquants parmi le matériel appartenant aux contingents, sur l'état des demandes de remboursement au titre de ce matériel et sur l'exécution des mémorandums d'accord

4 Visites d'inspection avant déploiement ont été effectuées, en Côte d'Ivoire, en Égypte, au Ghana et au Portugal.

4 Rapports d'inspection des missions recensant les éléments manquants parmi le matériel appartenant aux contingents ont été transmis aux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police avec les lettres concernant le versement ou la retenue du remboursement.

L'état de tous les mémorandums d'accord non signés et en attente a fait l'objet de rapports trimestriels et été examiné avec les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police concernés.

Travaux préparatoires pour la réunion du Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents de 2017, dont la collecte et la diffusion des données d'enquête et de documents de travail transmis par 30 États Membres

Oui 78 documents de travail ont été reçus de 19 États Membres et 26 ont été élaborés par le Secrétariat ; le Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents en a donc examiné 104 à sa réunion de 2017.

Évaluation et administration des primes de risque concernant les contingents et le personnel de police

7 Primes de risque ont été évaluées et traitées.

Présentation au Conseil de sécurité des incidences financières de 6 propositions ayant des répercussions importantes sur les moyens financiers et l'appui aux missions

7 Les incidences financières de 7 propositions ont été calculées. Le Conseil de sécurité a été informé des incidences financières des propositions pour la MINUSS, la MONUSCO, la MINUSMA, la MINUAD, la MINUL, la FINUL et la MINUJUSTH.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Élaboration de 4 plans de gestion des ressources et de prévisions des dépenses à mettre en œuvre lorsque le Conseil de sécurité décide de créer ou d'élargir une opération de maintien de la paix	1	Plan de gestion des ressources et de prévisions des dépenses a été élaboré pour la MINUSMA Le produit a été inférieur aux prévisions car il dépend des décisions du Conseil de sécurité
Fourniture d'un appui direct à la création d'unités administratives chargées du budget et des finances au sein de 2 missions nouvelles ou restructurées	5	Suite à la mise en service d'Umoja dans le groupe 5, les fonctions états de paie ont été retirées aux missions regroupées dans deux centres chargés de toutes les opérations sur le

		terrain, sauf la MINUSTAH et l'ONUCI. La Division du budget et des finances des missions a appuyé le changement et les ajustements correspondants de la dotation en personnel chargé du budget et des finances en coordonnant la migration. Les missions concernées étaient la BSLB, la FNUOD, l'UNFICYP, la FINUL et la MINUK
	2	La mise en service d'Umoja dans le groupe 5 a nécessité des fonctions états de paie pour les opérations en Colombie et l'agrandissement du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen
Fourniture d'un appui à la planification intégrée et au déploiement initial de missions nouvelles, élargies et en transition	2	Examens de la planification intégrée ont été menés : un examen stratégique des incidences du déploiement de troupes à la MINUAD et un examen de la planification du démarrage de la MINUJUSTH
Aboutissement de négociations concernant au maximum 10 mémorandums d'accord portant sur les contingents déployés dans de nouvelles missions	11	Mémorandums d'accord ont été négociés et conclus pour la MINUSCA Le produit a été supérieur aux prévisions car les gouvernements des pays qui fournissent des contingents ou des effectifs de police ont répondu plus rapidement que prévu aux projets de mémorandum d'accord proposés par l'Organisation des Nations Unies
Évaluation et administration du paiement des primes pour le déploiement rapide de capacités habilitantes essentielles dans les missions	1	Évaluation et versement d'une prime à 1 pays fournisseur de contingents pour le déploiement d'une unité à la MINUSCA

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture d'un appui transversal et de conseils en matière de réglementation à l'ensemble des missions en ce qui concerne l'élaboration des projets de budget, la tenue des comptes et l'établissement des états financiers, la mise en place de procédures financières applicables sur le terrain et la gestion des ressources disponibles	Oui	Un appui transversal sous forme d'analyses et de conseils a été fourni à 14 opérations de maintien de la paix, à la BSLB et au Centre de services régional d'Entebbe, aux fins de l'élaboration des budgets et de la clôture des rapports financiers en fin d'année.
Élaboration d'une analyse comparative et de rapports de gestion sur les principaux domaines auxquels sont affectées les ressources dans toutes les missions, en vue de rationaliser l'affectation des ressources aux missions	Oui	Une analyse a été effectuée, sur les feuilles de résultats des opérations hors Siège, la dotation en effectifs et l'indice per capita des opérations de maintien de la paix.
Coordination et élaboration de 16 documents d'orientation stratégique concernant les priorités en	Oui	Des documents d'orientation stratégique ont été élaborés et publiés pour 14 opérations de

matière d'affectation des ressources afin de guider l'élaboration des projets de budget annuel de l'ensemble des missions

Révision annuelle des dotations en ressources standard et des prix applicables aux missions

Coordination de 6 examens relatifs à des domaines importants d'affectation de ressources portant sur l'ensemble des missions et participation à des examens des effectifs civils concernant au maximum 4 missions

Analyse des principaux aspects de l'affectation des ressources pour au maximum 3 grands projets multidimensionnels ayant des incidences sur les missions

Gestion des questions qui n'ont pas encore été traitées concernant 5 missions en cours de liquidation, notamment le suivi des paiements en souffrance et des créances contestées, l'exécution

maintien de la paix, la BSLB et le Centre de services régional d'Entebbe.

Oui Le manuel sur l'affectation des ressources et les coûts standard a été actualisé et consulté pour définir les paramètres de financement des opérations de maintien de la paix.

4 Examens des besoins en personnel civil ont été coordonnés, pour la MONUSCO, la MINUSCA, la MINUSMA et la BSLB.

3 Examens relatifs à des domaines importants d'affectation de ressources ont été coordonnés : a) un examen du nombre de véhicules blindés de transport de troupes et de véhicules de soutien logistique déployés dans les missions par rapport aux normes établies dans le Manuel relatif au matériel appartenant aux contingents et aux moyennes des missions ; b) un examen sur dossier de la dotation en personnel des services d'appui à 5 importantes missions de maintien de la paix, axé sur le ratio personnel d'appui/personnel en tenue et personnel civil ; c) une analyse approfondie des domaines d'affectation de ressources de toutes les missions de maintien de la paix.

Le produit a été inférieur aux prévisions en raison du niveau de détail et d'analyse requis des examens réalisés.

3 Analyses : a) coordination, en collaboration avec le Bureau du Secrétaire général adjoint à l'appui aux missions, de nouveaux indicateurs de résultats et objectifs en matière d'appui aux missions pour les projets de budget 2017/18 ; b) réalisation de l'analyse des coûts de l'aviation et des flottes (aéronefs militaires et civils) dans toutes les missions de maintien de la paix ; c) analyse approfondie des domaines d'affectation des ressources dans toutes les missions de maintien de la paix en vue d'appuyer les délibérations des hauts responsables du Département de l'appui aux missions et du Département des opérations de maintien de la paix dans le contexte des discussions sur le budget 2017/18 tenues avec les organes délibérants.

4 Activités sur la liquidation ont été menées en vue d'en tirer des enseignements, notamment des orientations sur la liquidation, concernant

des démarches administratives et l'élaboration de rapports sur la liquidation des biens

Organisation de 8 visites en vue d'apporter aux missions un appui sur le terrain, concernant notamment la définition des principales priorités budgétaires, l'analyse des principales économies pouvant être réalisées et l'application de mesures de gestion financière

Organisation de 5 visites en vue d'appuyer la durabilité et la concrétisation des avantages tirés de l'application des normes IPSAS, d'Umoja et des arrangements de services partagés au moyen d'une assistance fournie sur place à 3 missions et au Centre de services régional d'Entebbe lors de la clôture de l'exercice

l'ONUCI, la MINURCAT, la MINUT et la MISNUS (missions terminées).

- 4 Visites ont été organisées, à la MINUSS et à la MINUSMA, un atelier sur le génie et l'environnement a été organisé à Brindisi et la visite annuelle consacrée à la clôture des comptes et à l'analyse des services communs a eu lieu au Centre de services régional d'Entebbe.

Le produit a été inférieur aux prévisions car certaines des visites prévues pour apporter sur place un appui à l'élaboration du budget ont été remplacées par des analyses sur documents au Siège.

- 1 Visite a été organisée.

L'équipe d'appui à la clôture a été déployée au Centre de services régional d'Entebbe à la mi-juin 2017.

La visite a permis de communiquer avec toutes les missions afin de résoudre les problèmes liés à la clôture de l'exercice financier.

c) Division du personnel des missions

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Élaboration de 1 plan de recrutement pour chaque mission de maintien de la paix en phase de démarrage, d'expansion ou de transition en vue d'atteindre les taux d'occupation indiqués dans le contrat de mission	Oui	Pour les missions en phase de liquidation ou de réduction des effectifs, des plans adaptés de réduction progressive des activités ont été élaborés et exécutés. Aucune mission de maintien de la paix n'a été créée pendant l'exercice considéré.
Tenue des fichiers de candidats présélectionnés pour 24 familles d'emplois grâce à l'analyse des capacités faisant défaut et à la mise au point d'un calendrier annuel des avis de vacance de poste générique, avec au moins 800 candidats présélectionnés par les organes centraux de contrôle pour le personnel des missions	Oui	1 115 candidats ont été approuvés par les organes centraux de contrôle pour le personnel des missions, pour des avis de vacance de poste générique dans 24 familles d'emplois. Le produit a été supérieur aux prévisions en raison de l'augmentation du nombre de candidats qualifiés.
Participation de 60 États Membres aux tables rondes semestrielles de prospection tenues à l'intention des pays fournisseurs de contingents et de personnel de	61	États Membres ont participé aux activités de prospection : une table ronde à l'intention des pays fournisseurs de contingents et de personnel de police ayant rassemblé 52 États Membres

police, à des réunions bilatérales individuelles et à 2 visites régionales de prospection

(avec 34 réunions bilatérales) et 9 réunions bilatérales individuelles avec des pays fournisseurs de contingents et de personnel de police.

- 1 Visite de prospection a été effectuée en Tunisie. La deuxième n'a pas pu être effectuée avant la fin de l'exercice en raison de l'affectation des ressources destinées aux voyages à d'autres priorités.

Élaboration de 1 stratégie aux fins de l'utilisation des capacités nationales dans les missions de maintien de la paix

- 1 Stratégie d'utilisation de personnel local pour les opérations de paix a été élaborée.

Réalisation escomptée 3.1 : : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture d'indicateurs de résultats, d'un suivi et de conseils stratégiques concernant l'ensemble des pouvoirs délégués en matière de gestion des ressources humaines afin d'aider les missions de maintien de la paix à atteindre leurs objectifs et cibles dans ce domaine	Oui	Des conseils stratégiques ont été fournis à tous les responsables de la gestion des ressources humaines au moyen de aux niveaux mondial, régional et de la mission, aux fins de suivre les indicateurs de résultats stratégiques et opérationnels des missions en matière de ressources humaines.
4 visites sur le terrain effectuées auprès des missions par l'équipe d'intervention rapide pour fournir un appui spécialisé et une surcapacité temporaire lors des phases critiques, telles que le démarrage, la transition, la réduction des effectifs et la gestion de crises, et pour appuyer la planification, la stratégie de gestion des ressources humaines, les effectifs et la reconfiguration des missions	4	Visites sur le terrain ont été effectuées. Des membres des équipes d'intervention rapide ont été déployés pour appuyer la transition à la MONUSCO et à la MINUL et le processus de liquidation de l'ONUCI et de la MINUSTAH.
Mise en place, dans 80 % des missions de maintien de la paix, du cadre pour l'application du principe de responsabilité et le suivi des ressources humaines ; fourniture d'un appui et de conseils visant à faciliter l'utilisation du cadre	70 %	Les tableaux de bord et les principaux indicateurs stratégiques et opérationnels ont été introduits dans toutes les missions. Le cadre de suivi de la délégation de pouvoirs en matière de ressources humaines a été achevé et présenté à toutes les missions. La promulgation des règles générales sur le suivi centralisé de la délégation de pouvoirs en matière de ressources humaines a été programmée pour après la fin de la période considérée.
Fourniture de conseils et de réponses d'ordre juridique et général dans environ 300 affaires et demandes de renseignements formelles et informelles provenant des missions, du Groupe du contrôle hiérarchique, du Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies,	620	Conseils et réponses d'ordre juridique et général ont été fournis dans plus de 500 affaires et demandes de renseignements formelles et informelles et 120 communications formelles contenant des orientations sur les conditions de

du Bureau de la gestion des ressources humaines et d'autres entités

2 visites sur le terrain visant à contrôler les pouvoirs délégués en matière de gestion des ressources humaines

3 visites de missions menées en vue de fournir sur place des conseils et un appui technique concernant le personnel, en particulier la gestion du personnel local et du personnel recruté sur le plan international, dans le contexte du lancement du dispositif de mobilité et d'organisation des carrières, de la poursuite du déploiement d'Umoja, des changements des processus, des examens des tableaux d'effectifs et des réductions de personnel

Mise en place de 1 centre d'évaluation pour renforcer la gestion de la relève dans les missions

Mise en œuvre de 1 stratégie globale pour le renforcement des capacités des spécialistes des ressources humaines dans les missions, comprenant des programmes de certification, de mentorat et d'organisation des carrières

Élaboration de 1 guide sur les principes et paramètres des ressources humaines sur la base des enseignements tirés des examens des besoins en personnel civil

Élaboration pour chaque mission de 1 tableau de bord portant sur les indicateurs stratégiques, opérationnels et transactionnels à des fins d'information et de suivi

travail et d'autres questions de ressources humaines ont été transmises aux missions.

Le produit a été supérieur aux prévisions, notamment en raison d'un grand nombre d'affaires liées à des réductions d'effectifs dans les missions.

2 Visites ont été effectuées, au BANUS et à la MINUSMA.

3 Visites ont été effectuées, au BANUS, à la MINUL et à la MINUSTAH, pour fournir des conseils et un appui technique sur place.

Non Le centre d'évaluation n'a pas été mis en place car le financement nécessaire n'a pas été approuvé.

1 Stratégie globale comportant un programme de certification et des activités de mentorat et d'organisation des carrières a été mise en place pour renforcer les capacités des spécialistes des ressources humaines dans les missions.

1 Modèle théorique et méthodologique sur les principes et paramètres de gestion des ressources humaines a été élaboré à des fins d'orientation.

1 Outil d'analyse fournissant des informations détaillées sur des indicateurs stratégiques essentiels tels que les taux de vacance de poste, la représentation des sexes et les processus de recrutement a été élaboré et mis à la disposition des missions.

d) Division du soutien logistique

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
20 séances d'information sur le soutien logistique et technique et sur les mouvements à l'intention des missions permanentes et des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police	20	Séances d'information ont été données aux pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police.
Contribution à 15 rapports du Secrétaire général sur le soutien logistique ; établissement de 4 rapports trimestriels faisant le point des questions d'ensemble relatives au matériel appartenant aux contingents	Oui 4	Des contributions sur les incidences logistiques ont été fournies pour la rédaction de 15 rapports du Secrétaire général sur les questions relatives à l'appui au maintien de la paix. Rapports de situation sur le matériel appartenant aux contingents ont été élaborés.
10 visites préalables au déploiement dans des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, afin d'évaluer les capacités de soutien logistique et d'indiquer aux États Membres si les stocks de matériel majeur et de matériel de soutien logistique autonome sont suffisants ou non	14	Visites préalables au déploiement ont été effectuées dans les États Membres afin d'évaluer les capacités de soutien logistique et de rendre compte des lacunes du matériel appartenant aux contingents. Le produit a été supérieur aux prévisions en raison des besoins opérationnels.
Appui technique visant à aider 10 pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police à établir les documents nécessaires au déploiement du matériel dans les missions et à préparer les expéditions ; établissement des rapports de vérification du matériel appartenant aux contingents aux fins de remboursement et de l'évaluation des prestations	10 Oui	Pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police ont reçu un appui technique pour quatre missions de maintien de la paix (MINUSCA, MINUSMA, MONUSCO et MINUAD). 2 661 rapports d'inspection du matériel majeur et du soutien logistique autonome ont été établis par l'intermédiaire des missions.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Examen de 6 documents définissant les ressources nécessaires aux forces ; établissement de 4 rapports de mission d'évaluation technique pour des opérations de maintien de la paix	6 4	Documents définissant les ressources nécessaires aux forces ont été examinés (MINUSMA, MONUSCO, MINUSCA, MINUAD, MINUSS et ONUCI). Rapports d'évaluation ont été achevés (MINUL, MONUSCO, MINURSO et MINUSCA).

Gestion de 100 contrats-cadres en matière de soutien logistique	100	Contrats-cadres ont été gérés.
3 réunions avec des partenaires internationaux, y compris des États Membres, afin de définir et de mettre en place des mécanismes de coopération logistique sur le terrain	3	Réunions ont été organisées, avec l'Union européenne, l'Union africaine et Allemagne.
Conclusion de 3 accords-cadres ou mémorandums d'accord avec des États Membres afin de fournir des moyens logistiques de réserve aux missions	2	Accords ont été conclus, dont un mémorandum d'accord avec l'Allemagne et un accord technique avec la France. Un troisième accord était en vue avec le Royaume-Uni au 30 juin 2017. Le produit a été inférieur aux prévisions car les discussions sur les termes de l'accord se sont poursuivies avec le Royaume-Uni.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Mise au point et entrée en vigueur des manuels consacrés aux rations et au carburant dans toutes les missions et mise en service du système électronique de gestion des rations dans 4 missions	Non	Les manuels ont été révisés en permanence compte tenu de l'évolution de la situation en matière de rations et de carburant mais l'entrée en vigueur du manuel des carburants a été programmée pour après le 30 juin 2017 et celle du manuel des rations (orientations) pour juin 2018. Le système électronique de gestion des rations a été mis en œuvre dans 4 missions (MINUAD, MONUSCO, FISNUA et FINUL).
4 rapports d'évaluation des activités menées des opérations hors Siège, portant sur l'état d'avancement des projets de construction et de génie	Non	Le nombre prévu n'a pas été atteint en raison de priorités concurrentes, notamment l'accent mis sur l'examen d'ensemble et l'actualisation des contrats-cadres de soutien génie aux missions.
Mise en service du système de gestion des informations aériennes (module AIMS du Field Support Suite) dans toutes les missions exploitant des appareils, révision du catalogue de matériel d'aviation et production de cartes numériques pour tous les aérodromes dans le cadre du soutien aux opérations de maintien de la paix	Oui	Le système de gestion des informations aériennes a été mis en service dans toutes les missions dotées de moyens aériens.
	Oui	Le catalogue de l'aviation a été révisé et est entré en vigueur au cours de la période considérée.
6 inspections et évaluations menées auprès de fournisseurs de services de transport aérien existants ou potentiels et auprès de missions exploitant des moyens aériens et 3 rapports d'évaluation technique portant sur les services de transport aérien dans les missions	6	Inspections et évaluations ont été effectuées, dont 1 évaluation d'un fournisseur commercial et 5 inspections de fournisseurs potentiels d'unités militaires.
	2	Rapports d'évaluation technique concernant les transports aériens

<p>Remplacement de 5 contrats d'affrètement de moyens de transport aérien arrivant à échéance et mise au point et entrée en vigueur de directives concernant l'utilisation d'accords d'affrètement de moyens aériens en attente</p>	<p>Le produit a été inférieur aux prévisions du fait de la réaffectation des ressources à d'autres tâches, telles que l'élaboration d'invitations à soumissionner et le renouvellement ou le remplacement d'accords d'affrètement de moyens aériens.</p> <p>18 Accords d'affrètement de moyens aériens arrivant à échéance ont été remplacés.</p> <p>Le produit a été supérieur aux prévisions du fait des besoins opérationnels des missions.</p>
<p>6 réunions avec les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police portant sur la négociation de mémorandums d'accord à l'appui du déploiement et sur les insuffisances relevées dans l'application des dispositions des mémorandums par le comité chargé de contrôler la gestion du matériel appartenant aux contingents et les mémorandums d'accord</p>	<p>Non L'entrée en vigueur de directives concernant l'utilisation accords d'affrètement en attente a été remplacée par un examen d'ensemble des moyens aériens de l'ONU, comprenant la mise au point définitive du manuel de l'aviation, qui, une fois achevé, contiendra ces directives s'il y a lieu.</p>
<p>Établissement de rapports financiers conformes aux normes IPSAS sur les éléments d'actifs à intégrer dans les états financiers de l'Organisation</p>	<p>6 Réunions ont été tenues.</p> <p>Oui Des rapports financiers conformes aux normes IPSAS sur l'inventaire des immobilisations corporelles pour la période se terminant le 30 juin 2016 ont été établis et présentés au Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité en temps utile pour figurer dans les états financiers.</p>
<p>4 rapports trimestriels sur l'application par les missions des directives relatives à la gestion des biens et aux normes IPSAS</p>	<p>4 Rapports trimestriels ont été établis.</p>
<p>15 rapports sur l'évaluation de la sécurité aérienne dans les missions de maintien de la paix et les bureaux régionaux de la sécurité aérienne et 4 rapports d'évaluation établis conjointement avec la Section des transports aériens sur les prestations des fournisseurs de services de transport aérien</p>	<p>11 Rapports d'évaluation de la sécurité aérienne ont été établis.</p> <p>Le produit a été inférieur aux prévisions car les rapports d'évaluation de la sécurité aérienne n'ont pas été établis pour les missions présentant à faible risque et les bureaux régionaux de la sécurité aérienne.</p>
	<p>1 Évaluation d'un fournisseur a été effectuée conjointement avec la MONUSCO.</p> <p>Le produit a été inférieur aux prévisions car 3 rapports d'évaluation conjointe n'ont pas été nécessaires, étant donné que d'autres inspections</p>

<p>5 séances d'information organisées à l'occasion de conférences, dans les centres de formation au maintien de la paix ou auprès de pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police sur la planification du soutien logistique et les opérations logistiques et 5 réunions d'information à l'intention des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police sur le soutien sanitaire dans les opérations de maintien de la paix</p> <p>Organisation de 2 grands ateliers ou conférences consacrés à la gestion de la chaîne d'approvisionnement afin de continuer à affiner les processus-métier relatifs à la gestion de bout en bout, l'accent étant mis sur l'intégration avec les fonctionnalités d'Umoja et sur les programmes de formation</p>	<p>ou évaluations concernant des fournisseurs possibles d'unités militaires avaient été réalisées.</p> <p>5 Réunions d'information sur des questions médicales et d'ingénierie ont été organisées à l'attention du Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents (2) et aux fins de la conférence des logisticiens hors classe de la région Pacifique (1) et du stage de direction stratégique en matière médicale (2).</p> <p>5 Réunions d'information sur l'appui technique médical ont été données à l'attention de 4 pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et du Comité spécial des opérations de maintien de la paix.</p> <p>2 Grands ateliers ou conférences consacrés à la gestion de la chaîne d'approvisionnement ont été organisés : 1 sur la mise au point définitive du modèle de gestion de la chaîne d'approvisionnement et 1 sur sa mise en œuvre, notamment son intégration à la solution logistique d'Umoja.</p> <p>3 Programmes de formation ont été organisés, dont 1 sur le modèle SCOR, 1 atelier conjoint avec la Division des achats, sur l'initiative de gestion de la chaîne d'approvisionnement, et 1 atelier conjoint avec la Base de soutien logistique des Nations Unies, sur la mise en œuvre du modèle de gestion de la chaîne d'approvisionnement.</p>
--	---

e) Division de l'informatique et des communications

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
<p>3 rapports d'analyse sur les différends frontaliers visant à permettre d'acquérir des connaissances sur la question et comportant notamment l'état de la question, les instruments applicables, des cartes et des images satellitaires</p> <p>Analyse et coordination de données sur les limites administratives du deuxième niveau fournies par 10 États Membres</p>	<p>3</p> <p>6</p>	<p>Rapports d'analyse ont été établis.</p> <p>Des orientations et des solutions ont été données en réponse à 9 demandes d'États Membres et d'organismes des Nations Unies concernant les frontières internationales et les territoires contestés.</p> <p>Activités d'analyse et de coordination de données sur les limites administratives du deuxième niveau fournies par 6 États Membres</p>

Le produit a été inférieur aux prévisions car les États Membres ont transmis dans leurs réponses moins de données pertinentes que prévu.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Établissement de liaisons de communications dans les 24 heures suivant l'arrivée du matériel informatique et du matériel de communications dans toute opération de maintien de la paix nouvellement créée	Non	Aucune nouvelle opération de maintien de la paix n'a été créée durant l'exercice considéré.
Fourniture d'un appui en matière de technologies géospatiales, d'informatique et de communications aux opérations de maintien de la paix nouvellement créées par le Conseil de sécurité	Non	Aucune nouvelle opération de maintien de la paix n'a été créée durant l'exercice considéré.
Base de données géospatiales (ou cartes des Nations Unies) actualisées dans 2 domaines prioritaires pour les opérations de maintien de la paix	4	Bases de données géospatiales ont été actualisées, pour les missions menées au Burundi, en République démocratique du Congo, au Yémen et dans la région du bassin du lac Tchad.

Réalisation escomptée 3.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Appui en matière d'informatique et de communications concernant le Centre des solutions institutionnelles, les réseaux et les applications des missions et fourniture de services concernant la continuité des opérations et la reprise après sinistre à toutes les opérations de maintien de la paix et au Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie	Oui	Un appui en matière d'informatique et de communications a été fourni à toutes les opérations de maintien de la paix et au Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie.
Prestation de 6 000 services d'audioconférence et de visioconférence aux missions, dont l'assistance technique et l'appui opérationnel courant	6 264	Services de communication audio et de visioconférence ont été fournis aux opérations sur le terrain. Le produit a été supérieur aux prévisions car la visioconférence a été de plus en plus considérée et utilisée comme un moyen efficace d'organiser des réunions entre différents sites.
Cahiers des charges et évaluations techniques portant sur 5 nouveaux contrats-cadres et suivi et administration de 37 contrats-cadres existants	5 37	Cahiers des charges ont été présentés. Contrats portant sur des services et du matériel informatique ont été suivis et gérés.

portant sur des services et du matériel informatiques et sur des services et du matériel de communications

Examen de 15 plans de reprise après sinistre dans les missions et orientations et activités de suivi concernant les tests de rétablissement des systèmes après sinistre dans 5 missions

Optimisation des systèmes et infrastructures dans les domaines de l'informatique et des communications pour toutes les opérations de maintien de la paix et le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie

Administration de 4 contrats-cadres portant sur la fourniture de services d'information géospatiale, de logiciels et d'images par satellite

Mise en place d'un partenariat et d'un arrangement contractuel concernant la fourniture de logiciels libres dans le domaine de l'information géospatiale

15 Plans de reprise après sinistre des missions ont été examinés et vérifiés, notamment par un contrôle des exercices de reprise après sinistre dans 5 missions et l'examen des rapports issus de ces exercices.

Oui Les solutions d'appui sur le terrain ci-après ont été mises en œuvre pour soutenir les missions :

- a) Le module de gestion en ligne de l'hébergement permettant d'administrer et d'entretenir les logements appartenant à l'Organisation, pour la MINUSMA ;
- b) Le système de demande et de réservation de transport de fret, pour la MINUK ;
- c) Le système de contrôle de l'accès aux locaux, pour la MINURSO ;
- d) L'application de gestion mondiale des déplacements du personnel destinée à mettre en place un flux de travail normalisé pour l'ensemble de ces déplacements, pour la FINUL ;
- e) Le module de demande de voyage, pour la FINUL ;
- f) Le cadre de gestion électronique de documents COSMOS, pour la MINURSO ;
- g) La création ou l'amélioration de sites Web publics, pour la FISNUA ;
- h) Une solution de facturation téléphonique en ligne, pour la MINURSO ;
- i) Une solution de connaissance du terrain (IBM i2 Analysis Suite), pour la MINUSS ;
- j) Une solution de connaissance du terrain (Sage), pour l'UNFICYP, le BANUS et la MINUSS ;
- k) Un outil de communication de l'information pour la Section du soutien sanitaire, pour diverses missions de maintien de la paix.

4 Contrats-cadres ont été administrés.

Oui L'initiative portant sur les logiciels libres dans le domaine de l'information géospatiale a été créée avec la participation des États Membres intéressés, de la communauté des logiciels libres

<p>Communication en temps voulu d'ensembles de données géospatiales fournies par 2 missions en vue de fournir les informations nécessaires au Secrétariat en cas de crise</p> <p>Reconfiguration, virtualisation et optimisation des systèmes et infrastructures dans les domaines de l'informatique et des communications pour les opérations de maintien de la paix et le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie afin de poser des bases solides permettant de satisfaire aux impératifs liés à Umoja-Démarrage et Umoja-Extensions 1 et 2, à d'autres modules et aux normes IPSAS ; amélioration de la capacité d'adaptation et de résilience et mise au point et déploiement de systèmes facilitant la communication de l'information et de systèmes d'informatique décisionnelle</p>	<p>de l'information géospatiale et des milieux universitaires afin de simplifier et d'intégrer les technologies libres pour appuyer efficacement les opérations de l'ONU sur le terrain. Aucun arrangement contractuel n'était nécessaire à ce stade.</p> <p>2 Séries de données géospatiales de la MINUAD et de la MINUSS contenant les informations nécessaires en cas de crise ont été établies.</p> <p>Oui Le réseau longue distance a été remanié pour utiliser des technologies qui amélioreront la réactivité et la résilience des systèmes informatiques.</p>
--	---

D. Département de la gestion

a) Bureau du Secrétaire général adjoint

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i> <i>oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
<p>Services d'appui fonctionnel et technique à l'occasion d'une centaine de séances ou consultations de la Cinquième Commission consacrées au maintien de la paix, et notamment conseils relatifs aux procédures, ainsi que pour l'élaboration d'une trentaine de projets de résolution et du même nombre de rapports de la Commission devant être soumis à l'Assemblée générale pour adoption</p>	<p>111</p> <p>32</p>	<p>Séances et réunions informelles de la Cinquième Commission consacrées au maintien de la paix ont été tenues et des conseils portant sur les procédures ont été fournis.</p> <p>Par ailleurs, un grand nombre de consultations informelles sur le maintien de la paix ont eu lieu et ont reçu un appui, y compris à des heures tardives et durant les week-ends.</p> <p>Projets de résolution et de décision ont été élaborés et adoptés par la Cinquième Commission.</p>

<p>Élaboration, à l'intention des présidents de séance de la Cinquième Commission, de notes sur le programme de travail et l'état de la documentation et d'environ 25 notes de procédure consacrées à des questions relatives au maintien de la paix</p> <p>Administration et mise à jour des pages Web de la Cinquième Commission consacrées au maintien de la paix</p>	<p>28 Rapports de la Cinquième Commission ont été adoptés par l'Assemblée générale.</p> <p>Oui Le programme de travail a été constamment actualisé, selon les besoins, avant, pendant et après chaque session.</p> <p>27 Notes de procédure ont été élaborées sur les questions relatives au maintien de la paix.</p> <p>Oui 2 sites Web ont été gérés et mis à jour en permanence, y compris l'actualisation hebdomadaire et quotidienne du site Web public pendant les sessions, et l'organisation, la présentation et la tenue à jour de 5 210 pages d'informations supplémentaires concernant le maintien de la paix sur l'outil eRoom de la Cinquième Commission.</p>
--	--

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
<p>Organisation de 90 réunions du Comité des marchés du Siège et de 20 réunions du Comité central de contrôle du matériel</p>	<p>100</p> <p>20</p>	<p>Réunions du Comité des marchés du Siège ont été organisées.</p> <p>Réunions du Comité central de contrôle du matériel ont été organisées.</p>
<p>Examen de 500 opérations d'achat et de 125 liquidations de biens</p>	<p>470</p> <p>406</p>	<p>Opérations d'achat ont été examinées.</p> <p>Opérations de liquidation de biens ont été examinées.</p> <p>Les variations du nombre de cas effectivement passés en revue sont dues au nombre de cas présentés au Comité des marchés du Siège.</p>
<p>Organisation de 3 missions d'assistance visant à contrôler et à évaluer le fonctionnement des comités locaux des marchés dans les missions de maintien de la paix</p>	<p>3</p>	<p>Missions d'assistance ont été organisées.</p>
<p>Organisation de 12 sessions de formation portant sur les comités des marchés et les comités de contrôle du matériel dans les missions de maintien de la paix</p>	<p>16</p>	<p>Sessions de formation ont été organisées et dispensées.</p>
<p>Inscription de 100 membres du personnel supplémentaires aux modules de formation en ligne portant sur les comités des marchés et les comités de contrôle du matériel</p>	<p>180</p>	<p>Membres du personnel supplémentaires ont été inscrits.</p>
<p>Examen, par des experts indépendants de haut niveau, de 7 problèmes liés aux procédures d'achat</p>	<p>6</p>	<p>Le Comité d'examen des adjudications a été saisi de 6 contestations au cours de la période considérée ; toutes ont été traitées en interne et</p>

<p>Fourniture d'une assistance aux activités d'appui au prédéploiement, au déploiement et à la postproduction permettant d'assurer une intégration sans heurts d'Umoja-Extension I dans le groupe 5 et la désactivation de Galileo</p>	<p>aucune n'a exigé la participation d'experts indépendants.</p> <p>Oui Le groupe 5 a été déployé avec succès en novembre 2016 sous la direction du projet Umoja, du Bureau de la gestion des ressources humaines et du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, avec la participation de plus de 570 fonctionnaires attachés à diverses activités de déploiement.</p> <p>Le passage de Galileo au module de gestion de la chaîne d'approvisionnement d'Umoja demandé l'exécution de trois tâches essentielles :</p> <p>a) nettoyer et enrichir sensiblement les données de Galileo pour les rendre conformes aux prescriptions d'Umoja ; b) nettoyer et enrichir les données articles ; et c) améliorer la fonctionnalité de gestion de la chaîne d'approvisionnement d'Umoja afin de veiller à ce que toutes les fonctionnalités de Galileo soient entièrement remplacées avant le déploiement sur le terrain.</p> <p>Les incidents liés à Umoja ont progressivement diminué, grâce aux interventions menées au Siège [niveau 3 (équipe Umoja) et niveau 2 b (référénts processus)] ainsi que sur le plan local et par l'intermédiaire des bureaux de services intégrés.</p>
<p>Communication, à l'ensemble des missions de maintien de la paix, de la stratégie de communication et de concertation, qui définit la manière dont les informations seront progressivement diffusées en vue d'aider le personnel à intégrer Umoja-Extension I dans le groupe 5 et à exécuter le projet de désactivation de Galileo</p>	<p>Oui La stratégie de communication d'Umoja est alignée sur le plan directeur du projet Umoja. Pendant les phases de déploiement et de stabilisation, l'équipe de la communication d'Umoja a donné des orientations aux coordonnateurs des communications, veillé à ce que les ressources et supports d'information divers soient mieux connus, fourni des informations actualisées et coordonné les efforts de diffusion. La communauté Umoja présente sur Unite Connections a également joué un rôle centralisateur et favorisé la collaboration. Bien que la plupart des communautés soient gérées par leurs propriétaires respectifs, les directives générales concernant les questions techniques, les mises à jour et la gestion du contenu général relèvent de la compétence du projet Umoja.</p>
<p>Fourniture de supports pédagogiques et d'instructions claires aux utilisateurs finals et aux responsables afin de préparer la mise en service d'Umoja dans le groupe 5 et d'exécuter le projet de désactivation de Galileo, notamment en élaborant et</p>	<p>Oui Les activités de communication et de gestion du changement se sont poursuivies en coordination avec toutes les parties prenantes, notamment par la publication de communiqués et de lettres d'information, d'articles sur iSeek et sur le site</p>

en diffusant des aide-mémoires et des guides rapides de l'utilisateur, en publiant des informations sur le site Web d'Umoja, sur iSeek et sur Unite Connections et en communiquant directement avec les missions

Web d'Umoja et au moyen d'une application pour smartphones baptisée « Umoja Companion ». Ces activités se sont intensifiées au cours du déploiement en coordination avec les entités concernées, et ont donné lieu à des conférences hebdomadaires, des réunions-débats et des séances d'inauguration. Divers groupes fonctionnels ont régulièrement été invités à prendre part à des visioconférences et à des ateliers spéciaux ayant pour objet de diffuser des informations, de former et d'assurer les échanges.

Pour ce qui est des entités du groupe 5, 100 % des utilisateurs fonctionnels et 95 % des utilisateurs du portail libre-service avaient suivi une formation avant le déploiement. La tâche a été facilitée par le regroupement des opérations d'établissement des états de paie du personnel des missions dans 2 centres, dont les fonctionnaires chargés des états de paie ont été formés par des spécialistes du Siège, des bureaux hors Siège et des commissions régionales et des spécialistes des processus au niveau local ainsi qu'au moyen de programmes de formation des partenaires des ressources humaines.

Pour la mise hors service de Galileo, la formation s'est faite en 3 étapes, afin que chacun soit préparé au mieux. L'équipe de projet de mise hors service de Galileo a également organisé des ateliers sur l'incidence des nouvelles procédures et du changement dans 11 missions.

Rédaction, au nom du Secrétaire général, de 350 décisions motivées statuant sur la recevabilité des demandes de contrôle hiérarchique présentées par des membres du personnel de maintien de la paix et, le cas échéant, sur la conformité des décisions administratives contestées avec les règles et directives applicables

506 Décisions motivées

Rédaction de 30 décisions motivées concernant des demandes de sursis à l'exécution d'une décision présentée au Secrétaire général dans des affaires concernant la cessation de service d'agents de maintien de la paix

85 Décisions motivées

Recensement des problèmes systémiques concernant le pouvoir décisionnel des responsables en poste dans des missions de maintien de la paix et publication de directives fondées sur les enseignements tirés de l'expérience

Oui Le volume 5 du guide des enseignements tirés de l'expérience a été publié.

b) Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
30 rapports sur l'exécution du budget et prévisions budgétaires pour 14 opérations de maintien de la paix en cours et le BANUS	28	Rapports sur l'exécution du budget et prévisions budgétaires pour 13 opérations de maintien de la paix en cours et le BANUS
	1	Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de l'ONUCI
	1	Rapport du Secrétaire général sur le budget révisé de l'ONUCI pour l'exercice 2016/17
	1	Note sur les modalités de financement de la FISNUA pour l'exercice 2016/17
1 rapport mis à jour sur la situation financière des opérations de maintien de la paix dont le mandat est terminé	1	Rapport du Secrétaire général faisant le point de la situation financière de 29 opérations de maintien de la paix dont le mandat est terminé
10 rapports et notes, dont le rapport d'ensemble, sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix, du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, du Centre de services mondial et du Centre de services régional	6	Rapports du Secrétaire général sur l'aperçu général du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (1) ; le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix (2) ; la Base de soutien logistique des Nations Unies (2) et le Centre de services régional d'Entebbe (1)
	1	Rapport du Secrétaire général sur l'étude relative au Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine
	4	Notes du Secrétaire général sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies
18 dossiers d'information complémentaire remis au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant 14 opérations de maintien de la paix en cours ainsi que le BANUS, le Centre de services mondial, le Centre de services régional et le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	20	Dossiers d'information complémentaire (2 036 pages) ont été fournis pour 13 opérations de maintien de la paix en cours, l'ONUCI, le BANUS, le Centre de services régional, la Base de soutien logistique et le compte d'appui. Le produit est supérieur aux prévisions du fait de la fourniture de dossiers d'information complémentaire relatifs à la note concernant les arrangements financiers pour la FISNUA et au budget révisé de l'ONUCI pour 2016/17.

	1	Demande de ressources supplémentaires a été faite pour la FNUOD en prévision du retour progressif au Camp Faouar, conformément au rapport du Secrétaire général (S/2016/803), pour que cette mission puisse contracter des engagements.
Examen des réponses aux demandes de complément d'information formulées par des organes délibérants en ce qui concerne 14 opérations de maintien de la paix en cours ainsi que le BANUS, le Centre de services mondial, le Centre de services régional, le compte d'appui et les questions transversales, et coordination des réponses	3 985	Pages de réponses écrites aux questions posées ont été publiées : 2 350 pages de réponses aux demandes de compléments d'informations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et 1 635 pages de réponses aux demandes de compléments d'informations formulées par la Cinquième Commission.
Un jeu d'états financiers conformes aux normes IPSAS et de notes y relatives pour chaque mission de maintien de la paix en cours ou terminée	Oui	Des états financiers conformes aux normes IPSAS pour la période 2016/17 ont été communiqués au Comité des commissaires aux comptes le 30 septembre 2017.
Mise en ligne d'informations concernant la situation des contributions, y compris les récapitulatifs et les contributions non acquittées	Oui	La situation des contributions, y compris des récapitulatifs, a été mise en ligne sur le portail Web des contributions de l'ONU à l'intention des États Membres, ainsi que des utilisateurs dans les bureaux des Nations Unies.

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Aide apportée aux opérations de maintien de la paix dans le choix des banques qui assureront les services bancaires dont elles ont besoin	Oui	Une aide au choix de banques pour la fourniture de services bancaires a été apportée à la MINUSS.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture de conseils sur la valorisation des avantages découlant de l'application des normes IPSAS	Oui	Les résultats de la valorisation des avantages des normes IPSAS ont été présentés au Comité directeur pour les normes IPSAS et il en a été rendu compte à l'Assemblée générale dans le neuvième rapport d'étape sur l'adoption des normes IPSAS par l'Organisation des Nations Unies (A/71/226). Le Comité directeur pour les normes IPSAS a décidé qu'il ne serait plus procédé à l'établissement de rapports consacrés à la question et que la présentation des

		informations pertinentes serait intégrée dans le processus d'établissement des états financiers.
Fourniture de conseils sur le respect des normes IPSAS dans les missions	Oui	Des orientations sur des questions particulières ont été données au moyen de visioconférences, d'un appui direct aux opérations de maintien de la paix et d'un atelier à l'intention des chefs des services financiers et des principaux responsables des finances et du budget tenu à Brindisi en mai 2017. L'Équipe IPSAS dispense en permanence des conseils et un appui pour répondre aux questions portant sur les directives et les modes de comptabilisation.
Suivi de la délégation de pouvoir en matière de finances aux opérations de maintien de la paix	Oui	Approbation des nominations des chefs de section pour les fonctions financières et budgétaires importantes, selon les besoins, et délivrance et révocation de délégations d'autorité financière, de sorte qu'il n'y ait pas d'approbation ou de transaction financière non autorisée.
Suivi des recommandations d'audit sur les aspects comptables et budgétaires des opérations de maintien de la paix	Oui	Examen et suivi des recommandations des auditeurs relatives aux aspects comptables et budgétaires des opérations sur le terrain pour assurer l'application en temps voulu de celles concernant le Bureau de la planification des programmes et de la comptabilité et superviser les questions de contrôle interne recensées par les commissaires aux comptes dans les missions
Fourniture de conseils aux opérations de maintien de la paix sur le Règlement financier et règles de gestion financière, les conventions, procédures et pratiques comptables, et les assurances	Oui	Des orientations et des conseils sur la conformité aux normes IPSAS ont été fournis de manière continue dans le cadre de l'examen des comptes mensuels et de communications bilatérales. Une assistance a été fournie concernant l'examen du module voyages et la préparation de la mise hors service du système Galileo.
Organisation de stages et élaboration de directives à l'intention des services financiers des missions sur l'amélioration des dispositifs de contrôle interne et les mesures à prendre pour donner suite aux recommandations d'audit	Oui	La Section des comptes des opérations de maintien de la paix et la Division du financement du maintien de la paix ont organisé conjointement l'atelier annuel sur les procédures financières et budgétaires répondant aux normes IPSAS, à la Base de soutien logistique des Nations Unies, et fourni des orientations sur les conclusions d'audit de l'année précédente et la clôture rapide et exacte des comptes de juin 2017.
Traitement de 20 000 paiements en faveur d'États Membres, de membres du personnel et de fournisseurs	16 900	Plus de 16 900 paiements à des fournisseurs ont été traités, sans compter ceux effectués en faveur des États Membres et du personnel.

Traitement de 10 000 demandes d'indemnité pour frais d'études et d'avances	10 000	Plus de 10 000 demandes d'indemnités pour frais d'études et d'avances à ce titre ont été traitées.
Négociation et gestion de 12 contrats d'assurance pour les opérations de maintien de la paix, notamment le contrat-cadre pour les opérations aériennes et la police mondiale d'assurance automobile	12	Contrats pour les opérations de maintien de la paix ont été négociés, mis en place et gérés.
Assurance maladie et assurance-vie pour tous les membres du personnel des opérations de maintien de la paix recrutés sur les plans international et national qui y ont droit et pour les personnes à leur charge	Oui	Tous les membres du personnel recrutés sur le plan international remplissant les conditions requises et tous ceux recrutés sur le plan national ont pu souscrire, s'ils en décidaient ainsi, au plan d'assurance maladie pour eux-mêmes et les personnes à leur charge. Une assurance-vie a été proposée à tous les membres du personnel qui y avaient droit.
Traitement des demandes d'indemnisation relatives au maintien de la paix présentées aux compagnies d'assurance privées et examen des demandes par le Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation	Totalité	Toutes les demandes d'indemnisation complètes ont été transmises à des compagnies d'assurance et examinées, traitées ou réglées au titre des polices d'assurance concernées. Toutes les demandes d'indemnisation complètes ont été examinées par le Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation et son secrétariat lors des réunions mensuelles du Comité.
Envoi en temps voulu des avis de mise en recouvrement et des rappels aux États Membres ayant des arriérés de contributions	Oui	47 avis de mise en recouvrement et 14 récapitulatifs de crédit ont été établis et envoyés en temps voulu aux États Membres. Des rappels détaillés concernant les arriérés de contributions ont été adressés aux États Membres.
Traitement de 3 500 liquidations de placements effectués pour les opérations de maintien de la paix conformément aux normes de la profession	626	liquidations de placements ont été effectuées conformément aux normes de la profession. Le nombre de produits inférieur aux prévisions s'explique par le changement intervenu dans l'enregistrement et la tenue des dépôts et retraits de liquidités des fonds participants au fonds de gestion centralisée des liquidités depuis la mise en service d'Umoja dans les entités du groupe 4.
Traitement de 3 000 reçus fournis par les États Membres concernant leurs contributions au titre des opérations de maintien de la paix et tenue à jour d'un registre des contributions non acquittées	Oui	Environ 3 700 reçus ont été délivrés aux États Membres concernant leurs contributions au titre des opérations de maintien de la paix, et le registre des contributions a été tenu à jour avec exactitude et en temps voulu. La variation est due au nombre réel de contributions versées par les États Membres. Celui-ci est en partie lié aux décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, qui déterminent les contributions mises en recouvrement au titre des opérations de maintien de la paix, la période couverte pour chaque

	contribution et opération et, par conséquent, le nombre et le calendrier des contributions.
Délégation aux fonctionnaires des finances des missions de maintien de la paix de pouvoirs nécessaires pour assumer les fonctions d'agent ordonnateur	55 Toutes les délégations et révocations de pouvoir ont été traitées en temps utile.
Visites effectuées dans 6 opérations de maintien de la paix, au Centre de services mondial et au Centre de services régional pour donner des conseils stratégiques et fournir une assistance concernant les questions budgétaires et financières	4 Visites effectuées, dans 2 opérations de maintien de la paix, à la conférence des directeurs et chefs de l'appui aux missions et à l'atelier destiné aux chefs des services financiers et aux responsables des finances et du budget
Délivrance – au fur et à mesure – de 500 autorisations de financement et de 31 autorisations concernant les tableaux d'effectifs pour les opérations de maintien de la paix, le BANUS, le Centre de services mondial, le Centre de services régional, les départements et bureaux du Siège et les fonds d'affectation spéciale pour le maintien de la paix	525 Autorisations de financement ont été émises. 36 Autorisations concernant les tableaux d'effectifs pour 20 opérations de maintien de la paix, le BANUS, la Base de soutien logistique des Nations Unies, le Centre de services régional d'Entebbe et 15 départements et bureaux du Siège, ont été émises. Le produit réalisé a été supérieur aux prévisions en raison des besoins de l'ONUCI, de la MONUSCO, de la FNUOD, de la MINUSS et du BNUUA.
10 rapports financiers et autres communications financières adressés aux donateurs alimentant les fonds d'affectation spéciale pour le maintien de la paix	1 Rapport financier – autre communication financière adressé Le nombre a été inférieur aux prévisions, faute de besoins.
Organisation et tenue de visioconférences avec des opérations de maintien de la paix, le BANUS, le Centre de services mondial et le Centre de services régional, selon qu'il convient, sur les questions (hypothèses budgétaires, justification) qui se posent lors de l'établissement de la version définitive des rapports relatifs à la présentation ou à l'exécution du budget	Oui Des visioconférences ont été organisées avec toutes les opérations en cours durant le processus d'examen du budget. Des réunions d'examen de haut niveau portant sur l'établissement et l'exécution du budget pour le compte d'appui ont en outre été organisées.
Placement, conformément aux règles de l'ONU, des fonds en dollars inscrits dans les comptes des opérations de maintien de la paix	Oui Les fonds en dollars inscrits sur les comptes des opérations de maintien de la paix sont placés conformément aux règles de l'ONU.
Exécution de quelque 2 350 virements électroniques de fonds, 900 achats de devises et 450 liquidations de placements	Oui 1 172 achats de devises et 626 liquidations de placements ont été exécutés. Avec le système Umoja, les transferts électroniques de fonds au titre de placements ne sont plus utilisés.
Versement de quelque 180 000 traitements et règlements au titre des missions de maintien de la paix	Oui Plus de 180 000 traitements et règlements ont été versés au cours de la période.
Comptabilisation d'environ 3 000 paiements, d'un montant total de 7,6 milliards de dollars, versés sur	Oui Objectif atteint. Quelque 800 virements de fonds, pour un montant total de 1,5 milliards de

les comptes des opérations de maintien de la paix ; et exécution de quelque 800 virements de fonds, d'un montant total de 1,5 milliards de dollars, à destination de banques dépositaires de comptes de missions clientes		dollars, ont été effectués vers des banques dépositaires de comptes de missions clientes.
Traitement d'environ 200 changements de signataire autorisé pour les opérations bancaires effectuées sur les comptes de missions clientes	481	Changements de signataire autorisé pour les opérations bancaires effectuées sur les comptes de missions clientes. La Trésorerie a continué de fournir un appui à toutes les missions de maintien de la paix en modifiant en temps voulu la liste des signataires autorisés pour leurs 70 comptes bancaires.
Maintenance, mise à jour et utilisation de systèmes d'informatique budgétaire et financière ; gestion de la structure des données et contrôle du système	Oui	Les systèmes ont été mis à jour, entretenus et exploités conformément aux exigences du Bureau. Un appui a été fourni après la mise en service d'Umoja, y compris pour la gestion des données de référence, les questions financières, bancaires et de trésorerie, dans la limite des ressources approuvées.
Tenue à jour du plan comptable et autres données à caractère financier ; développement et perfectionnement d'applications spécialisées	Oui	Un appui à la gestion des données de référence financières pour Umoja a été mis en place et maintenu. La tenue à jour et l'amélioration des formulaires budgétaires et des bases de données des contingents se sont poursuivies.
Amélioration de la qualité des rapports de gestion financière	Oui	L'amélioration des rapports financiers pour tenir compte d'Umoja dans le cadre du maintien de la paix continue, tandis que ceux déjà intégrés ont été actualisés selon que de besoin. Poursuite de la formation continue des usagers à l'utilisation des rapports d'informatique décisionnelle, à l'échelle mondiale.

c) Bureau de la gestion des ressources humaines

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents, d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Publication d'un rapport annuel sur la composition du personnel du Secrétariat et des missions	2	Rapports du Secrétaire général publiés, intitulés « Composition du Secrétariat : données démographiques relatives au personnel » (A/71/360) et « Composition du Secrétariat : personnel fourni à titre gracieux, fonctionnaires retraités et consultants et vacataires » (A/71/360/Add.1)

Publication en ligne, à l'intention des États Membres, de rapports sur la gestion des ressources humaines, appui dispensé à 300 utilisateurs dans les missions permanentes et publication d'autres rapports ponctuels sur les ressources humaines en réponse aux demandes des États Membres	Oui	Des rapports ont été publiés en ligne ; un appui a été fourni à 334 utilisateurs de 148 États Membres ; 8 571 visites ont été enregistrées sur le site Web HR Insight et 273 demandes ont été reçues.
---	-----	---

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Prestation d'avis juridiques sur des points de droit administratif, représentation de l'Administration devant le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies dans des affaires dont il est saisi par des membres du personnel de terrain et traitement des affaires disciplinaires renvoyées au Bureau par le Département de l'appui aux missions	Oui	Le Bureau a fourni des avis juridiques au personnel du Département de l'appui aux missions et du Département des opérations de maintien de la paix et traité 142 affaires disciplinaires concernant les opérations de maintien de la paix et 198 recours déposés par leur personnel, en conseillant et en représentant l'Administration devant le Tribunal du contentieux administratif ou lors du règlement à l'amiable de différends.
Réalisations d'enquêtes générales sur les salaires dans les missions suivantes : MINUSTAH, UNFICYP, MINUSCA, MINUL, MINUSMA et MONUSCO ; à la demande du Comité local d'enquête sur les conditions d'emploi, réalisation de 16 enquêtes intermédiaires sur les conditions d'emploi concernant des lieux où les missions ont leur siège ou des lieux d'affectation situés dans la zone des missions ; examen d'une trentaine de barèmes des traitements applicables aux catégories des agents des services généraux et des administrateurs recrutés sur le plan national	Oui	Des enquêtes générales sur les salaires ont été menées dans les missions suivantes : MINUSCA, MINUSMA, MINUSS et MONUSCO. Les enquêtes auprès des autres missions (UNFICYP et MINUSTAH) ont été reportées au second semestre 2017. En outre, le Bureau a mené des enquêtes intermédiaires sur les conditions d'emploi dans 8 lieux d'affectation, à la demande du Comité. Il a également examiné 16 barèmes des traitements applicables aux catégories des agents des services généraux et des administrateurs recrutés sur le plan national.
Suivi et examen des mesures spéciales concernant les conditions d'emploi locales actuellement en place à la MINUSS et à la FNUOD	Oui	Les mesures spéciales concernant la MINUSS ont été prolongées en 2016 puis supprimées en 2017, à la suite de l'introduction du nouveau barème des traitements applicable aux catégories des agents des services généraux et des administrateurs recrutés sur le plan national. Les mesures spéciales concernant la FNUOD ont été supprimées.
	181	Cas de conseils pratiques fournis par oral et par écrit
Prestation de conseils pratiques sur des questions liées au personnel des missions, comme les cadres et politiques pertinents et leur élaboration, les conditions d'emploi hors Siège et les rapports avec la Commission de la fonction publique	66	Journées de travail consacrées à la participation active à des réunions (avec la Commission de la fonction publique internationale, le Comité Administration-personnel, le Réseau ressources humaines, le Comité consultatif pour les

internationale et le groupe de travail chargé d'examiner les conditions d'emploi dans les lieux d'affectation hors Siège du Réseau ressources humaines

questions administratives et budgétaires et la Cinquième Commission) sur des sujets concernant directement le personnel de terrain et le personnel des missions

Établissement de profils d'emploi types afin de rationaliser et de normaliser les titres fonctionnels, les grades, les attributions et les responsabilités du personnel en vue de faciliter la mise en œuvre du dispositif mondial de mobilité et d'organisation des carrières

- 70 Journées de travail consacrées à la fourniture d'un appui à l'élaboration de politiques visant à renforcer la riposte des Nations Unies à l'exploitation et aux atteintes sexuelles et d'autres politiques directement liées à ce sujet
- 710 Mesures d'appui à la gestion des indemnités versées au personnel de terrain
- 57 Instructions administratives et circulaires élaborées et publiées
- 19 Examens de demandes spéciales d'indemnités journalières de subsistance pour le personnel de terrain

Non Aucune aide n'a été demandée au Bureau de la gestion des ressources humaines en raison du nombre considérable de profils d'emploi types établis par la Division du personnel des missions.

8 sessions de formation médicale continue organisées grâce à WebEx à l'intention du personnel médical sur le terrain

Oui 8 sessions de formation organisées grâce à WebEx

Organisation d'une réunion régionale des chefs des services médicaux et d'infirmiers en chef

1 Réunion des chefs des service médicaux et des médecins de la force organisée en mai 2017, portant principalement sur l'élaboration de normes de qualité en ce qui concerne les soins de santé et la sécurité des patients par la Division des services médicaux, et sur le rôle des chefs des services médicaux et des médecins de la force dans leur application. Des outils d'appréciation des risques pour la santé leur ont également été présentés.

3 rapports d'inspection d'installations médicales de missions, selon les demandes, et d'1 centre régional d'évacuation sanitaire relié aux opérations de maintien de la paix

- 1 Une inspection d'hôpitaux a été réalisée en Inde en vue d'une certification en tant que centre régional d'évacuation sanitaire.
- 3 Visites d'inspection des installations ont été effectuées aux Fidji, en Jordanie et au Viet Nam pour évaluation et en vue de donner des conseils sur les normes des Nations Unies applicables au déploiement d'un hôpital de niveau II ou de niveau III. Aucune visite de mission n'a été effectuée aucune demande n'ayant été reçue à cet effet de la part des missions.

Mise au point de normes concernant les évaluations médicales et le suivi des certificats médicaux d'aptitude établis sur le terrain ; l'établissement de certificats médicaux d'aptitude au recrutement d'observateurs militaires et de personnel de police des Nations Unies ; les entretiens préparatoires, le déroulement des consultations médicales préalables à l'envoi en mission et la vaccination du personnel détaché sur le terrain	Oui	Le nouveau questionnaire sur l'état de santé et les procédures opératoires standard pour la délivrance de certificats médicaux d'aptitude ont été présentés aux missions. Des contrôles inopinés ont été réalisés dans le système électronique de gestion des ressources EarthMed pour s'assurer de la conformité et de la cohérence de celui-ci sur les divers lieux d'affectation. Des visioconférences ont été organisées avec l'ensemble des missions, au sujet notamment des certificats médicaux d'aptitude, des défis en matière de santé publique, de la rédaction des procédures opératoires standard, des évacuations sanitaires et de la gestion des données.
8 ateliers de préparation et de renforcement de la capacité de résistance à l'intention du personnel devant travailler dans des missions sur le terrain ; évaluation psychosociale, conseils et formation dans 2 missions de maintien de la paix	4	Ateliers de préparation organisés
	19	Ateliers de renforcement de la résilience organisés
	382	Séances de conseil psychosocial dispensées
	2	Séances de formation organisées à la FINUL et à la MINUSMA
Gestion active des cas concernant 90 % des membres du personnel remplissant les critères applicables au congé maladie de longue durée	100	Pourcentage des cas de congés maladie de longue durée (> 60 jours) traités
Achèvement de la mise en place progressive d'EarthMed et prestation d'un appui continu à toutes les missions de maintien de la paix	Oui	EarthMed a été pleinement mis en place dans toutes les missions de maintien de la paix, et un appui a été fourni à cet égard.
Fourniture de conseils à 14 missions de maintien de la paix et au BANUS sur la délégation de pouvoir en matière de gestion des ressources humaines, avec visites d'appui sur site	14	Missions de maintien de la paix et le BANUS ont bénéficié de conseils.
Présentation de rapports sur le tableau de bord des résultats de la gestion des ressources humaines de 14 missions et du BANUS, notamment à l'intention du Conseil d'évaluation de la performance des hauts fonctionnaires, du Comité de gestion et du Groupe d'évaluation de la performance	14	Missions de maintien de la paix et le BANUS ont présenté des rapports sur le tableau de bord des résultats de la gestion des ressources humaines à l'intention du Comité de gestion.
Mise en œuvre, dans 14 opérations de maintien de la paix et le BANUS, du dispositif mondial de mobilité et d'organisation des carrières pour le personnel du réseau Paix et questions politiques et humanitaires en 2016 et pour celui d'un autre réseau en 2017	Oui	Le dispositif a été mis en œuvre pour le personnel du réseau Paix et questions politiques et humanitaires en 2016 et pour celui du réseau Technologies de l'information et télécommunications en 2017.
Organisation de visioconférences, webinaires et séances d'information sur le dispositif de mobilité et d'organisation des carrières à l'intention du	71	Visioconférences et webinaires ont été organisés.
	24	Présentations sur le nouveau système de sélection du personnel du réseau Paix et

personnel du réseau Paix et questions politiques et humanitaires

Vérification et validation des compétences de 30 chefs ou fonctionnaires de rang équivalent exerçant des fonctions d'administration et de gestion des ressources humaines au Département de l'appui aux missions et dans les missions

Conduite de 6 à 8 campagnes de communication visant à trouver des candidats à des postes dans les missions et au Siège à l'appui des opérations de maintien de la paix

Établissement en ligne de rapports ponctuels sur les ressources humaines, en réponse aux demandes de 14 opérations de maintien de la paix et du BANUS

Mise au point, administration et analyse des épreuves sur Internet de sélection à certains postes en fonction des capacités mentales générales

Fourniture d'une assistance (modes d'emploi et autres outils) aux missions en vue de la mise en œuvre du système de gestion des aptitudes Inspira

Fourniture au personnel de toutes les missions d'instructions, de conseils, d'une assistance, d'une formation, de communications, d'un suivi et d'une évaluation concernant la gestion de la performance,

questions politiques et humanitaires ont été effectuées. Une section du portail des ressources humaines a été consacrée au dispositif de mobilité et d'organisation des carrières et est régulièrement mise à jour.

38 Vérifications et validations des compétences ont été effectuées pour le Département de l'appui aux missions et les opérations de maintien de la paix.

3 Campagnes de communication ont été menées en Angola, en République de Corée et aux États-Unis d'Amérique. Le Bureau a renforcé sa présence sur les réseaux sociaux et les salons virtuels de l'emploi, en coordination avec la Division du personnel des missions du Département de l'appui aux missions, pour élargir la portée de ses efforts d'information et sensibiliser davantage l'opinion publique mondiale.

Oui 40 136 demandes déposées en ligne ont été traitées à l'aide du portail en libre-service HR Insight, et des réponses ont été apportées à 885 demandes spéciales.

Oui Les épreuves de présélection prévues pour le recrutement du personnel dans le cadre du nouveau dispositif de sélection du personnel ont été organisées efficacement. Les épreuves sur Internet ont permis de sélectionner de manière objective et équitable un nombre limité de candidats admis à se présenter aux prochaines étapes du processus de recrutement.

Oui Une assistance a été fournie en temps voulu aux opérations de maintien de la paix, en coordination avec la Division du personnel des missions.

Une séance de formation a été organisée à Brindisi en avril 2017 à l'intention des responsables des ressources humaines des missions de maintien de la paix, portant sur la politique, les processus et procédures de gestion des ressources humaines, le nouveau dispositif de sélection du personnel, la mobilité encadrée et les objectifs stratégiques en matière de ressources humaines.

Oui 17 formateurs issus de 9 missions de maintien de la paix ont suivi un stage de formation des formateurs en octobre 2016 et organisent désormais des formations en face à face à

y compris sur la politique révisée, au moyen de vidéoconférences, de réunions via WebEx, de séances d'information et de téléconférences

Conception et prestation au personnel de toutes les missions de services actualisés de formation, d'orientation et d'assistance en ligne concernant le système e-performance, en application de la politique révisée

Tenue de 2 800 séances de consultation, fourniture de conseils sur diverses questions relatives à la gestion des ressources humaines dans les opérations de maintien de la paix

Fourniture d'un soutien administratif en réponse à quelque 300 demandes portant sur des questions telles que la cessation de service résultant, par exemple, d'un examen des effectifs civils et de la clôture des missions de maintien de la paix, les activités extérieures, le congé spécial à plein traitement ou à demi-traitement, la levée des privilèges et immunités, la révision de décisions administratives et les recours, les dérogations au Statut et au Règlement du personnel, et la mise en place d'un examen aux fins de l'octroi d'un engagement continu

l'intention du personnel des missions. Les résultats des efforts de suivi et d'évaluation ont été publiés dans les rapports de fin d'exercice 2015/16 pour illustrer les tendances, y compris les taux d'achèvement et la répartition des appréciations, et peuvent être consultés sur iSeek par l'ensemble du personnel et des responsables. 71 demandes émanant des missions ont été traitées.

Oui Toutes les missions ont accès à des formations en ligne depuis la mise en service du système de gestion de l'apprentissage au début de l'année 2017. Tous les membres du personnel ont accès à l'outil e-performance et 77 spécialistes des ressources humaines issus de 16 missions ont été formés à la gestion de la performance.

2 871 Consultations et directives ont été données afin que le Statut et le Règlement du personnel de l'ONU, les politiques et les bonnes pratiques soient appliqués systématiquement et comme il se doit. Les consultations concernant la mobilité du personnel d'une mission à l'autre et, en particulier, la cessation de service restent intenses compte tenu de l'examen des besoins en personnel civil et de la reconfiguration des missions en cours. Des consultations et des conseils ont également été fournis s'agissant de l'examen de la conversion en engagement continu.

335 Demandes de soutien administratif nécessitant l'approbation du Secrétaire général, du Secrétaire général adjoint à la gestion, de la Sous-Secrétaire générale à la gestion des ressources humaines et du Bureau de la gestion des ressources humaines ont été traitées. Un vaste appui a été apporté en matière de cessation de service, de gestion des prestations, d'indemnisation et de préparation à la réduction des effectifs et à la fermeture des missions de maintien de la paix, y compris l'ONUCI et la MINUL.

d) Bureau des services centraux d'appui

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Recensement des dossiers de l'ONUCI qui doivent être archivés aux fins de leur transfert immédiat au Siège	Oui	Le Siège a reçu 1 975 pieds linéaires de dossiers papier et 1 téraoctet de dossiers électroniques qui avaient été identifiés pour transfert immédiat. En conséquence, le volume des archives numériques de la Section de l'administration et de la gestion des dossiers a augmenté de 25 % et celui de ses archives papier de 5,6 %.
Traitement de 1 000 demandes de communication de documents d'archives relatives au maintien de la paix émanant de l'Organisation et des États Membres	1 053	Demandes concernant des documents d'archives relatives au maintien de la paix émanant du Secrétariat, des États Membres et du public ont été traitées. Il s'agissait notamment de demandes de documents, de conseil émanant des missions ainsi que d'accès et de déclassification.
Mise en ligne de 100 000 pages d'archives des opérations de maintien de la paix sur le site Web public de l'ONU	Oui	Plus de 100 000 pages (1 717 documents, représentant 115 gigaoctets) d'archives de la FORPRONU ont été numérisées. Cela représente 4 % des dossiers sur le maintien de la paix qui doivent être numérisés (4 100 boîtes de documents, soit 2,5 millions de pages).

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Émission de 1 500 commandes, de 230 contrats-cadres, avenants compris, et de 350 contrats classiques, avenants compris, pour appuyer les opérations de maintien de la paix	1 762	Commandes ont été émises.
	191	Contrats-cadres ont été émis.
	444	Contrats classiques ont été émis.
Organisation de séminaires à l'intention des entreprises dans 25 lieux différents pour les pays en développement ou en transition et formation aux procédures d'agrément des fournisseurs dispensée à 10 agents de chambres de commerce	45	Séminaires ont été organisés à l'intention des entreprises, dont 29 dans des pays en développement ou en transition. 58 représentants de chambres de commerce ou d'organismes nationaux similaires ont reçu une formation aux procédures d'agrément des fournisseurs et de passation des marchés en général en vigueur à l'ONU.

Suite donnée dans un délai d'un mois aux demandes d'inscription au Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies présentées par les fournisseurs ayant participé à des séminaires organisés à leur intention	Oui 4 115 entreprises ont participé aux séminaires organisés à leur intention. Une suite a été donnée dans un délai d'un mois aux demandes présentées par tous les fournisseurs ayant participé aux séminaires.
Examen de 1 000 demandes d'accréditation au niveau 1 présentées par des fournisseurs, et de 200 au niveau 2	Oui 2 497 demandes d'accréditation au niveau 1 et 157 au niveau 2 ont été examinées.
Lancement de 73 nouveaux appels d'offres internationaux à l'appui des opérations de maintien de la paix, qui couvrent toute la gamme du matériel et du soutien génie, l'organisation en modules (qui permet d'optimiser les moyens dans le cadre de la stratégie globale d'appui aux missions), les véhicules, les véhicules blindés, les véhicules aéroportuaires spécialisés et le matériel de manutention (y compris les pièces de rechange et le service après-vente), le carburant (y compris par des contrats clefs en main), les rations, les fournitures générales, le matériel et les services médicaux et de sécurité, ainsi que l'informatique et les communications	75 Nouveaux appels d'offre internationaux ont été lancés concernant le matériel et le soutien de génie, les véhicules, le carburant (y compris par des contrats clefs en main), les rations, les fournitures générales, le matériel et les services médicaux et de sécurité, ainsi que l'informatique et les communications.
Lancement de 220 nouveaux appels d'offres internationaux à l'appui des opérations de maintien de la paix, qui couvrent les mouvements de passagers et de marchandises, les marchés d'affrètement aérien et maritime à long terme, les opérations de transit et les services de logistique et d'aviation	196 Nouveaux appels d'offre internationaux pour couvrir des besoins logistiques ont été lancés. Le nombre a été inférieur aux prévisions en raison de la diminution des besoins opérationnels exigeant des appels d'offres internationaux.
Organisation de 22 visites sur le terrain, conférences de soumissionnaires et négociations préalables à l'attribution de marchés pour les nouveaux appels d'offres, participation à 5 salons professionnels et sectoriels afin de maximiser la concurrence, et participation à la conférence sur la gestion des contrats portant sur les rations organisée par le Département de l'appui aux missions au Centre de services mondial	23 Visites sur le terrain, conférences de soumissionnaires et négociations ont eu lieu avant l'attribution de marchés pour les nouveaux appels d'offres. 9 Salons professionnels et sectoriels ont été organisés avec la participation du Bureau des services centraux d'appui.
Examen de 200 demandes de délégation de pouvoir pour les achats locaux et de 100 dossiers présentés aux comités locaux des marchés et au Comité des marchés du Siège en raison de montants supérieurs aux limites prévues par les délégations de pouvoir accordées aux missions	176 Demandes de délégation de pouvoir pour des achats locaux ont été examinées. 97 Dossiers présentés aux comités locaux des marchés et au Comité des marchés du Siège ont été examinés.

Organisation de 7 visites d'assistance en matière d'achats

6 Visites d'assistance en matière d'achats ont été effectuées (MINUSMA, MINUSS, MINUSCA, FISNUA, MINUAD et BANUS). Le nombre de visites a été inférieur aux prévisions en raison des besoins opérationnels et de changements dans l'ordre de priorité des activités prévues.

Examen technique et appui administratif pour 286 contrats-cadres complexes d'un montant élevé (30 contrats d'achat de véhicules, 80 contrats d'achat de carburant, de rations et de fournitures, 32 contrats de services de génie, 10 contrats d'opérations de fret, de logistique et de transport maritime à long terme, 100 contrats à long terme de transport aérien et d'aviation et 34 contrats dans les domaines de l'informatique et des communications) à l'appui des opérations de maintien de la paix

346 Contrats-cadres complexes d'un montant élevé ont été administrés, dont :

52 Contrats d'achat de véhicules

97 Contrats d'achat de carburant, de rations et de fournitures

58 Contrats de services de génie

98 Contrats d'opérations de fret, de transport aérien et d'aviation à long terme

41 Contrats dans les domaines de l'informatique et des communications

En outre, durant l'exercice 2016/17, le Bureau régional d'achat a géré 83 contrats.

Formation de 35 membres du personnel à la gestion de la chaîne d'approvisionnement et à la passation de marchés pour le carburant, les rations, les véhicules et l'affrètement aérien et maritime, et participation à d'autres stages de formation spécialisée

Oui 36 membres du personnel ont suivi des stages de formation spécialisée ou y ont participé.

Inscription de 30 fonctionnaires du Siège et des opérations locales à des cours dispensés en présentiel ou en ligne par des organismes externes et débouchant sur une certification professionnelle en matière de passation de marchés

Oui 25 fonctionnaires (15 des opérations locales et 10 du Siège) se sont récemment inscrits à des cours dispensés par l'Institut agréé des achats et des approvisionnements et débouchant sur une certification professionnelle en matière de passation de marchés. En outre, 6 fonctionnaires ont continué à suivre une formation et 4 d'entre eux (3 membres du personnel des missions et 1 du Siège) sont maintenant diplômés.

Formation de 100 membres du personnel du Siège et des missions à la passation de marchés lors de séminaires organisés par la Plateforme de formation en ligne aux achats

Oui Au total, 1 929 certificats ont été délivrés à 468 fonctionnaires inscrits dans 7 cours en ligne organisés par la Plateforme de formation en ligne aux achats.

Réalisation de 200 études de marché, assistance au Département de l'appui aux missions pour les négociations commerciales et examen des lettres d'attribution et des dossiers du Comité des marchés du Siège concernant le Département et portant sur le déploiement, la relève et le rapatriement de soldats et de matériel appartenant aux contingents, ainsi que sur la fourniture d'hélicoptères et d'avions

118 Demandes d'études de marché ont été traitées.

100 Lettres d'attribution et dossiers du Comité des marchés du Siège concernant le Département de l'appui aux missions et portant sur le déploiement, la relève et le rapatriement de soldats et de matériel appartenant aux contingents et sur la fourniture de moyens aériens militaires et de services maritimes aux

militaires et sur la prestation de services maritimes aux missions de maintien de la paix	missions de maintien de la paix ont été examinés.
Dépôt de 250 déclarations de sinistre pour des envois de marchandises entre missions et établissement de rapports mensuels à l'intention du Service des assurances et des décaissements, traitement de 6 déclarations de sinistre en concertation avec la Section des voyages et des transports et délivrance de 45 autorisations d'expédition et certificats de dédouanement pour l'envoi entre les missions et New York de matériel appartenant aux Nations Unies	277 Demandes d'assurance pour des envois de marchandises ont été traitées. 2 Déclarations de sinistre ont été traitées. 56 Autorisations d'expédition et certificats de dédouanement ont été délivrés.
Contrôle diligent des demandes de contrats à fournisseur unique pour les biens et services brevetés, notamment par la conduite d'études de marché liées aux besoins des missions dans le domaine de l'informatique et des communications	Oui Un contrôle diligent des demandes de contrat à fournisseur unique a été effectué.
Négociation de 45 accords visant à réduire les coûts des voyages aériens à destination des missions	41 Accords ont été négociés. Ce nombre a été inférieur aux prévisions car des négociations sont toujours en cours avec 4 compagnies aériennes.
Réponse à des demandes de conseils formulées par les missions de maintien de la paix quant à la mise en œuvre des politiques et procédures spécifiques relatives aux voyages aériens et aux expéditions, au moyen des médias suivants : forum en ligne de l'application Communautés de Unite, progiciel iNeed, téléphone et courriel	1 283 Demandes ont fait l'objet d'une réponse. Ce nombre a plus que quadruplé par rapport à l'exercice 2015/16 grâce à la participation d'un plus grand nombre de membres du personnel des missions à des visioconférences et à des forums en ligne animés par la Section des voyages et des transports.
Participation à des ateliers de formation organisés par le Département de l'appui aux missions aux fins d'assistance quant aux aspects techniques des opérations de voyage tels que l'application des politiques et procédures, le calcul des indemnités forfaitaires, l'élaboration de tarifs pour les itinéraires complexes et la gestion des flux de voyage dans Umoja	1 Atelier Le nombre d'ateliers inférieur aux prévisions s'explique par l'augmentation du nombre de sessions par visioconférence.
Préparation et animation de 12 sessions de téléconférence vidéo réunissant les groupes des voyages des missions et portant sur l'évolution en cours des secteurs du voyage et du transport, ainsi que sur les procédures Umoja liées aux voyages et les problèmes afférents	24 Sessions de téléconférence vidéo ont été organisées. Le nombre de sessions a été supérieur aux prévisions car les missions de maintien de la paix ont demandé davantage de conseils en ce qui concerne les nouvelles fonctionnalités du module voyages d'Umoja.
Vérification de 7 400 autorisations de voyage	4 270 Autorisations de voyage ont été vérifiées. Le nombre d'autorisations inférieur aux prévisions s'explique par la délégation aux missions de la gestion des voyages dans le cadre

		de la mise en service d'Umoja. En outre, étant donné que des accords de tarifs préférentiels ont été négociés à l'échelle mondiale avec des compagnies aériennes, lesquels peuvent être consultés par les services chargés des voyages dans les missions, il est désormais inutile de transmettre les demandes de voyage au Siège.
Délivrance de 5 300 documents de voyage des Nations Unies et visas	3 770	Documents de voyage et visas ont été délivrés. Le nombre a été plus faible que prévu en raison de la durée de validité de cinq ans du laissez-passer électronique et du nombre de voyages plus limité.
Calcul des montants forfaitaires à verser pour 350 demandes de voyage au titre du congé dans les foyers déposées par des fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions travaillant au Siège	434	Demandes d'allocation d'une somme forfaitaire au titre du congé dans les foyers ont été traitées. Le nombre supérieur aux prévisions s'explique par l'augmentation du nombre de membres du personnel du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions travaillant au Siège qui prennent un congé dans les foyers.
Accomplissement des formalités nécessaires pour 200 envois d'effets personnels (enregistrement)	6	Envois ont été traités. Le nombre d'envois a été plus faible que prévu en raison de la décentralisation des envois à destination des missions entrée en vigueur le 1 ^{er} mai 2015.
Tri et acheminement du courrier et de la valise diplomatique en provenance et à destination du Département des opérations de maintien de la paix, du Département de l'appui aux missions et de toutes les missions	553 976 21 052	Courriers (poste ou messagerie) ont été traités. Kilogrammes de courrier de la valise diplomatique ont été traités.
	317	Valises diplomatiques ont été contrôlées, inspectées et livrées.
Appui de l'utilisation par la MONUSCO et la FINUL des logiciels de gestion électronique des dossiers de la Division de l'informatique et des communications conformément aux règles de tenue des registres en vigueur dans l'Organisation	Oui	Une visite a été organisée à la MONUSCO en vue de lui apporter un appui à la gestion électronique des dossiers conformément aux règles de tenue des registres en vigueur dans l'Organisation. Afin de donner la priorité aux visites dans les missions en cours de liquidation et de réduction des effectifs, un appui à distance a été fourni à la FINUL.
Mise à la disposition du personnel du Siège (fonctionnaires et contractuels) dont les postes sont imputés au compte d'appui de bureaux et de services d'appui connexes répondant aux normes en vigueur	Oui	Des bureaux répondant aux normes en vigueur et des services d'appui connexes ont été fournis au personnel (fonctionnaires et contractuels) dont les postes sont imputés au compte d'appui.
Élaboration d'un plan-cadre de gestion des immobilisations mis à la disposition du	Oui	Le plan-cadre de gestion des immobilisations a été élaboré et mis en place dans l'ensemble de l'Organisation.

Département de l'appui aux missions et de toutes les missions

Lancement, à l'intention du Département et de toutes les missions, d'un module de formation à la gestion des immobilisations et d'un programme de certification des gestionnaires immobiliers et des administrateurs chargés de la gestion des immobilisations incorporelles

Oui Le module de formation aux procédures et le programme de certification des gestionnaires immobiliers a été lancé et est accessible dans Inspira à toutes les entités chargées du maintien de la paix.

e) Bureau de l'informatique et des communications

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Mise en service des systèmes électroniques de gestion des carburants et des rations dans 2 opérations de maintien de la paix supplémentaires et fourniture d'un appui connexe	3	Des systèmes de gestion des carburants ont été mis en service à la BSLB, à l'UNFICYP et à la MINURSO.
	4	Des systèmes de gestion des rations ont été mis en service à la MINUAD, à la FISNUA, à la MONUSCO et à la FINUL.
Fourniture d'un appui aux utilisateurs du système central de gestion des identités au Siège et sur le terrain	Oui	Un appui a été fourni aux utilisateurs du système.
Fourniture d'un appui aux utilisateurs, au Siège et sur le terrain, de la base de données des coordonnées des responsables	Oui	Un appui a été fourni aux utilisateurs de la base de données.
Deuxième grande mise à niveau du progiciel de gestion de la relation client pour le suivi du matériel appartenant aux contingents dans 4 opérations de maintien de la paix, y compris de la version mobile, qui a permis d'éliminer le papier lors des inspections sur le terrain	5	La mise à niveau a été effectuée au BANUS, à la MINUSMA, à la MONUSCO, à la FISNUA et à la MINUSTAH.
Prestation de services d'assistance et d'appui à la production pour Inspira dans toutes les missions, notamment amélioration des modules de gestion des aptitudes, de la performance et de la formation (Centre d'assistance Inspira)	Oui	Le Pôle d'assistance centralisée de Unite a fourni des services d'appui à Inspira au niveau mondial. L'équipe Inspira a effectué 5 mises à niveau comprenant 252 améliorations dans plusieurs domaines, y compris le recrutement, la vérification des références, la gestion de la performance et la phase Umoja-Intégration.

Prestation de services d'assistance et organisation de formations tout au long de l'année en réponse aux demandes faites par les services de gestion des ressources humaines des missions	Oui	Le Pôle d'assistance centralisée de Unite a fourni des services d'appui à Inspira au niveau mondial. L'équipe Inspira a continué de fournir des supports de formation à des clients du monde entier.
---	-----	--

E. Bureau des services de contrôle interne

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Rapports du BSCI expressément demandés par l'Assemblée générale	1	Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne : examen et évaluation des stocks pour déploiement stratégique (A/71/798)
Présentation d'un rapport annuel à l'Assemblée générale sur les résultats des contrôles effectués dans les opérations de maintien de la paix	1	Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur ses activités concernant les opérations de maintien de la paix pendant la période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2016 [A/71/337 (Part II)]

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
10 rapports d'audit établis par des auditeurs au Siège	16	Rapports d'audit ont été établis. D'autres rapports ont été établis concernant l'informatique et les communications, les fonds d'affectation spéciale et la gestion des transports aériens.
75 rapports d'audit établis par des auditeurs dans des missions de maintien de la paix	65	Rapports d'audit ont été établis. Le nombre de rapports a été inférieur aux prévisions en raison de l'évacuation du personnel de la MINUSS après la crise de juillet 2016 à Djouba, de postes vacants à Entebbe et de la réaffectation de ressources allouées à l'examen et à l'évaluation des stocks pour déploiement stratégique.
1 réunion des auditeurs résidents en chef pour la planification annuelle des travaux et 1 réunion des auditeurs résidents à des fins de perfectionnement	1	Réunion des auditeurs résidents en chef pour la planification annuelle des travaux
	1	Réunion des auditeurs résidents à des fins de perfectionnement

2 rapports d'évaluation portant sur les questions ou priorités stratégiques transversales

1 rapport d'évaluation portant sur un aspect particulier des activités au niveau des sous-programmes

350 études et analyses d'informations faisant état de fautes éventuelles, pour décision quant à l'instance à saisir et aux investigations à effectuer

9 notes consultatives relatives au contrôle des opérations de maintien de la paix publiées

11 enquêtes en souffrance closes

1 programme de formation aux pratiques d'enquête

1 examen interne annuel des politiques et lignes directrices sur les enquêtes ou promulgation de nouvelles politiques et lignes directrices concernant les techniques d'enquête

3 Rapports d'évaluation ont été établis sur des questions transversales, à savoir : a) la planification du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions pendant la constitution des forces et la collaboration en la matière avec le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents ; b) l'intégration entre les opérations de maintien de la paix et les équipes de pays des Nations Unies en Côte d'Ivoire, en Haïti et en République démocratique du Congo ; c) les résultats du renforcement des capacités de la police nationale en Côte d'Ivoire, en Haïti et en République du Congo par la police des Nations Unies à l'ONUCI, à la MONUSCO et à la MINUSTAH.

1 Rapport sur l'examen et l'évaluation des stocks pour déploiement stratégique

353 Études et analyses d'informations

3 Notes consultatives ont été publiées
Le nombre de notes inférieur aux prévisions s'explique par le nombre moins élevé que prévu de nouveaux types de cas nécessitant la publication de notes consultatives spéciales.

4 Enquêtes en souffrance ont été closes. Le nombre d'affaires en souffrance est passé de 4 (au 1^{er} juillet 2016) à 22 (au 30 juin 2017), ce qui représente une augmentation de 18 dossiers.
Le nombre d'enquêtes closes a été moins élevé que prévu du fait de postes vacants à la Division et de l'attention accrue accordée aux affaires d'exploitation et d'atteintes sexuelles.

1 Programme de formation aux pratiques d'enquête sur les entrevues judiciaires avec des enfants a été présenté.

1 L'examen de la politique et des procédures internes de la Division des investigations est actuellement en cours afin d'en améliorer l'efficacité opérationnelle. Les politiques, les procédures et le répertoire de la Division ont été mis à jour en vue de : a) tenir compte des modifications du cadre juridique sur la protection contre les représailles des personnes qui signalent des manquements et qui collaborent à des audits ou à des enquêtes

dûment autorisés, conformément à la circulaire du Secrétaire général parue sous la cote [ST/SGB/2017/2](#) ; b) favoriser une stratégie davantage centrée sur les victimes lors des enquêtes sur les affaires d'exploitation et d'atteintes sexuelles.

F. Cabinet du Secrétaire général

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Conseils pour la rédaction d'environ 125 rapports du Secrétaire général sur le maintien de la paix destinés au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale	160	Rapports présentés à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité Le nombre de rapports a été supérieur aux prévisions du fait de la détérioration de la situation dans plusieurs opérations de maintien de la paix ainsi que de la plus grande attention accordée à des questions thématiques, telles que la consolidation de la paix, le terrorisme, le principe de responsabilité, la responsabilité de protéger et les violences sexuelles liées aux conflits. Les examens et les reconfigurations des missions ainsi que les périodes de transition ont également entraîné une augmentation de la charge de travail.
Conseils pour la rédaction d'environ 1 600 éléments de discussion, y compris la préparation de 12 exposés que le Secrétaire général doit présenter au Conseil de sécurité	Oui	Il s'agissait notamment d'éléments de discussion pour les voyages effectués par le Secrétaire général et sa délégation ainsi que pour ceux de la Vice-Secrétaire générale et sa participation aux opérations de maintien de la paix. Les éléments de discussion étaient également destinés aux réunions hebdomadaires du Comité exécutif et du Comité des adjoints.
Conseils pour la rédaction de 200 lettres du Secrétaire général adressées au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux, aux pays qui fournissent des contingents et à d'autres interlocuteurs sur des questions relatives au maintien de la paix	218	Le nombre de lettres a été supérieur aux prévisions du fait de la détérioration de la situation dans plusieurs opérations de maintien de la paix ainsi que de la plus grande attention accordée à certaines questions thématiques, telles que la consolidation de la paix, le terrorisme et le principe de responsabilité. L'échange de lettres avec des interlocuteurs clefs sur des questions de maintien de la paix s'est également intensifié. Les examens et les reconfigurations des missions ainsi que les

périodes de transition ont aussi entraîné une augmentation de la charge de travail.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Observations et conseils adressés dans un délai de 5 jours aux missions, au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions concernant les rapports sur les missions de maintien de la paix établis par le Secrétaire général	Oui	Des conseils ont généralement été adressés dans un délai de 5 jours ouvrables, sauf si la complexité ou le caractère délicat du sujet exigeait un examen plus long.
Communication, dans un délai de 5 jours, de conseils aux fins de l'établissement et de la révision ultérieure des rapports sur les questions de maintien de la paix à présenter au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et à d'autres organes intergouvernementaux	Oui	Des conseils ont généralement été adressés dans un délai de 5 jours ouvrables, sauf dans de rares cas où la complexité ou le caractère délicat du sujet exigeait un examen plus long.

G. Administration de la justice

a) Bureau de l'aide juridique au personnel

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Présentation de statistiques et d'autres informations actualisées relatives à l'administration de la justice dans les missions de maintien de la paix dans trois rapports annuels : le rapport du Secrétaire général sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies, le rapport du Conseil de justice interne sur l'administration de la justice et le rapport d'activité du Bureau de l'administration de la justice	Oui	Le produit a été entièrement exécuté.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Des conseils sommaires sont prodigués dans 100 % des cas reçus et une représentation a été accordée dans 100 % des cas concernant des membres du personnel des opérations de maintien de la paix considérés comme ayant des chances raisonnables d'aboutir	Oui	Le produit a été entièrement exécuté grâce à l'aide de titulaires de postes inscrits au budget ordinaire auxquels il a été fait appel en raison de la très forte demande. Le Bureau a prodigué des conseils juridiques sommaires à 432 membres du personnel de maintien de la paix et ouvert 150 affaires à des fins de représentation.
Dans 100 % des cas ayant peu de chance d'aboutir, des conseils juridiques sont prodigués afin de dissuader les plaignants d'utiliser à tort ou de surutiliser le système judiciaire	Oui	Le produit a été entièrement exécuté.
Des activités de sensibilisation visant à améliorer l'utilisation des mécanismes de règlement des différends, par exemple, la diffusion de documentation sur papier ou au format électronique, sont organisées.	Non	Les activités n'ont pu être organisées, les ressources ayant été réaffectées en raison du nombre élevé de dossiers reçus.

b) Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies**Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix**

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Prestation de services dans le cadre d'au moins 600 affaires de médiation, en faisant notamment appel à des ombudsmans et à des médiateurs intervenant sur demande	1 283	Affaires de médiation, soit le nombre le plus élevé en 5 ans Le nombre d'affaires est supérieur aux prévisions du fait de la poursuite de la campagne de sensibilisation et d'une meilleure connaissance de la procédure non formelle de la part des membres du personnel et des responsables.
Analyse et suivi transversaux de 600 affaires, le but étant de déceler les facteurs de conflit et les problèmes structurels ayant contribué au différend et d'assurer un retour régulier d'informations qui permettra d'améliorer le fonctionnement de l'Organisation	1 283	Affaires Le nombre d'affaires a été plus élevé que prévu car les membres du personnel et les responsables ont de plus en plus recours à la procédure non formelle.
Présentation à l'Assemblée générale d'un rapport annuel portant entre autres sur les problèmes d'ordre structurel	1	Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau (A/72/138)

11 visites régulières et ad hoc dans des missions de maintien de la paix pour assurer des services de règlement informel des conflits sur place et renforcer les capacités de règlement des conflits du personnel grâce à l'organisation d'activités d'information et de sensibilisation

8 visites effectuées par l'ombudsman en poste à Goma (MONUSCO) pour fournir des services dans la zone de la mission

8 visites effectuées par l'ombudsman régional en poste à Entebbe pour fournir des services dans la zone des missions (MINUSS, MINUAD et FISNUA)

Actions de sensibilisation et de renforcement des capacités visant à améliorer les compétences en matière de règlement des différends, grâce notamment à des visioconférences ; au logiciel WebEx ; à des mises à jour bimensuelles du site Web du Bureau ; à la production et à la distribution de documents au format électronique et sur papier (2 000 brochures, 300 dépliants et 200 affiches) ; et à l'organisation de 40 présentations et ateliers à l'intention du personnel et de la direction

14 Visites ont été organisées, dont 11 visites ordinaires et 3 visites ad hoc, dans des missions de maintien de la paix (MINUSMA, MINUSCA, FINUL, ONUCI, MINUSTAH, MINUK et MINUL) sur plus de 14 sites.

8 Visites ont été effectuées dans la zone de la mission, notamment sur les sites suivants : Kinshasa, Kananga, Lubumbashi, Bunia, Dungu, Kalemie et Beni.

10 Visites ont été effectuées sur des sites de la MINUSS, de la MINUAD et de la FISNUA, notamment sur les sites suivants : Wau, Aweil, Karjok, Djouba, Malakal, Rumbek, Bentiu, Abyei, El-Fasher, Geneina et Zalingei.

171 Activités de sensibilisation ont été organisées, notamment des réunions, des stages de formation, des ateliers et des séances d'information à l'intention de 4 000 membres du personnel et hauts fonctionnaires, ainsi que des consultations avec des groupes partenaires internes et externes.

Des documents d'information au format électronique et sur papier, portant notamment sur le quinzième anniversaire du Bureau, ont été produits et distribués.

H. Bureau de la déontologie

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Réponse apportée à 100 demandes formulées par des missions	129	Demandes relatives à la déontologie ont reçu une réponse Bureau.
Traitement de quelque 1 650 déclarations de situation financière ou d'intérêts présentées par le personnel exerçant des fonctions liées au maintien de la paix	1 564	Déclarations de situation financière ou d'intérêts ont été reçues et traitées.
4 visites officielles dans des missions de maintien de la paix (MINUAD, MINUSCA, FNUOD et BSLB)	Oui	Des visites ont été conduites dans 7 sites d'implantation de missions de maintien de la paix (BSLB, FNUOD, UNMOGIP, MINUAD, MINUSCA, UNFICYP et Centre de services régional d'Entebbe).

Mise en place du projet de dialogue en cascade annuel dans les missions	Oui	Le dialogue en cascade a été lancé le 13 septembre 2016 et le guide correspondant a été élaboré.
Conception et réalisation d'une étude de l'impact des services fournis par le Bureau de la déontologie à l'appui des missions de maintien de la paix	Oui	L'étude de l'impact des services fournis par le Bureau de la déontologie à l'appui des missions de maintien de la paix a été menée.

I. Bureau des affaires juridiques

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Prestation, en fonction des besoins et en continu, d'une aide de conseillers juridiques sous forme d'avis, de conseils, de défense, de communications et d'assistance juridiques, à toutes les missions de maintien de la paix et au Siège, concernant :	Oui	Voir ci-dessous les observations concernant les divers produits
Le cadre réglementaire des missions de maintien de la paix, y compris leurs mandats, leur gouvernance et les règles et règlements de l'Organisation (70 produits)	173	Mémoires, pièces de correspondance, autres communications écrites ou verbales et textes et projets de texte juridiques y afférents ont été établis concernant le cadre réglementaire des opérations de maintien de la paix. Le nombre de produits a été supérieur aux prévisions, la demande de conseils ayant été plus forte que prévue
Les accords institutionnels et opérationnels, y compris la négociation, l'interprétation et l'application des décisions finales prises avec les gouvernements et les organisations internationales à propos de ces accords (325 produits)	339	Décisions, mémoires, pièces de correspondance, autres communications écrites ou verbales et textes juridiques y afférents ont été établis concernant les accords institutionnels et opérationnels ayant trait aux opérations de maintien de la paix.
Les conseils et négociations liés à des arrangements logistiques et à d'autres dispositifs d'appui adoptés avec des gouvernements, d'autres organisations internationales et des entités des Nations Unies (40 produits)	51	Conventions, mémoires, pièces de correspondance, autres communications écrites ou verbales et textes et projets de textes juridiques y afférents ont été établis concernant les arrangements logistiques et autres dispositifs d'appui adoptés avec des gouvernements, d'autres organisations internationales et des entités des Nations Unies.
La coopération avec les tribunaux pénaux internationaux ad hoc et autres juridictions à caractère international, à propos de leurs activités découlant des opérations de maintien de la paix ou s'y rapportant, ainsi que la fourniture d'un appui pour la constitution de commissions de la vérité et	103	Mémoires, pièces de correspondance et autres communications écrites ou verbales ont été échangés avec les tribunaux pénaux internationaux, à propos de leurs activités et de la fourniture d'un appui à la constitution de commissions de la vérité et d'autres

d'autres commissions d'enquête dans le cadre des opérations de maintien de la paix (95 produits)

Les enquêtes sur des allégations de violations généralisées et systématiques du droit humanitaire et du droit des droits de l'homme (25 cas)

Les aspects commerciaux, notamment les contrats et les grands marchés de fournitures, de services logistiques, d'assurance, de déminage et d'opérations similaires, la liquidation des biens et les opérations d'affrètement pour les transports aériens et maritimes (595 produits)

Les avis portant sur des réclamations nées de litiges en matière contractuelle ou immobilière et sur des demandes d'indemnisation en cas de dommage matériel, de dommage corporel ou de décès, y compris les demandes découlant d'accidents d'avion ou d'attaques menées contre les locaux ou le personnel de l'Organisation (75 produits)

Les questions financières, y compris l'élaboration et l'interprétation des règlements financiers et des règles de gestion financière, les opérations de trésorerie et les arrangements de garde et de services bancaires complexes touchant les opérations de maintien de la paix (15 produits)

Les arbitrages ou affaires contentieuses, ou les services consultatifs connexes, y compris la représentation des intérêts de l'Organisation devant des instances arbitrales, judiciaires, quasi judiciaires ou administratives (2 produits)

commissions d'enquête dans le cadre des opérations de maintien de la paix.

29 Mémoires et autres communications écrites ou verbales ont été établis concernant des enquêtes sur des allégations de ce type de violations.

737 Projets de contrats, mémoires, avis en matière de négociations et autres communications avec les bureaux de l'Organisation et ses fournisseurs ont porté sur les aspects commerciaux des opérations de maintien de la paix.

Le nombre de produits a été supérieur aux prévisions en raison d'une forte demande de services juridiques en rapport avec tous les aspects commerciaux des opérations de maintien de la paix.

143 Réclamations présentées par des opérations de maintien de la paix ont donné lieu à des analyses juridiques, des avis et des négociations en vue d'un règlement amiable.

L'augmentation de la demande s'explique par la forte hausse du nombre de réclamations ayant trait aux services élémentaires d'appui aux missions ou présentées par des fournisseurs de services de transport du matériel appartenant aux contingents concernant des cas de force majeure et à propos desquelles le Bureau des affaires juridiques révisé les modalités et les pratiques liées aux contrats pour ces types de services, en collaboration avec le Département de l'appui aux missions, le Bureau des services centraux d'appui et la Division des achats.

67 Mémoires, documents connexes et avis ont été établis sur les questions financières.

Le nombre de produits supérieur aux prévisions s'explique par la multiplication des questions intéressant les modalités de contribution des donateurs et la conclusion d'arrangements en ce qui concerne les services bancaires applicables aux missions.

7 Cas de représentation et d'assistance juridiques lors de procédures arbitrales, judiciaires ou administratives découlant des opérations de maintien de la paix de l'Organisation ou s'y rapportant ont été recensés.

Le nombre de produits supérieur aux prévisions s'explique par le fait qu'un fournisseur a entamé

La défense des privilèges et immunités de l'Organisation et de ses opérations de maintien de la paix devant des instances judiciaires, quasi-judiciaires ou administratives (65 produits)

Les avis ayant trait à la responsabilité, à la déontologie et à la discipline du personnel de l'ONU et du personnel associé, y compris en ce qui concerne l'exploitation et les atteintes sexuelles, ainsi que l'appui et les conseils y relatifs fournis aux équipes de déontologie et de discipline, les enquêtes internes et externes, et la coopération de l'Organisation, dans le cadre de ses privilèges et immunités, avec les autorités des États Membres (46 produits)

Les avis sur des questions liées au personnel (interprétation et application du Statut et Règlement du personnel, questions intéressant les droits et obligations des fonctionnaires, prestations et indemnités) (175 produits)

La représentation du Secrétaire général devant le Tribunal d'appel des Nations Unies (20 produits)

Les avis concernant les questions et affaires qui relèvent du système d'administration de la justice (240 produits)

5 procédures arbitrales distinctes pendant la période à l'examen.

157 Cas de défense des privilèges et immunités de l'Organisation et de ses opérations de maintien de la paix, y compris les pièces de correspondance juridiques et la représentation s'y rapportant, ont été recensés.

Le nombre de produits a été supérieur aux prévisions en raison de la demande accrue de services juridiques s'agissant du maintien ou, le cas échéant, de la levée des privilèges et immunités de l'ONU dans le cadre de demandes visant à soumettre des fonctionnaires et des documents de l'Organisation à des procédures judiciaires, quasi judiciaires et administratives relatives à des allégations d'exploitation et d'atteintes sexuelles.

93 Mémoires et autres pièces de correspondance ont été consacrés aux questions de responsabilité.

Le nombre de produits a été supérieur aux prévisions en raison d'une forte demande de services juridiques concernant diverses questions liées à la responsabilité, aux enquêtes et aux mesures prises par l'Organisation pour lutter contre les actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles dans les missions de maintien de la paix.

184 Mémoires, documents y relatifs et avis ont été consacrés à des questions intéressant le personnel.

66 Cas ont nécessité de représenter le Secrétaire général devant le Tribunal d'appel des Nations Unies.

Le nombre de produits a été supérieur aux prévisions en raison des nombreuses actions introduites par des membres du personnel de la MONUSCO à cause de la réduction des effectifs et des suppressions de postes.

304 Avis ont été donnés concernant des questions et des affaires qui relèvent du système d'administration de la justice.

Le nombre de produits a été supérieur aux prévisions en raison de l'augmentation de la demande d'avis liés à la réduction des effectifs ou à la fermeture de plusieurs missions.

Les volets juridiques des questions de sécurité, y compris l'application du Security Handbook (manuel des politiques de sécurité) (50 produits)	62	Mémoires, documents y relatifs et avis ont été rédigés.
La participation aux travaux de comités permanents et autres comités, à des séances de formation et aux débats d'autres instances institutionnelles concernant les opérations de maintien de la paix, ainsi qu'à l'élaboration et à l'examen de politiques, de rapports, d'accords-cadres, de principes directeurs et de procédures opérationnelles (120 produits)	157	Cas de participation aux travaux de comités permanents concernant le maintien de la paix, y compris le Comité des marchés du Siège, le Comité central de contrôle du matériel et le Comité consultatif pour les demandes d'indemnisation, de fourniture de conseils juridiques connexes aux commissions d'enquête et d'examen des politiques, des rapports et des procédures ont été recensés.
Les avis en ce qui concerne les aspects juridiques des technologies innovantes utilisées dans les activités des opérations de maintien de la paix, notamment celles applicables à la perception de la situation et à la surveillance (20 produits)	27	Mémoires, documents y relatifs et avis ont été rédigés.
Les conseils concernant la création de groupes d'experts chargés d'examiner les questions liées aux opérations de maintien de la paix, la fourniture d'une assistance technique et juridique à ces groupes et le suivi de leurs résultats (50 produits)	47	Mémoires, documents y relatifs et avis ont été rédigés.

J. Département de l'information

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Production chaque mois de 25 reportages de bonne qualité sur des questions intéressant le maintien de la paix et diffusion de ces sujets par UNifeed grâce à son site Web et au fil vidéo mondial de l'agence Associated Press Television News	25	Reportages de bonne qualité ont été produits en moyenne chaque mois sur des questions intéressant le maintien de la paix et diffusés par UNifeed au moyen de son site Web et du fil vidéo mondial de l'agence Associated Press Television News, qui couvre un réseau de plus de 1 000 antennes de transmission (plus de 560 diffuseurs) dans le monde, et par l'intermédiaire de l'agence Reuters et la chaîne Eurovision.
Téléchargement et hébergement sur la télévision en ligne des Nations Unies et sur la chaîne YouTube de l'ONU de 8 vidéos par mois sur des questions intéressant le maintien de la paix	8	Vidéos relatives au maintien de la paix ont été téléchargées en moyenne chaque mois et hébergées sur la télévision en ligne des Nations Unies (webtv.un.org) ou sur la chaîne YouTube de l'ONU.
Production de 5 reportages par an sur des questions intéressant le maintien de la paix pour la série	5	Reportages sur la paix et la sécurité ont été produits pour la série <i>L'ONU en action</i> et distribués à des diffuseurs mondiaux.

L'ONU en action et distribution à des diffuseurs du monde entier

Production de 2 articles de fond sur des questions intéressant le maintien de la paix pour le magazine mensuel du Département

Production de vidéos destinées non pas à la presse audiovisuelle mais, par exemple, au Conseil de sécurité ou à des pays susceptibles de fournir des contingents, selon que de besoin

Fourniture de conseils et d'un appui stratégiques à 15 opérations de maintien de la paix en collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix

Visites dans 3 opérations de maintien de la paix (MINUSCA, MINUSMA et MINUSS) pour fournir sur place des conseils et un appui en matière de communications

Mise au point et organisation, en coopération avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, d'un séminaire de formation spécialisée d'une semaine pour 30 agents chargés, dans les missions et au Siège, de l'information concernant le maintien de la paix

Hébergement, gestion et actualisation d'environ 300 pages Web sur le site des opérations de maintien de la paix en langue anglaise, en collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix

Coordination de la tenue à jour du site Web consacré au maintien de la paix dans les 5 autres langues officielles de l'Organisation

Prise en charge, pour le compte des missions et avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, de la coordination du système de gestion des contenus mis en place au Centre de services mondial de l'ONU, pour garantir la cohérence de la présentation et du contenu des sites Web des missions et limiter autant que possible les coûts d'administration incombant à ces dernières

2 Articles de fond ont été rédigés pour le magazine mensuel d'actualités.

1 Vidéo a été produite aux fins d'illustrer des exposés et des présentations sur le maintien de la paix.

Oui Toutes les opérations de maintien de la paix et le BANUS ont reçu des orientations et une assistance.

5 Visites ont été conduites pour appuyer les services d'information de la MINUSTAH (2 visites), de la MINUSS, de la FINUL et de la MINUK.

Oui Un séminaire a été organisé à l'intention des responsables de l'information afin de leur donner des orientations et des informations sur les questions stratégiques de communication, notamment en ce qui concerne les missions en transition, la collaboration avec les officiers de relations publiques du personnel militaire et policier ainsi que les stratégies de communication sur l'exploitation et les atteintes sexuelles. Les participants ont également pris part à un exercice de simulation de deux jours sur les méthodes de communication dans différentes situations de crise.

Oui Le Département de l'information a géré et actualisé environ 300 pages Web en langue anglaise, en collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix.

Oui Le Département a coordonné la mise à jour quotidienne du site Web consacré au maintien de la paix dans les 6 langues officielles de l'Organisation.

Oui Le Département a coordonné, en collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, les sites Web des missions de maintien de la paix en procédant à des évaluations et en fournissant des orientations et un appui.

Organisation d'une campagne d'information sur les activités des missions auprès de 40 pays fournissant des contingents ou du personnel de police grâce à des communiqués de presse, photos et articles adressés aux principaux médias, aux pouvoirs publics et aux représentations permanentes des pays concernés, et par l'intermédiaire du réseau des centres et services d'information des Nations Unies pour ce qui est des questions touchant la participation de tel ou tel pays à une opération de maintien de la paix

Oui Le Département a organisé une campagne d'information spéciale sur les activités des missions auprès de 44 pays fournissant des contingents ou du personnel de police, adressant des communiqués de presse, photos et articles aux principaux médias, aux pouvoirs publics et aux représentations permanentes des pays concernés, et s'appuyant sur le réseau des centres et services d'information des Nations Unies pour ce qui est des questions touchant la participation de tel ou tel pays à une opération de maintien de la paix.

K. Département de la sûreté et de la sécurité

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
<p>Organisation de 21 visites dans 15 missions, ainsi qu'au Centre de services mondial et au Centre de services régional, afin d'examiner les dispositions prises en matière de gestion de la sécurité, d'évaluer l'état de préparation aux crises et de formuler des recommandations y relatives ; organisation, en marge de ces visites, de réunions d'information à l'intention des équipes de coordination du dispositif de sécurité présentes sur place, portant sur la gestion du dispositif de sécurité, les principes régissant le système de gestion de la sécurité et les nouveaux problèmes ou risques liés à la sécurité</p>	21	<p>Visites ont été effectuées dans 11 missions, ainsi qu'à la Base de soutien logistique de Brindisi, à la Base d'appui de Valence et au Centre de services régional.</p> <p>Le nombre de visites a été plus faible que prévu en raison de la non-délivrance des visas requis pour les visites auprès de la MINUAD et de la FISNUA et de la réaffectation des ressources aux missions nécessitant un niveau de sécurité plus élevé.</p>
<p>Examen continu du dispositif de gestion des risques de sécurité dans 15 missions, ainsi qu'au Centre de services mondial et au Centre de services régional ; prestation de conseils et d'orientations à destination des hauts responsables des missions sur les mesures de gestion des risques de sécurité facilitant l'exécution des mandats</p>	Oui	<p>Le Département a examiné 93 procédures de gestion des risques de sécurité, 93 classements en zones à risques, 11 plans de sécurité, 7 normes minimales de sécurité opérationnelle, 9 normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile, ainsi que les budgets de sécurité de toutes les opérations de maintien de la paix.</p>
<p>Formation à la gestion de la sécurité : tenue d'un stage expressément conçu à l'intention des nouveaux chefs de mission ; formation ciblée aux questions de sécurité, dispensée lors de visites sur le terrain, fondée sur l'analyse des lacunes ; organisation d'un atelier annuel à l'intention de 20 responsables de la sécurité dans les missions, ainsi qu'au Centre de services mondial et au Centre de services régional</p>	7 1	<p>Sessions de formation des agents habilités ont été organisées pour les nouveaux chefs de mission.</p> <p>Atelier annuel a été organisé à l'intention de 26 responsables de la sécurité.</p>

Remise de 312 rapports quotidiens sur la sécurité établis par le Département aux interlocuteurs compétents du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, et élaboration de rapports périodiques sur les principales atteintes à la sécurité enregistrées dans l'ensemble des missions de maintien de la paix, ainsi qu'au Centre de services mondial et au Centre de services régional

Réalisation de 5 évaluations stratégiques des risques ou rapports sur la question faisant suite à des visites aux fins de liaison auprès de 5 opérations de maintien de la paix

Coordination, contrôle et intensification de l'application d'instructions permanentes d'ordre technique concernant la collecte, la compilation et l'analyse de renseignements sur la sécurité à l'appui des missions

Examen et mise à jour de 7 modules de formation et de 28 stages portant sur l'analyse des informations concernant les menaces pesant sur la sécurité et sur la définition de pratiques exemplaires pour toutes les missions

Organisation de 2 stages de formation aux principes et techniques d'analyse des informations sur la sécurité, à l'intention de 40 spécialistes, dans le but d'améliorer l'analyse, les méthodes d'appréciation de la situation et la communication de l'information concernant les missions de maintien de la paix

Formation du personnel, des agents de la sécurité, des gardes et des formateurs aux politiques et procédures relatives à la sûreté et à la sécurité, notamment dans les domaines suivants : emploi de la force, recours à des mesures tactiques létales ou à létalité réduite, comportement à adopter en cas d'attaque par un tireur fou, conduite défensive et manœuvres d'évitement, sécurité incendie, usage de matériel de protection contre les matières dangereuses, mesures de prévention et procédures d'évacuation, secourisme, réanimation cardio-pulmonaire et utilisation d'un défibrillateur

312 Rapports quotidiens sur la sécurité et rapports périodiques sur les principales atteintes à la sécurité ont été remis aux interlocuteurs compétents du système de gestion de la sécurité.

5 Visites de liaison et d'information stratégiques concernant les menaces contre la sécurité ont été effectuées.

Oui Les résultats des 5 visites de liaison et d'information stratégiques concernant les menaces contre la sécurité et les recommandations formulées ont été transmis aux coordonnateurs pour les questions de sécurité du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions.

7 Modules de formation dont le contenu a été examiné et actualisé.

28 Stages dont le contenu a été examiné et actualisé
Les pratiques exemplaires et enseignements les plus récents ont été pris en compte dans le contenu des modules de formation et des stages. En outre, le contenu des modules et des stages, ainsi que le cahier d'exercices et le manuel portant sur les analyses de sécurité ont été mis à jour pour tenir compte des changements intervenus dans la politique du Département.

2 Stages de formation sur les principes et techniques de l'analyse des informations sur la sécurité ont été assurés.

44 Analystes des informations sur la sécurité ont été formés.

7 Opérations de maintien de la paix ont été concernées.

161 Agents ont été formés.

Le nombre est inférieur aux prévisions du fait de l'annulation de deux formations à l'intention des agents de la MINUSS et de la MINUL en raison de la non-délivrance des visas nécessaires et de l'annulation de l'autorisation d'utiliser le site choisi pour la formation à la conduite tactique.

automatisé externe, utilisation de trousse médicales d'urgence et formation des superviseurs à l'encadrement (5 missions de maintien de la paix et environ 150 fonctionnaires), formation de base à la sécurité, y compris la sécurité physique, sécurisation des accès, procédures de filtrage et techniques de contre-surveillance (3 missions de maintien de la paix et environ 150 fonctionnaires)

Évaluation, certification et renouvellement de la certification des formateurs spécialisés dans le maniement des armes à feu et des formateurs d'instructeurs dans les missions en ce qui concerne l'emploi de tactiques létales ou à létalité réduite

Établissement de 5 rapports d'évaluation des dispositifs, des installations et du matériel de formation à la sécurité dans 5 missions de maintien de la paix, et prestation d'une aide dans ce domaine

Prestation de services d'évaluation des besoins et tenue d'ateliers sur la gestion du stress à l'intention du personnel de 8 missions de maintien de la paix, et déploiement de spécialistes du soutien antistress dans 4 missions de maintien de la paix

Formation et certification de 10 conseillers en poste dans des opérations de maintien de la paix dans le domaine des techniques de prévention et de gestion du stress traumatique ; organisation de 3 ateliers d'entraide à l'intention de 30 fonctionnaires de 3 missions de maintien de la paix

Établissement de directives d'ordre technique à l'intention de 10 conseillers principaux en poste dans des missions de maintien de la paix, prestation d'un appui technique à des responsables du Siège et

- Oui Le Département a évalué et certifié 11 formateurs et instructeurs spécialisés dans le maniement des armes à feu en ce qui concerne l'emploi de tactiques létales et 11 formateurs en ce qui concerne l'emploi de tactiques à létalité réduite.
- 4 Rapports d'évaluation concernant 4 opérations de maintien de la paix ont été établis.
- Le produit est inférieur aux prévisions car l'évaluation concernant la FNUOD a été reportée du fait d'exigences opérationnelles.
- 6 Missions d'évaluation des besoins et d'appui opérationnel ont été menées dans 6 opérations de maintien de la paix.
- Le nombre est inférieur aux prévisions, les missions auprès de la MINUL et de la FINUL ayant dû être annulées du fait de la réduction des effectifs de la première et des besoins opérationnels de la seconde.
- 4 Missions d'urgence ont été menées en période de crise
- 12 Conseillers ont été formés et certifiés.
- 4 Ateliers d'entraide ont été organisés dans 4 missions de maintien de la paix et 80 fonctionnaires ont reçu une formation en la matière.
- Le nombre d'ateliers organisés a été plus élevé que prévu en raison d'une demande supplémentaire émanant de la FINUL de tenir un atelier d'entraide afin d'améliorer l'accès de son personnel au soutien psychosocial. Le nombre de membres du personnel formés a été supérieur aux prévisions car de nombreux agents de la MINUSCA ont dû recevoir une formation afin d'appuyer et de renforcer le réseau d'entraide.
- 10 Conseillers en poste dans 10 missions de maintien de la paix ont reçu chaque semaine des conseils, un accompagnement et un encadrement d'ordre technique.

collaboration et coordination avec ces derniers concernant les aspects psychosociaux des crises, prestation de services de soutien et de suivi psychologiques à tous les personnels en ayant besoin et formulation de recommandations en vue de leur prise en charge psychologique

Des responsables du Siège ont reçu des conseils et un appui technique en ce qui concerne le bien-être psychosocial du personnel pendant et après la crise au Soudan du Sud. En outre, durant la réduction des effectifs de la MINUSTAH et de l'ONUCI, les hauts fonctionnaires des deux Missions ont reçu un appui et des conseils d'experts et de consultants.

Examen et mise à jour de l'étude de validation des emplois repères du groupe d'emploi Sûreté et sécurité en vue d'aider à réorganiser la section de la sécurité de chaque mission de maintien de la paix

Oui L'étude de validation des emplois repères du réseau d'emplois Sûreté et sécurité a été examinée et mise à jour.

Restructuration de la section de la sécurité de chaque mission de maintien de la paix, par application des directives harmonisées mises au point dans le cadre du Projet d'intégration de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

Oui Par son mémorandum du 28 décembre 2016, le Secrétaire général a fait du Département de la sûreté et de la sécurité l'entité responsable du personnel de sécurité et des moyens de sécurité des opérations de maintien de la paix. Conformément au mémorandum, le Département établira des normes et des valeurs de référence minimales au sein des opérations de maintien de la paix en ce qui concerne le personnel de sécurité et la structure des équipes. La structure de l'appui administratif aux missions, y compris depuis le Siège, demeure inchangée.

Élaboration d'éléments de texte aux fins de l'établissement du rapport annuel du Secrétaire général sur la sûreté et la sécurité, concernant l'état d'avancement du Projet d'intégration de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

Oui Le Secrétaire général a fait le point sur l'état d'avancement du Projet d'intégration de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies dans son rapport annuel de 2016 sur la sûreté et la sécurité du personnel humanitaire et protection du personnel des Nations Unies (A/71/395).

Organisation de 4 réunions d'information à l'intention des États Membres en vue de présenter les progrès réalisés dans l'exécution du Projet d'intégration de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

Oui Des séances d'information régulières sur le sujet ont été tenues à l'occasion des réunions bilatérales entre le Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité et les États Membres et organisées à l'intention Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et du Comité de haut niveau sur la gestion.

Élaboration d'éléments de texte aux fins de l'établissement de l'aperçu général du financement des opérations de maintien de la paix

Oui Des éléments de texte ont été élaborés en ce qui concerne le nouveau dispositif grâce auquel le Département établira des normes et des valeurs minimales s'appliquant aux opérations de maintien de la paix et portant sur les dispositifs budgétaires et financiers relatifs à la sécurité, au recrutement, à la mobilité du personnel de sûreté et de sécurité, à la formation, à la gestion des mesures de sécurité, à la logistique et aux achats.

L. Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i> <i>oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Service fonctionnel des réunions : prestation de conseils et d'un appui fonctionnels et techniques pour environ 190 réunions du Comité consultatif	161	Le nombre de réunions inférieur aux prévisions s'explique par une surestimation du nombre de questions relatives au maintien de la paix dont le Comité consultatif serait saisi.
Documents de conférence : établissement d'environ 32 rapports	29	Rapports ont été établis.
Calendrier des réunions : calendrier bien conçu, avec une marge de manœuvre suffisante pour permettre l'examen de résolutions et décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité ainsi que la présentation ponctuelle de rapports	Oui	Les réunions ont eu lieu selon un calendrier suffisamment souple pour permettre l'examen de tous les rapports dont le Comité consultatif était saisi.

M. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Réalisation escomptée 1.1 : Communication plus efficace au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, à d'autres organes intergouvernementaux et aux pays qui fournissent des contingents d'informations leur permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i> <i>oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Présentation au Conseil de sécurité, par le Secrétaire général, de 8 rapports périodiques relatifs à des pays, accompagnés de recommandations sur les questions relatives aux droits de l'homme	11	Rapports périodiques relatifs à des pays présentés au Conseil de sécurité par le Secrétaire général étaient accompagnés de recommandations visant à améliorer la situation des droits de l'homme en République centrafricaine (3), en République démocratique du Congo (4) et au Mali (4). Ce nombre est plus élevé que prévu principalement parce qu'il y a eu plus de rapports concernant la République démocratique du Congo.
Établissement, par le Secrétaire général, d'un rapport périodique sur la protection des civils afin de rendre compte du profil et de l'évolution des violations des droits fondamentaux de la population civile résultant des conflits qui se déroulent au Mali,	2	Établissement, par le Secrétaire général, d'un rapport sur la protection des civils en période de conflit armé (S/2017/404), dans lequel sont présentées les tendances et les caractéristiques des violations des droits de l'homme, et d'un

en République centrafricaine, au Soudan du Sud et au Soudan (Darfour), accompagné de recommandations sur les mesures à prendre pour mieux protéger les civils

Organisation de 10 réunions d'information à l'intention des organismes intergouvernementaux des Nations Unies et des États Membres, portant sur l'évolution de la situation relative aux droits de l'homme dans des pays accueillant une mission de maintien de la paix

Organisation de 4 réunions d'information à l'intention des départements du Secrétariat, des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, des organisations régionales et des groupes de contact, portant sur des questions relatives aux droits de l'homme et sur les activités correspondantes menées dans les missions de maintien de la paix

Organisation de 2 réunions d'information à l'intention des pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police sur les tendances et l'évolution de la situation relative aux droits de l'homme dans le contexte des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, notamment sur la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte d'un appui de l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes

rapport sur les activités de police des Nations Unies (S/2016/952).

- 13 Réunions d'information ont été organisées à l'intention des États Membres et des organisations régionales sur : les faits nouveaux et les priorités stratégiques en matière de droits de l'homme ; le rapport du projet Mapping sur la République centrafricaine ; le mandat de la MONUSCO relatif aux droits de l'homme ; la situation des droits de l'homme dans les opérations de paix de l'Union africaine ; les questions relatives aux droits de l'homme se posant dans le cadre des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.
- 6 Réunions d'information portant sur des grands thèmes en relation avec les droits de l'homme dans le cadre des opérations de maintien de la paix, tels que l'application de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme, la protection des civils et l'alerte rapide et la consolidation des fonctions de protection conformément aux recommandations du Secrétaire général, ont été organisées à l'intention des départements des Nations Unies, des groupes de contact, de groupes de réflexion et d'autres partenaires.
- 3 Réunions d'information sur la protection des victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles ont été organisées à l'intention des pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police et des pays fournissant des contingents aux forces internationales ne relevant pas de l'ONU. Le HCDH et l'Institut international pour la paix ont organisé à l'intention des partenaires et des États Membres une réunion d'information sur le thème « Protéger ensemble : la coopération entre le personnel s'occupant des droits de l'homme et les agents en tenue ».

Réalisation escomptée 2.1 : Déploiement et mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Réalisation de 3 évaluations d'ordre stratégique et technique afin de recenser les besoins relatifs à	3	Missions d'évaluation d'ordre stratégique et technique ont été effectuées auprès de la MINUSTAH, de la MINUL et de la MINUSS. En

l'exécution du mandat en matière de droits de l'homme des missions nouvellement décidées		outre, le HCDH a contribué à l'examen des besoins en personnel civil de la MONUSCO et de la MINUSCA.
Envoi d'une mission d'inspection préalable au déploiement des nouvelles opérations en vue d'installer la composante droits de l'homme, de contribuer à la planification y relative, d'aider les équipes de direction à définir les priorités en la matière, et d'assurer la formation initiale aux droits de l'homme des personnels nouvellement déployés	Non	Aucune nouvelle mission n'a été créée durant l'exercice considéré.
Organisation d'un déploiement de renforts en vue de remédier aux pénuries marquées ou de prêter appui aux composantes droits de l'homme en cas de crise	Non	Aucun déploiement de renforts n'a dû être organisé pendant la période considérée.
Élaboration d'un modèle pour la mise en place d'une capacité opérationnelle minimale en matière de droits de l'homme dans les nouvelles opérations de maintien de la paix ; et élaboration d'un concept d'état-major avancé et définition de profils de spécialistes	Non	Le produit a été en partie exécuté. En effet, un modèle pour la mise en place d'une capacité opérationnelle minimale en matière de droits de l'homme était en cours d'élaboration et des profils de spécialistes avaient été définis.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Examen, sur le plan technique, de 8 rapports émanant de composantes droits de l'homme avant leur présentation aux autorités nationales	11	Rapports publics émanant des composantes droits de l'homme de la MINUL (1), de la MONUSCO (3), de la MINUSTAH (1), de la MINUSCA (3) et de la MINUSS (3) ont été examinés et validés sur le plan technique avant leur présentation aux autorités nationales.
Prestation mensuelle de conseils aux composantes droits de l'homme des opérations de maintien de la paix sur l'intégration des droits de l'homme, compte tenu de l'évolution de la situation dans la zone des missions concernées et dans le cadre de l'appui apporté aux autorités nationales dans leur collaboration avec les mécanismes relatifs aux droits de l'homme des Nations Unies	Oui	Le HCDH a prêté des conseils mensuels ou hebdomadaires aux composantes droits de l'homme de la MINUSTAH, de la MINUSS, de la MINUAD, de la MINUSCA, de la MINUK et de la MINU ; aidé la MINUSS et la MINUSMA à élaborer leurs politiques de protection, fourni des conseils d'experts à la Commission vérité, justice et réconciliation du Mali ; appuyé des dispositifs de responsabilité, tels que les mécanismes de justice transitionnelle, au Soudan du Sud.
Consultations mensuelles avec les composantes droits de l'homme sur la réalisation d'évaluations des risques, en vue de l'élaboration de procédures opérationnelles permanentes et de la mise en place de mécanismes de suivi pour la mise en œuvre de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme	Oui	Le HCDH a tenu des consultations mensuelles ou hebdomadaires afin d'aider le BANUS, la MINUSCA, la MINUSMA, la MINUL, la MINUK, la MINUSS, la MINUSMA et la MINUAD à élaborer des instructions permanentes et prêté des conseils portant sur l'application de la politique de diligence voulue

<p>Réalisation de 8 visites d'appui technique et stratégique auprès des opérations de maintien de la paix aux fins de la planification et de la prestation d'un appui opérationnel pour l'intégration effective des droits de l'homme dans les opérations de maintien de la paix</p>	<p>en matière de droits de l'homme en cas d'appui de l'ONU selon les contextes, et plus particulièrement sur la réalisation d'évaluations des risques et la mise en place de mesures d'atténuation. Il a évalué les mécanismes relatifs à la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme en vigueur en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Mali, contribué par des conseils spécifiques à la mise en place de mécanismes d'évaluation des risques et organisé un atelier sur les enseignements tirés et les pratiques optimales dans le cadre de l'application de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme.</p>
<p>Consultations trimestrielles sur les faits nouveaux ayant une incidence sur l'intégration des droits de l'homme dans le contexte des opérations de maintien de la paix, en vue d'établir des priorités stratégiques et de faciliter les activités de planification menées par les composantes droits de l'homme</p>	<p>9 Visites d'appui opérationnelles visant à consolider la stratégie de surveillance des droits de l'homme ont été menées auprès de la MINUSTAH, de la MINUSCA, du BANUS et de la MANUSOM (2), de la MINUSS (2), de la MINUL, de la MONUSCO et de la MINUSMA, l'objectif étant d'améliorer l'exécution des mandats, l'application de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme et l'intégration des droits de l'homme.</p> <p>Oui Des consultations trimestrielles concernant les priorités stratégiques et la planification des activités à l'appui des droits de l'homme dans le contexte des opérations de maintien de la paix ont été organisées entre Genève, New York et les missions. En outre, des consultations ponctuelles ont été organisées sur certains sujets, dont l'élaboration de directives relatives au signalement des cas d'exploitation et d'atteintes sexuelle (juillet 2016), le renforcement de la protection (novembre 2016), la planification des besoins en ressources humaines et des activités de transition des composantes droits de l'homme (février et mars 2017) et la définition des priorités et de la direction stratégique (juin 2017).</p>
<p>Prestation mensuelle de conseils à l'Union africaine pour l'aider à intégrer les droits de l'homme dans la planification de ses opérations de maintien de la paix et le déploiement d'effectifs militaires et de police, ou dans le cadre des procédures de changement de commandement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies</p>	<p>Oui Le HCDH a prêté tous les mois à l'Union africaine et au Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine des conseils sur les mesures et mécanismes visant à prévenir et à combattre les violations des droits de l'homme commises dans le cadre d'opérations de paix de l'Union africaine et a contribué à l'élaboration du concept général d'opérations du Groupe de cinq pays du Sahel et à l'examen de l'AMISOM.</p>

Ajout d'un volet droits de l'homme à 2 modules de formation spécialisée dispensée par le Département des opérations de maintien de la paix aux personnels militaire et de police avant leur déploiement ; organisation d'un stage de formation des formateurs aux droits de l'homme dans le cadre de la formation dispensée par le Département des opérations de maintien de la paix aux personnels militaire et de police avant leur déploiement ; et organisation de 2 stages de formation spécialisée à l'intention du personnel en tenue (40 participants)

Deux consultations ont été organisées en vue de fournir des orientations d'ordre opérationnel en matière de droits de l'homme aux militaires et au personnel de police

Prestation régulière d'un appui aux composantes droits de l'homme pour mener des travaux de recherche et fournir des informations sur les droits de l'homme en vue de la réalisation d'évaluations des risques ; et élaboration de 2 instructions permanentes pour la mise en œuvre de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme

- 3 Un volet droits de l'homme a été ajouté à trois modules de formation, soit un de plus que prévu. Le HCDH a organisé des séances spécifiquement consacrées aux droits de l'homme dans le cadre du module de formation approfondie à la protection des civils, intégré du matériel pédagogique relatif aux violences sexuelles liées aux conflits dans le programme du cours à l'intention des hauts responsables de la police des Nations Unies.
 - 0 Cours de formation des formateurs consacré aux droits de l'homme préalable au déploiement a été dispensé. Les ressources ont été réaffectées à l'ajout d'un volet droits de l'homme à d'autres formations du Département des opérations de maintien de la paix, notamment celles organisées à l'intention des hauts dirigeants avant leur déploiement.
 - 1 Le HCDH a dispensé un module de formation spécialisée en matière de droits de l'homme et présenté une méthodologie de formation des formateurs à la Force de police permanente. Il a fait passer la deuxième formation spécialisée concernant les droits de l'homme au second plan pour organiser, à la demande du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions, 9 séances de formation à l'intention des agents en tenue, chefs de mission compris.
 - 3 Consultations ont été organisées. LE HCDH a aidé la MINUSCA à achever l'élaboration de ses orientations opérationnelles et instructions permanentes visant à assurer la mise en commun des informations entre les composantes droits de l'homme, militaire et police. En outre, elle a organisé des consultations avec la MINUSMA, la MONUSCO, la MINUSS et des entités du Siège pour recenser des pratiques optimales dans le domaine du contrôle du respect des droits de l'homme et du signalement des violations et dispenser des conseils pratiques à toutes les missions.
- Oui
- Plusieurs missions, dont la MINUSMA, la MINUSCA, la MONUSCO, la MINUSS et le BANUS, ont reçu régulièrement un appui et des conseils d'ordre technique.
 - 2 Le HCDH a aidé la MINUSCA et la MONUSCO à adopter des instructions permanentes. En outre, il a contribué aux évaluations des risques menées

Fourniture, de manière plus systématique et cohérente, de réponses à 75 demandes émanant d'entités des Nations Unies procédant à un recrutement pour les aider à recueillir et évaluer les informations aux fins de la vérification des antécédents de respect des droits de l'homme des candidats à des postes de direction dans les opérations de maintien de la paix

Organisation, à l'intention de 100 membres du personnel des Nations Unies au Siège et à Genève, de réunions d'information sur la politique de vérification des antécédents de respect des droits de l'homme et les modalités de vérification des antécédents des éventuels membres du personnel de maintien de la paix, et élaboration de documents à cette fin

par la MINUSCA, la MONUSCO et la MINUSS, notamment en leur prêtant des conseils spécifiques aux fins de la mise en place des procédures et mécanismes pertinents.

82 Réponses ont été fournies à 82 demandes d'assistance en vue de la collecte et de l'évaluation d'informations aux fins de la vérification des antécédents de respect des droits de l'homme des candidats à des postes dans les opérations de maintien de la paix, la plupart du temps dans les délais convenus en interne.

Oui Deux ateliers ont été organisés à l'intention de 23 et 16 membres du personnel du Département des opérations de maintien de la paix à New York et du HCDH à Genève afin de leur expliquer la Politique de vérification des antécédents en matière de respect des droits de l'homme et la méthode de collecte et d'analyse des informations nécessaires aux fins de son application et de leur faire part des données d'expérience et des enseignements répertoriés. Du matériel pédagogique a été élaboré à cette fin. En outre, des réunions d'information à l'intention des nouveaux membres du personnel ont été organisées selon les besoins.